

Actualité

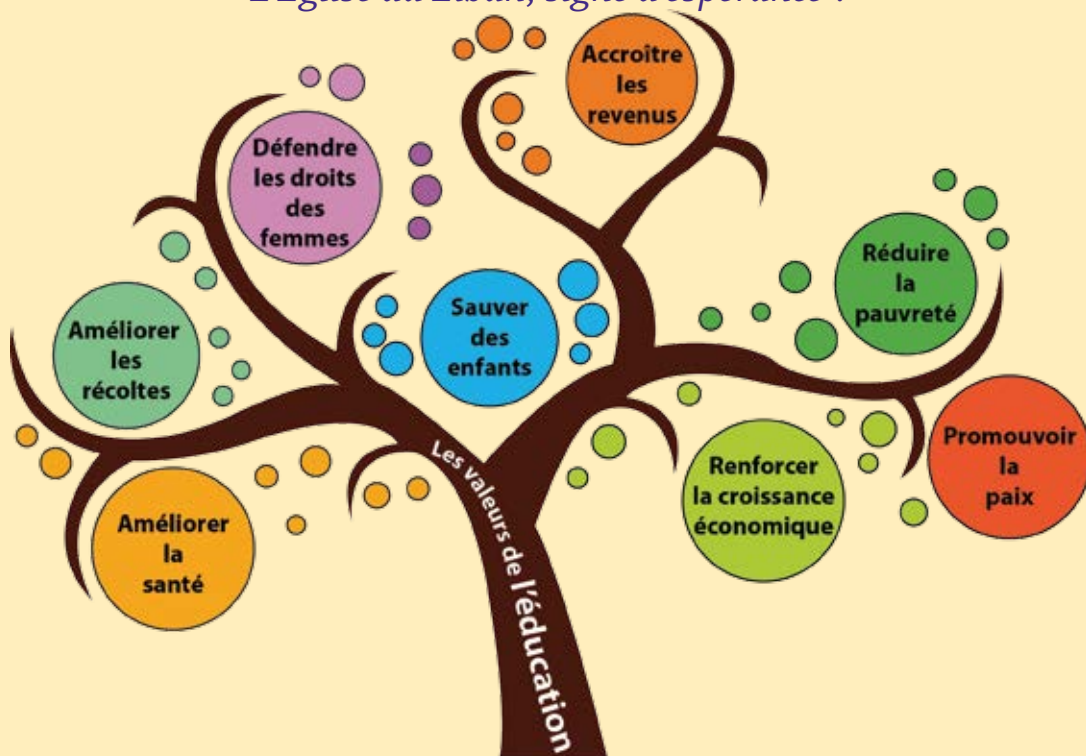
- *La mission dans les périphéries : les Fils de la Charité*
- *Dom Pedro Casaldaliga. Prêtre, prophète et poète*

Dossier

La mission d'éduquer

Chroniques

- *Réseaux sociaux numériques. Pour un usage responsable*
- *L'Église du Liban, signe d'espérance ?*



Prochain dossier

Joseph, le missionnaire du quotidien

SPIRITUS : 13 €

SPIRITUS 242 ISSN 0038-7665

La mission d'éduquer
2021

SPIRITUS

Revue
d'expériences
et de recherches
missionnaires

Dossier

La mission d'éduquer

N° 242
Mars 2021

Édito : Instruire, former, éduquer

Actualité missionnaire

Emmanuel Kouame Say

Les missions dans les périphéries : les Fils de la Charité

7

Les Fils de la Charité sont des prêtres et des frères rassemblés en un Institut fondé par le Père Anizan, au début du siècle dernier. Présents en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique, ils sont particulièrement dédiés au monde ouvrier et populaire, où ils sont appelés à reproduire la charité du bon Berger, pour les foules, suivant en cela le charisme de leur fondateur.

François Glory

Dom Pedro Casaldaliga i Pla, Prêtre, Prophète et Poète

16

Dom Pedro Casaldaliga nous a quittés le 8 août 2020. Le style de vie profondément évangélique de cet évêque, sa manière d'exercer son ministère, sa solidarité avec les pauvres et les exclus, tout cela fait de lui un prophète pour notre temps. Il a laissé des traces indélébiles dans la société, l'Église du Brésil et d'Amérique latine, jusque dans *Querida Amazonia*.

Dossier : La mission d'éduquer

Nicolas Cappelle

Éducation lasallienne. Proposition pour un monde en changement

27

Le projet éducatif initié par Jean Baptiste de la Salle conserve toute sa pertinence. Il entend répondre aux nouveaux besoins des jeunes et des adultes en formation. L'acte éducatif reste la clé de la construction de la personne et de la société, de la transmission des valeurs, de l'émancipation des peuples. Il est foi et engagement pour un monde autre à faire advenir.

- Georgette Thioume Ndour
Enseignement catholique. Expérience de l'Église du Sénégal 38
 Le Sénégal est un pays majoritairement musulman. L'école catholique y est ouverte à tous. L'Église y vit sa mission de former les jeunes intellectuellement, moralement et spirituellement. Il s'agit de les aider à se forger un avenir, à s'ouvrir à l'idéal sénégalais de la Teranga, à servir les autres. Cette mission exige de l'école catholique beaucoup de créativité dans son projet pédagogique.
- Agnès Simon-Perret
Un exemple d'éducation informelle aux Philippines 51
 Pour aider le peuple Badjao, aux Philippines, à sortir de la misère, les Sœurs spiritaines leur proposent une éducation informelle, sur le modèle du système d'apprentissage alternatif (ALS) qui travaille dans deux directions : une direction orientée vers une formation de type scolaire et une direction orientée vers la formation pour des activités génératrices de revenus.
- Edoh Bedjara
Université eudiste UNIMINUTO. 65
 UNIMINUTO est un modèle chrétien d'enseignement supérieur, née au sein de la congrégation missionnaire des Eudistes. Elle prend part à l'éducation universitaire des jeunes en situation de précarité en Colombie, pour leur permettre de participer au développement de leur pays. Dans le cadre de la coopération sud-sud, elle a créé une antenne en Côte d'Ivoire.
- Marie Sidonie Oyembo
Les congrégations religieuses et l'éducation au Gabon 77
 L'œuvre éducative au Gabon renvoie à un parcours bi-séculaire où s'est fondé et s'est structuré le système scolaire. Les congrégations religieuses prennent une part importante à cette œuvre. En effet, l'éducation participe de leur mission évangélisatrice. Elle s'inspire de la spiritualité et du charisme de chaque institut. L'école n'est-elle pas un espace d'épanouissement humain et chrétien ?
- Marc Botzung
Repères pour une mission d'éducation en France aujourd'hui 90
 En France, environ 2 millions d'enfants et de jeunes sont scolarisés dans des établissements privés catholiques, dont un tiers relève de structures congréganistes. Un record européen rendu possible par le soutien financier de l'État français. Quelles sont les raisons d'un tel succès et d'une telle confiance, dans une société qui se sécularise et se diversifie rapidement ?

Chroniques

Francis Barbey

Réseaux sociaux numériques. Pour un usage responsable

101

Les réseaux sociaux numériques ont envahi tous les domaines de la vie, particulièrement les milieux scolaires et universitaires. Certains y voient les signes de l'avènement d'un monde nouveau. Pour d'autres, il s'agit d'un vecteur de perversion. Entre les deux positions, n'y a-t-il pas place pour un usage responsable des réseaux sociaux numériques ?

Gabriel Hachem

L'Église du Liban, signe d'espérance ?

109

La tragique déflagration au port de Beyrouth le 4 août 2020 a rappelé le marasme socio-économique dans lequel est plongé le Liban. Comment l'Église se situe-t-elle dans ce contexte si difficile ? Quels sont les défis qu'elle a à relever ? Quelles perspectives d'avenir peut-elle contribuer à ouvrir ? Peut-elle être signe d'espérance dans un Liban meurtri ?

Livres

Recensions

119

Ronald Charles, *The Silencing of Slaves in Early and Christian Texts*, London : Routledge, 2019, 290 p.

Luis Martínez Saavedra et Pierre Sauvage, *Le Pacte des catacombes. « Une Église pauvre pour les pauvres ». Un événement méconnu de Vatican II et ses conséquences*, Namur, Lessius, 2019, 294 p.

Éducation, tâche première de la culture

(...) De tout cela se dégage un certain nombre de conclusions capitales. En effet, les considérations que je viens de faire montrent à l'évidence que la tâche première et essentielle de la culture en général, et aussi de toute culture, est l'éducation. L'éducation consiste en effet à ce que l'homme devienne toujours plus homme, qu'il puisse « être » davantage et pas seulement qu'il puisse « avoir » davantage, et que par conséquent, à travers tout ce qu'il « a », tout ce qu'il « possède », il sache de plus en plus pleinement « être » homme. Pour cela, il faut que l'homme sache « être plus » non seulement « avec les autres », mais aussi « pour les autres ».

L'éducation a une importance fondamentale pour la formation des rapports inter-humains et sociaux. Ici aussi, j'aborde un ensemble d'axiomes sur le terrain duquel les traditions du christianisme issues de l'Évangile rencontrent l'expérience éducative de tant d'hommes bien disposés et profondément sages, si nombreux dans tous les siècles de l'histoire. Ils ne manquent pas non plus à notre époque, ces hommes qui se révèlent grands, simplement par leur humanité qu'ils savent partager avec les autres, en particulier avec les jeunes.

En même temps, les symptômes des crises de tous genres auxquelles succombent les milieux et les sociétés par ailleurs les mieux pourvus — crises qui affectent avant tout les jeunes générations — témoignent à l'envi que l'œuvre d'éducation de l'homme ne s'accomplit pas seulement à l'aide des institutions, à l'aide des moyens organisés et matériels, fussent-ils excellents. Ils manifestent aussi que le plus important est toujours l'homme, l'homme et son autorité morale qui proviennent de la vérité de ses principes et de la conformité de ses actions avec ces principes.

Jean-Paul II, *Discours à l'UNESCO*,
Lundi 2 juin 1980, n° 11.

Instruire, former, éduquer

« **I**l faut tout un village pour élever un enfant ». Ce proverbe rappelle que l'éducation de la jeunesse est une responsabilité collective. Or, le collectif signifié par l'image du village ne va pas de soi, quand bien même notre monde est de plus en plus considéré comme un village global. Le collectif est à construire de façon continue, autour de valeurs partagées et dans la quête d'une vision commune, régulièrement mise à jour. Dans cette perspective, le 12 septembre 2019, le pape François a appelé l'ensemble des acteurs du domaine éducatif à « reconstruire le Pacte mondial pour l'éducation ».

Le présent dossier de *Spiritus* aborde le sujet sous l'angle de la mission de l'Église. Les contributions de Marie Sidonie Oyembo et de Georgette Thioume Ndour nous donnent un aperçu du rôle important qu'ont joué les congrégations missionnaires dans le domaine éducatif au Sénégal et au Gabon. Les difficultés du passé, entre autres le manque d'appui des instances politiques, sont encore celles d'aujourd'hui, lorsque l'Église locale prend le relais. À cela s'ajoutent les défis liés au dialogue interreligieux : les écoles et universités catholiques étant des lieux d'éducation ouverts à tous. En ce domaine, dans le diocèse de Dakar, les chiffres de 2019 sont assez parlants en ce qui concerne l'appartenance religieuse des élèves. On dénombre 6164 élèves catholiques, 18911 musulmans et 63 appartenant à d'autres religions, sur l'ensemble des 31 établissements catholiques.

Un autre aspect de cette ouverture, c'est la priorité accordée à ceux qui sont à la périphérie, incapables d'accéder à une éducation de qualité. Trois contributions du dossier mettent en exergue cette dimension de l'éducation catholique. L'article de Nicolas Capelle nous montre comment, entre 1950 et 2020, les Frères des Écoles Chrétiennes ont, à travers une

étude scientifique des textes fondateurs de la congrégation et une redécouverte de la figure de Jean-Baptiste de Lasalle, renouvelé le « service éducatif des pauvres », pour répondre aux nouveaux défis d'un monde en mutation. C'est d'une attention similaire que nous parle Edoh Bedjra, au sujet de la création de l'Institut Universitaire Technologique Eudiste d'Afrique (à Abidjan), qui est destiné aux jeunes issus des milieux défavorisés. Cet institut s'inspire d'une expérience eudiste en Colombie, à savoir le projet universitaire Uniminuto qui connaît un grand succès « grâce à sa philosophie d'accès à tous, fortement caractérisé par l'enseignement à distance et en ligne, la prise en compte de la tranche de la population à revenu faible, sa capacité de mobilisation de ressources et d'attraction de partenaires clé pour sa croissance ». Dans son article consacré à l'éducation de la communauté Badjao, aux Philippines, Agnès Simon-Perret aborde une problématique du même genre, certes à une échelle moins grande. Il s'agit d'éduquer non seulement les enfants Badjao, mais aussi d'accompagner cette communauté à prendre conscience du fait que son intégration dans les Philippines modernes passe par l'instruction.

Cependant, l'instruction n'est qu'un aspect de l'éducation telle que conçue par la pédagogie catholique. À cet égard, l'ensemble des contributeurs du présent dossier insistent sur sa dimension intégrale. Marc Botzung le souligne de façon pertinente, la mission d'éduquer appelle une diversité de compétences, de talents, de sensibilités religieuses et philosophiques, car tout seul, « aucun éducateur n'est en mesure d'accompagner [les] richesses du développement d'un jeune ». Mais tout en étant multidimensionnel, l'être humain est « un », comme le rappelle encore Marc Botzung. Par conséquent, le succès d'un accompagnement éducatif intégral est à l'aune d'une dialectique entre l'un et le multiple. Et cela nous renvoie à la métaphore du village qui connote diversité et unité.

Dans notre village planétaire, ce serait une erreur de ne considérer que l'unité ou l'uniformité au détriment des particularités. Inversement, à n'insister que sur les particularités au détriment de « notre maison commune » à construire, on risque des replis communautaristes. L'ouverture des centres d'éducation catholique à tous et l'implication d'acteurs aux sensibilités religieuses différentes est de ce point de vue fort prophétique.

Rémi Fatchéoun

La mission dans les périphéries : Les Fils de la Charité

Emmanuel KOUAME SAY

Emmanuel Kouame Say, prêtre de l'Institut des Fils de la Charité, est originaire de Côte d'Ivoire. Ancien instituteur, après sa formation au grand séminaire de Brazzaville et une spécialisation en pastorale familiale à l'ICAO (Abidjan), il prend en charge la formation des scolastiques. En 2011, il est envoyé en mission en Espagne, puis en Italie. Il est l'actuel supérieur général des Fils de la Charité.

Sous l'impulsion du pape François, l'Église dans sa mission est de nouveau invitée à s'investir dans les périphéries¹. Ces immenses zones défavorisées, qui pullulent autour des villes et des mégapoles, concentrent une masse croissante de citoyens, victimes des aléas du système économique mondialisé et des carences de l'aménagement urbain. L'Église pourrait-elle se désintéresser du sort de ces pauvres sans manquer gravement à sa mission, sans risquer de se renier ? L'histoire montre que depuis

1. Le terme « périphéries », employé au pluriel, désigne communément les banlieues, faubourgs ou quartiers difficiles, dans lesquels se concentre une population majoritairement défavorisée. Ces milieux sont dits populaires à cause d'une forte démographie.

ses origines, le christianisme a toujours pris le parti des pauvres. Jésus, lui-même, fit de leur libération une cause prioritaire à laquelle il donna sa vie. Aller aux périphéries est désormais un leitmotiv de la mission !

Même s'il ne s'agit pas de délaisser les immenses territoires ruraux qui ont aussi besoin de l'Évangile et manquent parfois cruellement de missionnaires, l'appel à évangéliser les périphéries urbaines reste, néanmoins, une option significative. En effet, plus de la moitié de la population mondiale se concentre actuellement dans les villes². Cette situation ne va pas sans générer de graves problèmes, qui sont source d'injustices, de conflits et d'insécurité permanente.

Mais, les périphéries urbaines ne sont pas que des terres dévastées ou potentiellement inflammables. Malgré des conditions de vie souvent mauvaises, les familles dans ces milieux font preuve d'une grande résilience. Les missionnaires qui les rejoignent pour le service de l'évangélisation en font l'expérience. Ils sont émerveillés devant les trésors de sagesse et de génie enfouis dans leurs cœurs et dans leurs âmes. Certains de ces missionnaires le sont devenus, précisément, en réponse à l'appel des pauvres.

Par leur vocation et leurs engagements dans les banlieues et bidonvilles d'aujourd'hui, ils sont des témoins vivants d'une Église « en sortie »³, en connexion directe avec les plus pauvres, à qui Dieu fait don de l'Évangile. N'est-ce pas là une des raisons principales de l'appel pathétique lancé par le pape François, au début de son pontificat ? Il invitait instamment l'Église à « *sortir de son propre confort et avoir le courage de rejoindre toutes les périphéries qui ont besoin de la lumière de l'Évangile* »⁴.

2. Selon les données de ONU-Habitat la population urbaine croît plus rapidement que la population totale. Elle représentera peut-être 60 % en 2025. Ce même organisme estime qu'en 2030 il y aura deux milliards d'habitants dans les bidonvilles, soit près de la moitié de la population urbaine mondiale. (Voir Encyclopédie Larousse en ligne : bidonville).

3. Voir pape François, *Exhortation apostolique « Evangelii Gaudium » — La joie de l'Évangile*, Rome, 24 novembre 2013, n° 20.

4. Idem.

Pour saisir l'enjeu de cette option missionnaire et voir certains de ses fruits dans les zones périphériques, intéressons-nous à une vocation de missionnaires particulièrement dédiés au monde ouvrier et populaire : les Fils de la Charité. Cette modeste famille religieuse, comptant à peine 133 membres de tous âges et de tous horizons, a célébré, il y a juste deux ans, le centenaire de sa fondation.

Nous les présentons ici de manière synthétique, en partant de ce qu'ils disent eux-mêmes de leur expérience. Qui sont-ils ? Comment expliquer l'originalité de leur vocation ? Comment conduisent-ils leur mission en milieu populaire ?

Qui sont les Fils de la Charité ?

Dans les Constitutions des Fils de la charité, nous lisons : « *Pour notre part, à la suite du Père Anizan, nous avons reçu la grâce et la charge d'être ensemble pasteurs et apôtres pour vivre et annoncer l'évangile dans le monde ouvrier* »⁵. Cette brève notation sur la vocation des Fils de la Charité nous fournit trois indices clés pour les reconnaître et les situer parmi les autres missionnaires.

En premier lieu, leur style de vie. Ils sont des chrétiens mus par un appel singulier : « une grâce et une charge » ; ce qui est le signe caractéristique de l'appel à suivre le Christ, de plus près, dans la vie consacrée. Ce style de vie les unit intimement à Jésus, selon le modèle qu'il vécut avec ses apôtres⁶. En cela, ils ne sont pas des originaux, car la consécration religieuse est un mode de vie stable, établi de longue date dans l'Église. L'Esprit Saint ne cesse de susciter ce don. Malgré leurs faiblesses, des hommes et des femmes, aspirant à suivre de plus près le Christ, peuvent librement s'engager dans ce genre de vie. Mais la suite du Christ est un chemin parcouru selon des modalités diverses. Ce qui explique la pluralité des formes de vie religieuse. Les Fils de la Charité n'ont pas choisi la vie contemplative à l'intérieur d'un

5. Fils de la Charité, *Constitutions*, art. n° 3.

6. Voir Jean Paul II, *Exhortation apostolique « Vita Consecrata »*, Rome 25 mars 1996, n°22*.

monastère. Ils sont « pasteurs et apôtres », ce qui signifie des religieux apostoliques, vivant en pleine cité dans des maisons de la communauté. Ils sont aujourd'hui présents dans douze pays répartis sur quatre continents : Afrique, Amérique, Asie et Europe. Ils sont prêtres et frères (ces derniers en nombre, hélas, très réduit), ensemble au service des Églises locales, à travers le ministère paroissial soutenu par les œuvres ou le ministère de prêtre ouvrier. La vie communautaire souligne particulièrement le caractère collectif et solidaire de leur vocation. L'appel personnel que chacun a reçu de Dieu s'insère et s'harmonise dans la convocation du Christ qui les rassemble pour former une « seule et douce famille »⁷. Ainsi, la charité fraternelle est la clef de voûte de leur existence. En vivant à fond la fraternité, ils sortent de l'individualisme, réalisant progressivement le passage salutaire du « je » au « nous », condition d'une vraie communion.

Les deux autres indices, repérables dans la phrase citée, sont : le fondateur, « Père Anizan »⁸ et le lieu privilégié de la mission, le « monde ouvrier ».

Toute tradition religieuse dans l'Église tire sa source d'une expérience fondatrice. C'est la pierre angulaire de l'histoire des congrégations. Les Fils de la Charité savent qu'ils suivent de près le Christ, mais pas n'importe comment : *à la manière du Père Anizan*. Son expérience personnelle à Paris au début du siècle dernier, faite d'épreuves douloureuses et de quêtes intérieures se ramène, au fond, à celle d'un disciple placé devant la question fondamentale que Jésus pose à tous ses disciples : « Qui dites-vous que je suis ? »⁹ Puisant à la source de sa longue pratique de l'apostolat populaire et des lumières de sa foi, qui l'ont fait entrevoir, à un moment déterminé, le projet d'une future fondation, il put donner cette réponse vitale, qui engageait le restant de sa vie, ainsi que la vie de ceux qui le rejoindraient : « Tu es le Bon Pasteur, l'évangéliste des foules ». Ainsi, du dialogue

7. Le vœu du fondateur était que ses frères forment une « seule et douce famille », unie par un vrai lien de charité fraternelle.

8. Jean-Emile Anizan est né le 6 janvier 1853 à Artenay, dans le département du Loiret. Épuisé par la maladie, il mourut le 1^{er} mai 1928 à Paris, dix ans après la fondation.

9. Cf. Mt 16, 13-15 ; Mc 8, 27-30 ; Lc 9, 18-21.

intime avec le Christ allait surgir, sous l'impulsion de l'Esprit Saint, le charisme spécifique des Fils de la Charité : « reproduire la charité du Bon Pasteur pour les foules »¹⁰. Charisme qu'Anizan expérimenta, lui-même, dans le contexte de l'industrialisation naissante en France, lorsqu'apparut dans la société une classe ouvrière exploitée et sans droits. Le charisme né de cette source fondatrice fut mis en œuvre de manière privilégiée, mais non exclusive, dans le monde ouvrier. Il s'élargit aujourd'hui pour prendre en compte, indistinctement, le sort des travailleurs en milieu populaire, qui gagnent leur vie au jour le jour et forment cette classe pauvre et délaissée, confinée dans les périphéries urbaines. Dans le sillage du fondateur, la Congrégation ambitionne de « servir la rencontre de Dieu et du peuple des travailleurs »¹¹.

Un socle spirituel : le triple Idéal

L'identité des Fils de la Charité se découvre également à travers leur spiritualité. Celle-ci inspire non seulement leur manière de vivre, mais aussi la manière d'agir, en réponse aux appels de la mission. La spiritualité conditionne l'apostolat, comme une rivière coule depuis sa source.

La spiritualité des Fils de la Charité est admirablement synthétisée dans un écrit du fondateur, intitulé « Notre Triple Idéal »¹². Ce rapport dévoile la source qui irrigue en profondeur leur vie et leur apostolat. Un triple idéal, au sens d'un noyau unitaire comprenant trois dimensions et non trois idéaux séparés et juxtaposés. Le fondateur le décrit avec le langage de son temps :

Quand l'appel de Dieu à notre vocation se fit entendre, un Triple Idéal se présenta à nous et séduisit nos âmes : la sainteté, la fécondité apostolique et l'évangélisation des pauvres (...). Séduits par le premier idéal, nous aurions pu nous réfugier dans un Ordre contemplatif (...). Aspirant à sauver les âmes, il nous eût été

10. Lire Mt 9, 35-36 ; Mc 6, 34.

11. Fils de la Charité, *Constitutions*, art. n° 5.

12. Rapport que fit le père Anizan lors du premier chapitre de la nouvelle congrégation en 1925.

loisible de nous livrer tout entiers dans le clergé séculier (...). Désireux de nous consacrer comme le divin Sauveur à l'évangélisation des pauvres, il eût été facile d'exprimer ce désir à notre évêque. Il n'aurait eu aucune difficulté à le satisfaire. Il nous fallait les trois, et c'est parce que nous les avons trouvés providentiellement réunis dans l'Institut des Fils de la Charité que nous y avons reconnu la place où Dieu nous voulait¹³.

Le Triple Idéal est le socle sur lequel repose la vocation des Fils de la Charité. Ils sont habités par le désir intime d'engager leur vie dans la voie de la sainteté, la fécondité apostolique et l'évangélisation des pauvres. Pourtant, ce Triple Idéal n'est pas une pure abstraction, fruit de l'imagination. Ces aspirations, comme l'a bien vu le fondateur

se fondent et se personnifient merveilleusement en celui qui a voulu être notre patron et notre modèle, en Notre Seigneur Jésus-Christ tout à la fois Saint des saints, Bon Pasteur par excellence et Apôtre des pauvres¹⁴.

La spiritualité des Fils de la Charité n'est rien d'autre qu'une rencontre intimement vécue avec Jésus Bon Pasteur évangélisant les foules. C'est lui qui introduit chaque personne dans la communion trinitaire, où tous, sans discrimination ni exclusion, jouissent d'une vie surabondante¹⁵.

Un modèle apostolique : le Bon Pasteur

Enraciné dans le Triple Idéal, l'apostolat des Fils de la Charité veut être une incarnation du mode d'agir du Bon Pasteur à l'égard des pauvres et des délaissés. Une conviction que formule si bien un article des Constitutions :

À la suite du Père Anizan, nous sommes séduits par la vie publique de Jésus évangélisant les foules. Il a vécu parmi les hommes, pauvre, travaillant de ses mains, partageant leur joie, leurs souffrances et leur espérance. Il a guéri les malades, pardonné aux pécheurs, proclamé les Béatitudes, affrontant les

13. Emile Anizan, *Notre Triple Idéal*, Brochure éditée par le Conseil général en septembre 1992, p. 1-2.

14. Idem, p. 2-3.

15. Voir Jn 10, 10.

conflits que suscitait l'annonce de la Bonne nouvelle. Il a témoigné aux foules l'amour de son Père et proclamé la proximité de son règne. Sans cesse présent à son Père et passionné de faire sa volonté, il se retirait longuement pour prier. Il a éveillé la foi d'une communauté de disciples (...) les formant et les préparant à leur tâche avec amour. Il a aimé les hommes jusqu'au don total de sa vie. Aujourd'hui, grâce à l'Esprit Saint, nous sommes appelés à poursuivre cette mission¹⁶.

Sur les traces du Bon Pasteur

Volonté d'incarner le mode d'agir du Bon Pasteur évangélisant les pauvres, tel est bien le souci cardinal des Fils de la Charité dans les périphéries urbaines. Leur histoire passée et présente témoigne d'initiatives pastorales audacieuses. Évoquons rapidement ici certains exemples. Ils feront mesurer la capacité créatrice des Fils de la Charité, dans le champ de l'apostolat populaire en milieu défavorisé. Citons les pères Gaston Courtois et Jean Pihan qui lancèrent dans l'Église de France le mouvement des CV-AV (Cœurs Vaillants et Âmes vaillantes).

Les ramifications s'étendent encore aujourd'hui dans certaines capitales africaines où existe le mouvement. Rappelons l'initiative « paroisse communauté missionnaire », sous la conduite du Père Georges Michonneau et son équipe au petit Colombes, près de Paris, dans le but d'élargir la vision de la paroisse au-delà de ses quatre murs. Le même édita le célèbre « Missel communautaire », un support liturgique et biblique encore d'actualité. D'autres, à l'exemple du Père Pierre Thivollier, auteur du bestseller « Le Libérateur », — traduit en de nombreuses langues y compris le chinois —, ont voulu explorer le domaine de la transmission de la foi, dans un langage adapté à l'imaginaire de l'homme contemporain. On ne peut arrêter ce bref inventaire sans signaler le livre phare du Père Joseph Bouchaud, « Les pauvres m'ont évangélisé ». Humble aveu d'un missionnaire qui rencontre les pauvres des favelas, *villas miserias* et autres bidonvilles d'Amérique latine. Mais, surtout, conversion inattendue du regard

16. Les Fils de la Charité, *Constitutions*, art. n°4.

et inversion de perspective : les pauvres ne sont pas que les bénéficiaires, mais ils sont sujets de l'évangélisation !

La force évangélisatrice des pauvres réside précisément dans la simplicité, l'humilité, la solidarité et la religiosité populaire. Dans l'apostolat, les Fils de la Charité ont toujours considéré ces qualités humaines et spirituelles, comme des perles précieuses enfouies dans l'âme des plus pauvres.

Un trésor que le regard condescendant ne sait ni voir ni apprécier. Ce sont cette sagesse et ce génie des petits qui font d'eux les vraies ressources et les acteurs de la mission paroissiale ou des œuvres établies dans les périphéries.

À l'image du Premier Fils de la charité

Ce qui vient d'être présenté concernant les Fils de la Charité souligne en condensé la beauté de cette vocation, qui est un don de Dieu et de l'Église aux périphéries urbaines. Même s'il est vrai que la réalité pourrait laisser apparaître bien des écarts par rapport à l'idéal, il n'empêche que c'est là le projet qui les fait courir, tous autant qu'ils sont, partout où on les retrouve.

Ces hommes ordinaires, en vertu de leur baptême, ont accepté de répondre à l'appel du Christ qui les choisit comme ses amis, pour poursuivre, dans l'Église et en communion avec elle, une mission exaltante : celle d'annoncer la Bonne Nouvelle aux destinataires privilégiés que sont les pauvres, qui habitent les zones défavorisées des villes et mégapoles du monde actuel. La tradition apostolique, riche d'exemples passés, est un héritage inépuisable. Mais, le bien caché vient certainement des pauvres eux-mêmes. Débarqués au milieu d'eux, avec le ferme propos de les évangéliser, les missionnaires constatent bientôt qu'ils sont eux-mêmes évangélisés et transformés, sur ce terrain mouvementé et parfois insécurisant, qui recèle pourtant des pépites, des trésors de sagesse et de génie !

Dès lors, les Fils peuvent compter sur eux et agir avec eux, comme les sujets et les acteurs clés d'une évangélisation qui les fait descendre jusqu'à leur niveau, dans leur langage et leur geste pleins d'humanisme. Ces derniers, en effet, ont très souvent un flair aiguisé, une sensibilité du cœur, qui les disposent à reconnaître les vraies valeurs d'amour, de justice et de solidarité, que des cœurs imbus de leur suffisance, aveuglés par l'individualisme, la culture de l'indifférence et du rejet, sont rendus incapables de voir et d'apprécier¹⁷.

Les Fils de la Charité réalisent, pour leur part, que la mission dans les périphéries n'est pas qu'une simple tâche à remplir, avec les moyens et l'efficacité des experts. Au-delà de l'aspect utilitaire, quand l'action prend sa source dans l'amour du Bon Pasteur, il se produit, dans les personnes et le milieu, des processus de transformation et de rénovation qualitative, dont ils sont, eux aussi, bénéficiaires à divers degrés. Surtout, quand ces processus les amènent à reconnaître qu'ils bonifient, devenant peu à peu ce qu'ils sont par vocation : des Fils de la Charité, à l'image de Jésus-Christ, le Premier Fils de la Charité¹⁸.

Emmanuel KOUAME SAY

17. Lc 10, 21-22 ; Mt 11, 25-27.

18. Le nom de la Congrégation signifie « fils de Dieu Charité » et Jésus-Christ est le Premier Fils de la Charité.

Dom Pedro Casaldaliga i Pla Prêtre, Prophète et Poète¹

François GLORY

Prêtre des Missions Étrangères de Paris (M.E.P.), bibliste, François Glory a été missionnaire pendant trente ans en Amazonie brésilienne. Il a bien connu dom Pedro Casaldaliga i Pla.

Ils me traiteront de subversif,
Et je leur dirai : je le suis.
Pour mon peuple en lutte je vis,
Avec mon peuple en marche, je vais (Pedro).

En 1968, à l'âge de quarante ans, Pedro, ce Claretain catalan de Balsareny, après un séjour en Afrique, débarque sur la terre rouge de l'Amazonie brésilienne qu'il ne quittera plus jusqu'à sa mort, le 8 août 2020. Ses obsèques furent la consécration de celui qui, durant toute sa vie,

accueillit celui qui est ignoré, déprécié, exclu, pour l'inclure en son cœur, en son corps, comme la semence lancée en terre. Comme le Christ, il embrasse à son tour l'humanité, les pauvres, les derniers².

Le corps de Pedro porté par les Indiens Xavantes devient symbole de vie pour ceux qui, contre toute espérance, croient que la semence fleurira en fruits de liberté.

Pedro, ainsi appelé selon son désir, en guise de crosse avait une rame de pêcheur, pour mitre un chapeau de paille de paysan,

-
1. Casaldaliga en catalan : maison de l'aigle. Un film : Descalço sobre a Terra Vermelha.
 2. Paroles de dom Neri, évêque de Juina, (Mato Grosso) qui prononça l'homélie aux obsèques de dom Pedro.

pour anneau pastoral, une bague de *tucum*³. Son palais épiscopal, une maison ordinaire aux portes toujours ouvertes. Sa chambre, éclairée à la lampe à pétrole a un lit en plus, en prévision du visiteur impromptu. Son confort du même niveau que celui du peuple dont il partage les conditions. Sur une simple table, son historique machine à écrire d'où sortirent tant de textes prophétiques et ses innombrables poèmes. Ses vêtements, rien de distinctif. Sur son visage, ce fin sourire plein d'humour connecté à l'Esprit Saint qui, selon lui, est le bon humour de la Trinité ! Ses déplacements, toujours en transports collectifs, peu confortables et souvent risqués.

Désormais, il repose dans le cimetière Karajá, entre une prostituée et un paysan sans terre. C'est la radicalité de ses choix au nom de l'Évangile qui en a fait une figure incontournable de l'Église du Brésil. À la suite de tant d'autres prophètes et pasteurs d'Amérique latine, qu'illustre si bien le pape François, Pedro montre le chemin que doit emprunter l'Église pour redevenir crédible aux yeux du monde. Frei Beto⁴ le définit comme *le chrétien le plus cohérent qu'il ait connu*.

Le cri prophétique d'un évêque

Nous ne pouvons retracer la vie de celui qui est un des grands prophètes de l'Amérique latine ; de nombreux articles, livres et reportages existent. Nous regarderons comment quelques-uns de ses choix subversifs, inspirés de la radicalité de la vie du Nazaréen, interpellent l'Église. En ces temps de crises ecclésiale et sociétale, l'exemple prophétique de Pedro n'est pas à ranger dans la liste d'attente de héros à canoniser les rendant inimitables ; ils doivent inspirer nos priorités et choix pastoraux. Ceux-ci sont plus simples que ce que nous imaginons, certainement plus durs à pratiquer.

3. Bague noire de palmier *tucum*, symbolisant l'option préférentielle pour les pauvres.

4. Frei Beto. Dominicain brésilien de la province de São Paulo. Théologien de la libération, emprisonné sous la dictature militaire, ancien conseiller du cardinal Paulo Evaristo Arns.

Entre l'arrivée de Pedro et le synode sur l'Amazonie, 50 ans ont passé. Nous ne pouvons ignorer que les questions et défis débattus au Synode avaient été soulevés par ceux et celles qui furent des lanceurs d'alertes à l'exemple de Pedro. Rome trembla par peur de la radicalité des choix de ses pasteurs. Aujourd'hui, les défis sont toujours là, aussi brûlants que l'Amazonie en flammes. Pedro reste une lumière qu'on ne peut mettre sous le boisseau.

En découvrant São Felix do Araguaia, Pedro est sous le choc. Missionné comme il l'avait été en Afrique quelques années auparavant pour implanter le *Movimento do Cursilho de Cristandade*⁵, il saisit que son projet pastoral est totalement inadapté. Dans cette partie d'Amazonie qui lui est confiée, il comprend que les paysans qui tentent de gagner leur pain n'ont que deux droits : *celui de naître et celui de mourir*. Pasteur passionné, il n'attendra pas longtemps pour faire son choix, guidé par son intuition : *dans le doute, être toujours du côté des pauvres !* Sa congrégation ne l'a-t-elle pas envoyé au Brésil par fidélité à l'esprit de Vatican II, que renforcent les choix de la Conférence de Medellin⁶. Tel un appel prophétique, elle a lieu l'année de son arrivée ! Il n'y a plus à hésiter : il fait sienne *l'option préférentielle pour les pauvres* par fidélité à l'Évangile et amour pour son peuple qu'il ne quittera plus⁷ et *la théologie de la Libération*, non comme une doctrine à diffuser, mais comme une praxis qui le rend solidaire des exclus et l'engage à risquer sa vie tous les jours. Il en fera l'expérience douloureuse avec son ami, João Bosco Burnier, assassiné devant lui par un policier militaire.

Le Brésil qu'il découvre est plongé dans les années les plus sombres de la dictature militaire (1964-1984). Le régime, qui fait la

5. *Cursilho ou Movimento de Cursilhos de Cristandade* est un mouvement ecclésial d'évangélisation chrétienne au sein de l'action catholique espagnole du début du XX^e siècle.

6. Conférence du CELAM (Conseil épiscopal de l'Amérique latine) en 1968 à Medellin. La théologie de la libération alors naissante donne les fondements théologiques et bibliques à *l'option préférentielle pour les pauvres*.

7. Il refusera toute sa vie de revenir en Espagne et il ne se rendra à Rome que convoqué par la Curie.

chasse aux subversifs, ferme les yeux sur les exactions qui sont perpétrées sous prétexte de la mise en valeur de l'Amazonie, cette terre sans hommes ! La majorité des terres indigènes ne sont pas homologuées⁸ et les paysans n'ont pas de titre de propriété. Les populations sont chassées, massacrées jour et nuit par l'avancée de grands groupes nationaux ou multinationaux. Les hommes de main profitent de l'absence de toute structure juridique, menaçant et massacrant ceux qui leur résistent, *nettoyant la terre*⁹ pour les nouveaux conquistadores. Aucun syndicat, aucune organisation, dans cette jungle où le plus fort est roi, pour faire entendre le cri de ceux qui sont réduits à la condition d'esclaves dans ces immenses fazendas de plusieurs milliers d'hectares. Seule l'Église pouvait devenir la voix des sans voix. C'est ce qu'a compris Pedro.

La bombe ne va pas tarder à éclater en écho à Isaïe 5, 8 : « Malheur à ceux qui ajoutent maison à maison, qui joignent champ à champ jusqu'à ne plus laisser de place et rester seuls habitants au milieu du pays ». Le jour de son ordination épiscopale, le 27 août 1971, il publie sa première lettre pastorale intitulée : *L'Église d'Amazonie en conflit avec le latifundio et la marginalisation sociale*. Selon le sociologue José de Souza Martins¹⁰, c'est un des documents les plus importants de l'histoire sociale du Brésil. Il dénonce vigoureusement la situation d'esclavage et de violence qui s'abat sur les peuples et les communautés amazoniennes. Il décrit la condition des femmes, le génocide des peuples indigènes commis par les gros propriétaires sous le regard bienveillant du gouvernement militaire, la dévastation de la forêt amazonienne par le feu et le sang pour laisser place à d'immenses pâturages !

Ce cri prophétique d'un évêque inconnu, perdu en Amazonie, retentit dans la presse nationale, secoue le Brésil et prend rapidement des dimensions internationales. Désormais, dans

8. L'homologation dite *démarcation* des terres commencera sous la pression nationale et internationale après la proclamation de la nouvelle constitution en 1988.

9. Expression pour caractériser l'expulsion des paysans par des hommes de main.

10. Professeur de sociologie et écrivain, un des meilleurs spécialistes de l'Amazonie.

l'Église ou en dehors, il faudra faire avec cette voix prophétique qui ne cessera d'annoncer et de dénoncer.

Pedro et son équipe pastorale déclaraient qu'ils ne seraient crédibles qu'en assumant jusqu'au bout toutes les conséquences de leur choix. En d'autres termes, il donnait *sens* à sa consécration épiscopale qu'il définissait ainsi :

Si la mission de l'évêque est d'être prophète et si le prophète est celui qui dit la vérité devant tout le peuple ; si être évêque c'est être la voix des sans voix, je ne peux rester silencieux quand je reçois la plénitude du service sacerdotal.

Pour cette raison, il sera persécuté par le régime militaire qui tentera plusieurs fois de l'expulser¹¹. Puis sans cesse, les gros propriétaires terriens et leur lobby essaieront de l'éliminer. Enfin pour remplir la coupe, viendront les remontrances de la curie romaine qui dans un contexte de guerre froide préférera s'aligner sur la politique des É.-U. plus que sur l'appel de Medellín et de sa *théologie de la libération*. Pedro devenait l'incarnation d'un David contre Goliath ! Ironie pastorale : si pour certains, être évêque c'est dénoncer l'injustice, pour d'autres, c'est ignorer les conflits pour ne point diviser !

Or, le cri prophétique de Pedro profitait alors d'une Église qui, dans l'esprit de Medellín, s'organisait en *communautés ecclésiales de base* et invitait les pauvres à devenir les acteurs de leur propre histoire. Les innombrables groupes bibliques initiaient les communautés à une relecture de la Parole de Dieu, révélant un Dieu qui libère son Peuple, car il chemine avec lui. L'épopée libératrice de Moïse devenait la leur. Ils voyaient en Jésus leur frère venu annoncer un royaume de justice et de paix. La bible ne devenait-elle pas aussi subversive ?

Pour que le message soit crédible, aimait marteler Pedro, il faut se donner les moyens d'une action transformatrice. Malgré la répression, l'Église du Brésil fit front et se structura avec génie pour lutter contre le régime dictatorial. Elle est à cette époque la seule

11. Paul VI prit la défense de Pedro face aux militaires qui, en répression, n'accorderont plus de visas à certains prêtres étrangers jugés subversifs.

alternative pour dénoncer les exactions commises au nom de la lutte contre les opposants et du soi-disant progrès de la Nation !

Ainsi en 1972, sous l'impulsion de dom Tomas Balduino¹² et de dom Pedro, est créé le CIMI¹³. Ce conseil relié à la CNBB¹⁴ défend les peuples indigènes, redonne force et vie aux tribus menacées. Il jouera un rôle majeur dans l'élaboration de la Nouvelle Constitution du Brésil favorisant la reconnaissance du droit à la terre. Celle-ci permettra l'homologation des terres ancestrales malgré l'opposition du lobby agricole. Une autre approche de la présence missionnaire sera envisagée, orientée par une profonde réflexion théologico-anthropologique¹⁵. Elle sera remise en cause par les tenants d'une vision qui favorise le prosélytisme.

En mai 1973, treize évêques du Nordeste publient un document intitulé : *Ouvi o grito do meu povo e descí para libertá-lo*¹⁶. C'est une des déclarations les plus radicales publiées par un groupe d'évêques, accusés aussitôt de faux pasteurs par les uns, qualifiés de prophètes par les autres. Ce document dénonce à son tour les situations dramatiques des Nordestins : coupeurs de cannes, enfants au travail, familles chassées de leur lopin de terre. Les évêques deviennent les uns après les autres la voix des sans voix.

En effet, les lignes bougent. L'Église passe de l'ère des princes dociles au trône à la grande vague prophétique, incarnée par des centaines de pasteurs. Paul VI nomme des évêques en syntonie avec l'appel de Medellín et l'option préférentielle pour les pauvres. Époque dorée de l'Église latino-américaine qui prend de plus en plus de force dans un sous-continent soumis au joug des régimes militaires qui répondent aux intérêts des É.-U.

En 1975, dom Tomás Balduino et dom Pedro fondent la Commission Pastorale de la Terre, elle aussi rattachée à la CNBB. Elle accompagnera tous les conflits liés à la défense des paysans et apportera son appui pour la création de syndicats indépendants.

12. Dom Tomas Balduino, dominicain, évêque de Goiás Velho.

13. CIMI : Conseil Indigéniste Missionnaire.

14. CNBB : Conférence nationale des Évêques du Brésil.

15. Voir les travaux du théologien Paulo Suess, membre du CIMI.

16. *J'ai entendu le cri de mon peuple et je suis descendu pour le libérer* (Ex 3, 7-8).

Ses avocats traîneront devant les tribunaux ceux qui commandent ou exécutent les crimes pour éliminer les présidents de syndicats ou les leaders paysans. Tous les ans, elle publie un rapport sur les conflits de la terre avec la liste de ceux qui ont été assassinés. Le nombre de martyrs est impressionnant. Pedro rappellera qu'un peuple ou une Église qui oublie ses martyrs ne mérite pas de survivre. Rome n'aimait pas que leur soit attribué le terme de martyr. Il faudra attendre le pape François pour que soient enfin ouvertes les portes de la reconnaissance !

Pedro a choisi un type d'action qui ne convient pas tout à fait à Rome. En 1988, il est interrogé par le préfet de la Congrégation pour les évêques et par le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi¹⁷. De retour au Brésil, il reçoit un document du Vatican qui condamne son travail auprès des paysans et son lien avec la théologie de la libération. Il lui est interdit désormais d'approuver des écrits catéchétiques et surtout de continuer à voyager en Amérique Centrale. Ses sympathies pour le gouvernement sandiniste, après la visite de Jean-Paul II au Nicaragua, sont inadmissibles. La presse brésilienne publiera le document provoquant une immense vague de solidarité qui aura pour effet de faire de Pedro une figure encore plus charismatique et respectée. Le Vatican calmera le jeu, prétextant une mauvaise interprétation de ses avertissements. Le vent de l'histoire tournait. C'est la société brésilienne qui défendait maintenant la figure du prophète contre l'institution romaine.

Pedro Casaldaliga et le Synode sur l'Amazonie

Au regard du Synode sur l'Amazonie, que pouvons-nous apprendre de Pedro ? Une piste est donnée par dom Neri Tondello qui participa au synode et accompagna les funérailles de Pedro :

Dom Pedro a fait le synode avant nous. Et maintenant nous découvrons ce chemin sans retour. Devant nous se présente une expectative immense de mettre en pratique ce que Pedro avait déjà fait 35 ans auparavant !

17. Cardinal Bernardin Gantin et cardinal Joseph Ratzinger.

La première leçon à retenir, si nous voulons comprendre la puissance prophétique de Pedro, est la suivante : ce n'est qu'en descendant au plus bas de l'échelle sociale, combinant incarnation et kénose du Christ qu'il a ouvert le chemin, là où le synode n'a pu franchir le Rubicon. Seuls ceux qui plongent dans la réalité des exclus se rendent crédibles. Les débats restent frustrants. La controverse de Valladolid remonte en nos mémoires, nous rappelant que l'Église a encore besoin de nouveaux *Bartolomeo de las Casas*.

Comment protéger l'Amazonie, sa biodiversité décimée par les invasions qu'encouragent les lobbys agricoles et protéger les peuples indigènes ? Pedro allait droit à la vraie racine du mal :

Maudites soient toutes les clôtures ! Maudites toutes les propriétés privées qui nous privent de vivre et d'aimer ! Maudites soient toutes les lois, érigées par quelques mains pour protéger clôtures et bœufs et faire la Terre esclave et esclaves les humains !

C'est bien le système qu'il faut changer et qui continue à tout dévaster pour servir le profit au détriment de la vie. L'Amazonie brésilienne n'a jamais autant brûlé que cette année.

Quant à la place des femmes et des laïcs dans l'Église, Pedro a toujours favorisé l'accueil de ministères non ordonnés, attentif à l'égalité entre ses agents pastoraux, par cohérence ecclésiale. Lors des assemblées ou des conseils pastoraux, le vote de l'évêque valait autant que celui de tous les participants. Une Église qui s'organise en système clérical ou le favorise ne peut répondre aux nouveaux défis pastoraux. Le modèle des *communautés ecclésiales de base* adopté par Pedro avait tout simplement décléricalisé la structure ecclésiale et répondait aux besoins de ces mêmes communautés. Rome reviendra à une vision plus cléricale par peur de voir émerger une Église populaire.

Les évangélistes ne tarderont pas à occuper le terrain des périphéries abandonnées par ce recentrement ecclésio-pastoral. En substituant les Cebs par des mouvements d'orientation plus spirituelle et moralisatrice qui ne rebutent plus les classes moyennes, toute vision critique de la société sera évacuée et l'Église, en partie, cessera d'être cet élément de transformation. La

religion redeviendra cet anesthésiant pour pacifier les conflits générés par ce système fondé sur le profit. Et comme aime à le dire le pape François : *le cléricalisme éteint peu à peu le feu du prophétisme*¹⁸.

Enfin, la question des *virii probati* est bien l'exemple d'un faux problème qui a éludé la vraie question. Faut-il ordonner des hommes mariés pour que les communautés aient accès à l'eucharistie ou reconnaître d'abord la validité des ministères qui sont nés de l'expérience des communautés de base ? Les *virii probati*, pensés en fonction d'une ecclésiologie qui s'inspire du modèle romain, ne facilitent pas la recherche de nouveaux ministères. Ils représentent le risque de renforcer la structure cléricale en éloignant les autres ministères, surtout ceux assurés par les femmes. Rêver d'une Église à visage amazonien présuppose que l'on soit attentif aux signes qui germent dans les communautés. La prélature de São Felix, comme celle de dom Fragozo dans le Nordeste, a toujours fonctionné avec peu de ministres ordonnés, et surtout avec d'innombrables animateurs de communautés.

En ce qui concerne l'inculturation, Pedro savait qu'elle passait d'abord par le dépouillement. Une fois descendu de son piédestal et débarrassé d'apparats qui le différencient de la condition humaine, le pasteur pouvait trouver l'expression liturgique adéquate pour faire remonter la prière de tout son peuple à la rencontre du Seigneur, qui lui-même s'était fait semblable à nous ! Ainsi était la dynamique des liturgies des communautés.

Pedro et son ami Pedro Terra, poète aussi, n'ont-ils pas composé la *Missa da Terra — sem-Males* (1978) et la *Missa dos Quilombos* (1980), celle-ci avec la participation de Milton Nascimento, symbole des chanteurs afro-brésiliens. L'une fait mémoire des peuples indigènes et l'autre des communautés noires. La congrégation pour les sacrements et le culte divin les interdit, argumentant que la célébration eucharistique doit être seulement mémorial de la mort et de la résurrection du Seigneur et non-revendication de groupe humain et racial.

18. Lettre au cardinal Ouellet du 19/04/2016.

L'interdiction s'explique : après le Concile, la congrégation intégra dans sa compréhension de l'Eucharistie l'importance du mystère pascal, ce qui n'était pas évident avant Vatican II. Le progrès s'arrêta là. Il manquait aux censeurs l'expérience d'une descente dans la réalité de l'humanité souffrante pour comprendre que le *plongeon* dans le mystère pascal de Jésus crucifié nous immerge aussi dans la passion de l'esclave noir et l'agonie de l'Indien assassiné, afin qu'ils puissent contempler un jour le visage du Ressuscité ! La liturgie réalise alors ce qu'elle annonce à un peuple debout : nous sommes le Corps du Christ !

Nous pourrions passer toutes les questions et propositions du synode en revue et découvrir combien Pedro, parce que prêtre, fut prophète et par surcroît poète. Pouvait-il transmettre l'agonie des peuples amazoniens, être sensible à la beauté de cette Amazonie violée par une exploitation sauvage, sans être ce poète qui *fait naître la Parole qui annonce et dénonce* ? Tout prophète ne doit-il pas avoir un cœur de poète pour transmettre l'indicible ? À partir de simples mots, il *crée* une Parole vivante qui rassemble, qui dévoile et réveille les consciences. Par la poésie, le message de Pedro revêt la chair des sans voix.

Merci, Pedro !

François cite Pedro dans son exhortation post-synodale. Est-ce le signe qu'il entre au Vatican ? Malgré le retour des courants conservateurs, nous savons qu'une autre façon d'être Église est possible. Pedro en a fait l'expérience pendant 50 ans. Rome a perdu un temps précieux en persécutant ses prophètes et a fermé les yeux sur trop de compromissions, nous le payons très cher. Comme le Nazaréen son maître, Pedro n'a jamais scandalisé un pauvre, homme ou femme, mais certainement beaucoup de possédants et de bien-pensants. Il nous reste à faire nôtre son projet : *globaliser la solidarité, cheminer avec une espérance militante, humaniser l'humanité*. Merci Pedro !

François GLORY

Pacte sur l'éducation en sept points

« Reconstruire le pacte éducatif mondial », tel est le thème de l'évènement mondial reporté en octobre 2021, à Rome, à destination des jeunes et de tous les acteurs du monde de l'éducation. C'est la condition pour bâtir une humanité plus fraternelle. Le pape François ne propose pas une action éducative, ni n'invite à élaborer un programme, il se concentre sur un pacte ou, précise-t-il encore, sur une alliance éducative, un pacte éducatif mondial. Il se résume en sept points d'engagement :

- Mettre au centre de chaque processus éducatif la personne, sa valeur, sa dignité, afin de faire émerger sa spécificité, sa beauté, son unicité et, en même temps, sa capacité d'être en relation avec les autres et avec la réalité qui l'entoure, en repoussant les styles de vie qui favorisent la diffusion de la culture du rejet.
- Écouter la voix des enfants et des jeunes
- Favoriser la pleine participation des fillettes et des jeunes filles à l'instruction
- Voir dans la famille le premier et l'indispensable sujet éducateur
- Éduquer et nous éduquer à l'accueil, en nous ouvrant aux plus vulnérables et aux plus marginalisés
- Nous engager dans la recherche d'autres manières de comprendre l'économie, de comprendre la politique, de comprendre la croissance et le progrès, pour qu'ils soient vraiment au service de l'homme et de la famille humaine tout entière dans la perspective d'une écologie intégrale
- Sauvegarder et cultiver notre maison commune, en la protégeant de l'exploitation de ses ressources, en adoptant des styles de vie plus sobres et visant à l'utilisation complète des énergies renouvelables, respectueuses de l'environnement humain et naturel, selon les principes de subsidiarité, de solidarité, et l'économie circulaire.

Cf. Pape François, *Conférence à l'Université de Latran*
Rome, 15 octobre 2020.

Éducation Lasallienne : Proposition éducative pour un monde en changement

Nicolas CAPELLE

Nicolas Capelle est Frère des Écoles Chrétiennes, congrégation fondée par Jean-Baptiste de La Salle. Après avoir enseigné en région parisienne, il a été chargé de formation dans le réseau lasallien français, avant de devenir secrétaire à l'éducation pour l'ensemble de l'Institut international, puis provincial de France. Il est actuellement responsable du réseau éducatif lasallien de Belgique-Sud¹.

Notre proposition éducative se déploie depuis 340 ans à partir d'une société d'hommes qui « *se sont associés pour tenir ensemble et par association les écoles au service des pauvres* », associés par ce vœu fondateur en 1694, toujours associés par ce même vœu en 2021².

Pourquoi, aujourd'hui, une telle proposition éducative dans un monde si différent des origines ? Pour quatre convictions fortes que le temps et les épreuves ont nourries :

-
1. Cf. Nicolas CAPELLE, *Je veux aller dans ton école ; pédagogie lasallienne au XXI^e siècle*, Paris, Salvator, 2006.
 2. Bernard HOURS, *Jean Baptiste de La Salle : un mystique en action*, Paris, Salvator, 2020. Biographie critique.
Site : lasalle.org/publications/déclaration

- Conviction qu’une source a jailli avec Jean Baptiste de La Salle : il a puisé dans la foi chrétienne une conception de la personne qui est appel à la vie, à l’ouverture à soi, à l’autre, à Dieu ;
- Conviction que les jeunes dans le besoin ainsi que les sociétés émergentes sont dignes d’intérêt et d’engagements et sont les acteurs de la transformation sociale ;
- Conviction que Jésus de Nazareth a une parole de vie pour tous ces publics ;
- Conviction que les lieux de rencontres où s’élaborent les savoirs, les apprentissages, la transmission sont des lieux de croissance et d’émancipation.

Dans cet article, nous nous proposons de montrer comment l’Institut des Frères des Écoles chrétiennes a vécu une très grande évolution au cours des 70 dernières années ; évolution qui lui permet aujourd’hui d’être présent de façon significative dans 80 pays, à travers un millier d’œuvres scolaires de tous types, de 70 universités, 300 centres éducatifs spécialisés ; institut porté par 4000 frères, 90 000 partenaires laïcs, au service de plus d’un million de jeunes et d’adultes en formation répartis actuellement ainsi : classes maternelles et primaires 25 %, collèges et lycées 45 %, universités 23 %, cours du soir 7 %.

Nous montrerons notamment que l’Institut est passé progressivement des réalités du XIX^e siècle à celles du XXI^e siècle, découvrant d’autres publics, affrontant d’autres problématiques, s’ouvrant à des relectures inédites, rejointes — de façon inattendue — par des partenaires séduits par la démarche lasallienne et, très souvent, issus d’affiliations religieuses autres que la foi chrétienne.

L’Institut de 1950 à 2020

À la fin de la guerre, l’Institut essaie de rassembler ses forces et de reprendre le cours interrompu d’une existence connue : une Assemblée internationale est convoquée en 1946. Mais, peut-être est-ce trop tôt : les mentalités sont alors si profondément ébranlées que les tentatives de « restauration » vont provoquer une crispation chez les Frères. Il faudra attendre quelque vingt ans pour que l’Institut se dessine un nouveau chemin d’espérance.

En effet, tout commence à bouger et dans tous les sens : décolonisation, nouveaux rapports nord-sud, pays non-alignés, construction européenne, guerre froide, prédominance américaine, consommation ; ébranlements institutionnels : famille, mariage, école, autorité, Églises, États. Les deux références lasalliennes fortes sont mises à mal : l'École, avec la démocratisation de l'enseignement et les nouveaux rapports au savoir et à l'autorité ; l'Église catholique, dont le discours traduit défiance et condamnation face à une sécularisation qui se généralise. Cependant, l'Institut va profondément se transformer grâce à deux types de facteurs : facteurs internes d'abord, facteurs externes, ensuite.

Parmi les **facteurs internes**, nous retiendrons ceux-ci : l'ouverture plus grande aux études universitaires comme nous le voyons aux É.-U., en Amérique latine (Colombie, Mexique), Espagne aussi ; avec, pour conséquences, des prises de parole et des débats internes plus constructifs et plus ouverts aux réalités nouvelles ; une conception réactualisée de l'état laïc du Frère et de sa place spécifique dans l'Église ; une approche moins anecdotique des origines de la fondation et une étude délibérément scientifique des textes fondateurs qui permettent progressivement d'exhumer un trésor que le temps avait enfoui sous une couche de pratiques et de routines ; un travail scientifique sur la figure du Fondateur et une définition renouvelée du « service éducatif des pauvres » favorisèrent un nouvel élan.

Parmi les **facteurs externes**, nous soulignerons uniquement ici ceux qui concernent l'Église catholique : les ouvertures concernant les études bibliques, la catéchèse, les jeunes Églises, l'insertion dans les milieux populaires et la préparation du concile Vatican II. Un peu partout, des Frères furent accueillants à ces nouvelles réalités et acceptèrent de s'y engager. Bien sûr, tout ceci créa une atmosphère de débats critiques, de mises en cause institutionnelles et de repositionnements personnels. Les Frères eurent ainsi l'occasion de réinterroger leur propre choix de vie et un certain nombre décidèrent de s'orienter autrement, tandis que quelques-uns tentèrent une réforme plus traditionaliste qui échoua. En 1964, l'Institut comptait 16 700 Frères, en 1980 : 10 000, en 2020 : 4000.

L'Institut qui maintenait son engagement originel de « société » de religieux laïcs, éducateurs par l'École principalement, paya ainsi un lourd tribut aux temps nouveaux.

Le grand tournant de ces années fut sans conteste le concile Vatican II. Ses thématiques et ses recherches amplifiaient tout le bouillonnement d'idées et d'initiatives qui traversaient l'Institut depuis 1950. Aussi l'Assemblée internationale de Frères, qui se tint à Rome en 1966 et 1967, allait donner une impulsion telle qu'elle fit rentrer l'Institut dans l'ère moderne. Cette assemblée réunit les principaux délégués des Frères du monde entier, élus démocratiquement. Elle allait marquer définitivement la fin de l'hégémonie française au profit des Frères d'Amérique du Nord qui en prirent le leadership, tout en laissant à quelques Frères européens le soin de positionner les thématiques-phares qui ouvriraient un chemin de rénovation au vieil Institut. Ces thématiques ont été exprimées notamment dans un document intitulé « *La Déclaration : le Frère dans le monde d'aujourd'hui* » 1967 ; document d'importance que l'on peut considérer comme un acte de refondation de l'œuvre lasallienne. Pourquoi ?

Parce que ce document, validé par l'Assemblée des Frères, met l'accent sur trois foyers d'inspiration qui donneront vigueur aux soixante années suivantes : la figure charismatique de De La Salle ; l'originalité d'une communauté d'hommes laïcs liés par un vœu d'association ; l'engagement pour le service éducatif des pauvres. Tout le souffle de la rénovation tient en ces trois éléments : véritable matrice de la vitalité religieuse et éducative de l'Institut pour répondre aux défis de cette fin de siècle. Ce souffle a produit quelques fruits manifestes qui, aujourd'hui, donnent à l'Institut son image publique. Quels sont-ils ?

Dans le cadre de cet article, qu'il me soit permis d'en détacher quatre qui permettent à l'Institut d'être présent au XXI^e siècle avec réalisme : la réexpression du projet éducatif lassalien, le service éducatif des pauvres, le développement de l'enseignement supérieur, l'engagement de laïcs formellement associés à la mission de l'Institut.

Le Projet éducatif lasallien

Suite à 1966, plusieurs pays lasalliens (Argentine, France, É.-U., Belgique, Italie...) voulurent donner une expression renouvelée et publique à leur projet éducatif ; ils désiraient l'actualiser en tenant compte des nouveaux publics de jeunes, mais aussi des demandes sociales et ecclésiales du moment. Ce travail d'importance fut mené avec ouverture et pragmatisme : à partir d'un schéma proposé, les Frères et leurs collaborateurs du pays concerné définissaient les axes de l'acte éducatif et sa traduction concrète dans l'enseignement ou dans les activités quotidiennes, puis ils en dégageaient les bonnes pratiques. Ainsi en 1983, trente européens lasalliens firent la synthèse de leurs approches nationales et les confrontèrent aux corpus déjà constitués aux É.-U., en Argentine, aux Philippines, au Canada. Un travail identique se fit progressivement un peu partout : les années 1990 virent fleurir des textes de référence qui aidèrent à l'évaluation régulière des pratiques ; tous les quatre ans dans chacune des provinces lasalliennes, tous les sept ans au niveau international. De cette façon, un langage commun et une circulation des pratiques permirent de créer, au niveau mondial, une conscience éducative commune et une nouvelle fraternité. Ceci se trouva notamment renforcé par des formations internationales à Rome, pour des Frères et des Laïcs engagés dans l'œuvre commune.

L'Institut qui s'était internationalisé depuis très longtemps trouvait alors les moyens pour nourrir l'unité d'inspiration tout en faisant droit à des réponses éducatives contextualisées. « Projet éducatif lasallien » et « formations lasalliennes au centre de l'Institut » furent alors deux exigences onéreuses, mais indispensables à l'unité du corps et au respect de la subsidiarité.

Le « Service éducatif des Pauvres »

Depuis 1950, à l'occasion des études sur le Fondateur, la préoccupation du « Service éducatif des Pauvres » était devenue un leitmotiv ; elle allait de pair avec la redécouverte du vœu

particulier des Frères : « *le vœu d'association pour le service éducatif des pauvres* ». Cela donnait un élan renouvelé à des groupes de Frères qui voulaient vivre de façon plus radicale. L'Assemblée internationale de 1966 insista pour que « *le service éducatif des pauvres devienne la règle de l'Institut et non l'exception* » ; enfin un texte officiel des responsables de l'Institut en 1980, intitulé « *Le service éducatif des pauvres et la promotion de la justice* », donna une légitimité nouvelle à des communautés de Frères qui voulaient s'engager dans cette voie. Légitimité nouvelle, pourquoi ? Parce que l'œuvre des écoles était toujours apparue (à juste titre) comme un service qui, d'une façon ou d'une autre, s'attaque à quelque pauvreté ; et beaucoup de Frères pensaient contribuer — quelle que fut la forme de leur service — à l'éradication d'une certaine pauvreté. Parfois les débats furent vifs entre Frères, mais, peu à peu, une tolérance gagna l'ensemble de l'Institut. Notons que les supérieurs tout comme les assemblées internationales de 1986, 1993, 2000, 2007 gardèrent ce cap et l'accentuèrent. Furent privilégiées surtout des populations culturellement en difficultés : populations indigènes, gens du voyage, migrants, précaires, droits de l'enfant, dignité des maîtres dans des régions en développement.

Ceci donna un ensemble d'initiatives : écoles dans des zones difficiles, avec pédagogies particulières ; centres sociaux ; cantines ; programmes culturels (démocratie, citoyenneté...) ; recherches pédagogiques (médiation, lecture, qualité éducative...) ; défenseurs des droits de l'enfant, éducateurs sociaux ; analyse des situations économiques des familles ; programmes « Justice et Paix » ; attention aux minorités ethniques ; rénovation des écoles du soir ; créations de dispositifs éducatifs ; congrès sur les abus à enfants ; développement de l'enseignement technique ; écoles de la seconde chance. Ainsi, le lieu « école » prit une signification plus large : il devint un lieu d'activités concertées, en partenariat avec de nouveaux acteurs culturels et sociaux. En 1990, l'UNESCO attribua le prix NOMA à l'Institut, pour son engagement dans l'alphabétisation.

C'est au cours de cette période que s'estompent les débats autour de la question « à quels pauvres sommes-nous envoyés » ?

Pourquoi ? Parce que l'Institut prend l'habitude de contextualiser ses analyses. Une étude de ses textes officiels montre clairement que son discours et ses angles d'attaque évoluèrent, suite aux réflexions du concile Vatican II, des événements de Mai-68, de l'exhortation de Paul VI en 1975, des conférences de Medellín (1968), de Puebla (1978), de la Convention des Droits de l'Enfant en 1987, par exemple. Par ces apports externes, l'Institut devenait plus attentif à de nouvelles catégories de pauvres et cherchait les moyens pour les rejoindre de façon adaptée. Ainsi l'Institut devenait un vrai partenaire que les pauvres pouvaient instruire.

L'enseignement supérieur

Parallèlement à l'engagement sur de nouveaux lieux de pauvreté, ces soixante dernières années ont vu grandir la présence lasallienne aux niveaux universitaires. Cela n'est pas contradictoire : la présence lasallienne a pour particularité d'être attentive aux besoins des jeunes et des sociétés ; et cette attention s'applique aussi bien aux groupes sociaux en difficultés culturelles qu'aux futurs acteurs du jeu social. Là encore, le débat entre Frères fut réel ; débats de discernement, chacun traduisant sa compréhension de la démarche éducative nécessairement liée à des conditions précises.

D'ailleurs, ce débat avait commencé au XIX^e siècle avec les Frères d'Amérique du Nord, sollicités par les évêques. De leur côté, d'autres Frères, en France, mais aussi en Amérique latine, instituèrent des cours spéciaux et organisèrent des laboratoires scientifiques de très bons niveaux qui furent souvent la première marche d'un enseignement universitaire dans quelques pays. Mais le développement des universités lasalliennes se fit surtout après 1950 : au Mexique, en Colombie, au Venezuela et dans dix autres pays du sous-continent, aux Philippines, en Afrique et bien sûr aux États-Unis d'Amérique et en Europe. Il est à noter que, là encore, le pragmatisme présida à la mise en place des soixante-dix centres universitaires actuels. On y trouve les sciences et les techniques utiles aux côtés d'enseignements plus spéculatifs : architecture, management, sciences de l'information et de la communication, agronomie, sciences du vivant, écoles

d'ingénieurs, instituts polytechniques, comme facultés de droit, de médecine, de sciences de l'éducation, entre autres.

Remarquons, cependant, que lorsque les États gardaient jalousement le contrôle universitaire (France, Belgique), les Lassalliens développaient des formations professionnalisantes de niveau post-bac ainsi que des écoles d'ingénieurs ; ils répondaient à la demande des familles, mais aussi aux évolutions des grands secteurs de l'industrie et des services.

Dans les années 90, les universités lasalliennes prêtèrent leur concours à une réflexion éducative ouverte, par la tenue de cinq colloques internationaux ; ceux-ci analysèrent quatre aspects importants du nouvel environnement de l'éducation mondiale : la mondialisation, les familles, les mégapoles, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ; et dans ce contexte un dernier colloque s'interrogea sur l'Annonce de la Foi chrétienne. Ceci manifesta l'apport spécifique des universités lasalliennes ; sans aucun doute elles sont appelées à donner plus d'élan à la proposition lasallienne dans l'avenir.

D'ailleurs, deux caractéristiques marquent les universités lasalliennes, surtout dans les pays du Sud qui développent une conception plus ajustée de la présence universitaire : là, les sciences se pensent principalement à partir des nécessités constatées par la communauté locale ; du coup l'université devient acteur prépondérant de cette communauté : enseignants-chercheurs et étudiants s'engagent alors par des actions de formation et de promotion auprès des populations.

Depuis la fin des années 1970, recteurs et présidents se rencontrent régulièrement. Actuellement, les universités sont fédérées en une association internationale (IALU). Cette organisation impulse une dynamique grâce à des congrès qui permettent la constitution de projets en direction des professeurs et des étudiants (formations conjointes, masters à reconnaissance double ou triple). Outre l'intérêt universitaire, les établissements d'enseignement supérieur voient là une occasion de faire connaître la pensée et la praxis éducatives lasalliennes, qui sont une voix dans la partition éducative internationale.

La participation de collaborateurs associés à la mission éducative lasallienne

Voilà une caractéristique majeure de l'Institut en ce début du XIX^e siècle. Cette caractéristique — résultat d'une élaboration patiente de quarante ans — n'est pas le fruit d'une volonté et d'une décision clairement programmée, mais plutôt le résultat de démarches convergentes nées dans les différents pays lasalliens, sans plan préétabli et se diffusant peu à peu dans l'ensemble du corps de l'Institut jusqu'à lui donner une sorte de nouvelle identité.

Cette démarche est née de plusieurs facteurs : le concile Vatican II qui a valorisé le laïc chrétien, la recherche lasallienne qui a ouvert aux éducateurs croyants de toutes confessions l'accès à la figure charismatique et universelle du Fondateur, « figure de compassion », au projet éducatif lasallien actualisé, à la force de l'association pour le service éducatif des pauvres. Les Frères ont d'abord regardé ce mouvement avec quelque circonspection puis, quand ils ont compris qu'un nouveau visage de leur Institut et de l'Église catholique se vivait là, ils ont décidé de s'y investir. Et cela à deux niveaux : former des collaborateurs nourris de la spiritualité et de la pratique lasalliennes, permettre à ces collaborateurs de peser sur les orientations et les politiques éducatives de l'Institut. En quelque sorte, les Frères ont accepté de ne plus être les seuls dépositaires d'un héritage spirituel et éducatif qui est celui, à la fois, de l'Église catholique, mais aussi du monde de l'éducation. Aussi l'Institut s'est-il nettement engagé dans un partenariat avec ses collaborateurs non religieux et les a-t-il appelés à un partage effectif des décisions, autrefois réservées au seul Institut. Les Assemblées internationales de 1993, 2000, 2006, 2013 notamment en ont donné la preuve. Cette volonté de l'Institut est actuellement portée par une conviction forte : le génie de La Salle — qui a su associer des Frères à l'œuvre d'éducation chrétienne — trouve aujourd'hui un nouveau développement dans la recherche d'une association particulière d'éducateurs lasalliens qui puisent dans le Fondateur une source vive d'inspiration pour leur vie et pour leur métier ; leur engagement professionnel devenant engagement spirituel.

Aussi, dès maintenant, l'on peut penser que la fécondité à venir de l'Institut lasallien sera le fruit de deux associations issues de la même source originelle : l'association particulière des Frères entre eux ; l'association d'éducateurs lasalliens, chrétiens ou issus de traditions religieuses différentes. Ces deux types d'association se consacrent à la même tâche éducative, avec une attention privilégiée pour « le salut des enfants des artisans et des pauvres », selon la formule traditionnelle de Jean-Baptiste de La Salle. En France, par exemple, 800 laïcs se sont associés formellement pour la mission éducative lasallienne et, peu à peu, ils organisent une *Fraternité éducative La Salle* qui porte le souci, à la fois, des dimensions charismatique et institutionnelle de l'Œuvre.

Pour conclure

L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes a vécu le XIX^e siècle comme une grande transition dans son histoire tricentenaire. D'abord, il lui fallut abandonner les problématiques du XIX^e siècle pour lequel il était parfaitement adapté : il répondait, en effet, à des besoins précis, évidents, au moment où de nombreuses nations développaient l'instruction de masse ; et — précurseur — il en avait éprouvé les stratégies utiles pour l'époque. Ces deux éléments s'ajustèrent si bien que l'Institut connut sa plus forte démographie entre 1880 et 1960 : 15 500 Frères en 1900 ; 16 700, en 1964.

Après la Seconde Guerre mondiale, les problématiques se renouvelèrent et l'Institut — comme d'autres — eut à faire la relecture de ses intuitions fondatrices. Il les contextualisa en se laissant interroger par les sociétés, l'Église, les publics bigarrés de jeunes qui frappaient à ses portes. Il le fit grâce à des hommes de vision qui, en termes de recherche, de réflexion, de pratiques éducatives et pédagogiques acceptèrent de ne pas fuir les problématiques nouvelles : anthropologie chrétienne, nouvelle ecclésiologie, construction sociale, respect et préservation des cultures, dialogue des religions, présence auprès des démunis, préoccupation écologique, proposition culturelle à tous et selon des modalités diversifiées, partage du pouvoir, proposition de l'Évangile comme chemin d'humanisation.

Toute cette réalité en mouvement fit émerger un nouveau langage qui, depuis les années 2000, s'élabora peu à peu au cours des rencontres nationales ou internationales avec tous les acteurs de l'Institut, frères et laïcs. Appuyé sur l'intuition fondatrice revisitée et recontextualisée, il devenait nécessaire d'exprimer le projet lasallien à frais nouveaux : à partir de nouvelles réalités, de nouveaux publics, pour devenir acteurs proactifs des changements sociétaux. Cette élaboration commença à trouver son chemin au cours des assemblées internationales de la mission (AIMEL) en 2006 et 2013 ; assemblées composées de 1/3 de Frères et de 2/3 de partenaires délégués des 80 pays concernés.

C'est ainsi qu'en 2020, l'Institut a produit une « **Déclaration sur la mission éducative lasallienne** ». Elle rappelle l'histoire des intuitions éducatives fondatrices, leur ancrage chrétien, la diversité des acteurs au cours du temps, les fondements inspirateurs et pérennes de l'héritage, mais aussi les défis de la mission et les pistes d'action possibles. De façon forte, elle redit sa volonté de répondre aux nouveaux besoins des jeunes et des adultes en formation, et notamment des plus vulnérables ; elle redit sa foi dans l'acte éducatif comme élément clé de la construction de la personne, de la transmission des valeurs, comme moteur de la transformation sociale et de l'émancipation des peuples ; elle redit son engagement pour un autre monde à construire.

Cette Déclaration repose sur des réalisations nombreuses, réparties dans le monde ; celles-ci montrent la force de renouvellement d'une institution chrétienne qui accepte de se laisser interroger par les signes des temps, qui en fait une lecture dans la foi, tout en accordant sa confiance à ses propres membres au nom de « l'association » qui les lie.

Nicolas CAPELLE

Enseignement privé catholique.

Expérience de l'Église du Sénégal

Georgette Thioume NDOUR

Georgette Thioume Ndour est religieuse sénégalaise des Sœurs de l'Immaculée Conception de Castres. Elle est enseignante-chercheuse à la Faculté des Lettres et Sciences humaines, Département de Langues et Civilisations romanes, de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Ce n'est ni une métaphore ni une image ! Des jeunes sénégalais qui laissent leur vie dans la mer, sur la route de l'immigration irrégulière, se comptent par milliers. Le phénomène migratoire s'accroît, malgré la pandémie de Covid 19. Des élèves, des étudiants, des chômeurs, des marchands ambulants, des pêcheurs fuient le pays de la « Teranga » pour des horizons rêvés mais noyés dans la grande bleue.

Ce qui pose avec acuité la question de la formation de la jeunesse et de leur devenir. Ce qui interpelle la mission de l'Église du Sénégal, et plus spécifiquement celle de l'enseignement privé catholique.

Il convient de relever que l'engagement de l'Église du Sénégal au service de l'éducation se situe dans le contexte particulier d'une communauté chrétienne minoritaire dans la société et dans les écoles. Nous pouvons alors nous demander quelle est la mission

de l'enseignement catholique dans ce milieu. Ce qui pose également la question de la pertinence du message chrétien dans le contexte éducatif ? Quels sont les défis pédagogiques à relever pour remplir cette mission, pour aider les jeunes à ré-orienter leurs barques vers des destinations qui ne les condamnent pas au naufrage ?

Dans un premier temps, nous nous proposons d'évoquer de manière générale l'enseignement au Sénégal. Ensuite, nous parlerons successivement du contexte socio-ecclésial sénégalais et de l'enseignement privé catholique. En outre, nous préciserons la pertinence de la mission éducative qui se réalise à travers les projets éducatifs et les charismes propres des diverses congrégations. Enfin, nous évoquerons les perspectives et les défis de cette mission.

L'école au Sénégal

La première école publique d'expression française d'Afrique noire fut créée en 1817 à Saint Louis du Sénégal par un jeune instituteur français de 27 ans, du nom de Jean Dard. Puis, elle s'est répandue le long du littoral :

Très tôt heurtée à des résistances des populations fortement islamisées de la zone du nord Sénégal, grâce aux conquérants ou aux missionnaires chrétiens avant la colonisation, l'école s'est répandue ainsi tout le long du littoral à partir de la région du Cap Vert (...)¹.

Par la suite, l'école sera très tôt considérée comme un secteur prioritaire au Sénégal, à côté de l'art et de la culture. Nos ancêtres intellectuels comme Cheikh Anta Diop ne répétaient-ils pas sans cesse qu'il est « *indispensable que des Africains se penchent sur leur propre histoire et leur civilisation et étudient celles-ci pour mieux se*

1. Gomis SOULEYMANE, « L'école à l'épreuve du défi ethnique au Sénégal : analyse de la scolarisation chez les sérères et les diolas », in *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines*, n° 49/B 2019, p. 212.

connaître »². De plus, comme le note Alain Sulmon, l'école a pour mission :

de permettre à chaque enfant d'entrer dans la dynamique économique et sociale de son temps, de construire son sentiment d'appartenance à une culture, à une nation, à l'Universel. (...) L'ambition finale de l'école, c'est de former des êtres libres et responsables³.

Mais, dès la première décennie de l'ère postcoloniale, le Sénégal est gagné par les revendications pour de meilleures conditions de vie dans tous les domaines de la vie sociale. Le mouvement français de mai 1968 va avoir des répercussions sur l'éducation :

En effet, pour la première fois dans l'histoire politique du Sénégal post-indépendant, aucune poche de la sphère sociale n'est épargnée. Ces événements ont même précipité les confréries musulmanes et l'Église catholique à participer à l'émancipation démocratique. L'implantation des premières universités en Afrique de l'Ouest après la période de décolonisation finit par alimenter le mouvement syndical, creuset des revendications estudiantines et populaires qui se sont renforcées dans les années 1970⁴.

Certes, les divers responsables politiques qui ont succédé à Léopold Sédar Senghor en l'occurrence Abdou Diouf et Abdoulaye Wade ont énormément investi dans l'éducation et la culture. Mais, face aux problèmes économiques du pays qu'essaient de juguler tant bien que mal les responsables socio-politiques, l'école est de plus en plus perçue comme une fabrique de chômeurs. Sa perspective culturelle passe au second plan par rapport à l'économique. Les jeunes s'ingénient à trouver eux-mêmes des solutions à leurs situations, sans attendre

-
2. Diop Cheikh ANTA, *Nations nègres et cultures*, Paris, Présence Africaine, 1954, p. 15.
 3. Alain SULMON, « À quoi sert l'école » Lycée français de Lausanne. — Cet article s'inspire du fascicule publié par Éric SAPHY, *La Check List de l'Élève - Conseils pour aider les élèves à mieux apprendre à l'école*, Éditions Portances, 2009. [http://www.ismlausanne.org/orientation/pédagogie/à quoi sert l'école](http://www.ismlausanne.org/orientation/pédagogie/à_quoi_sert_l'école).
 4. Daouda DIOP, « Perception du développement, crise et contestations sociales au Sénégal (1970-2000) », in Université Cheikh Anta Diop, *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines, ETHOS*, n 49/B, 2019, p. 30-31.

l'intervention de l'État. Aujourd'hui, ils migrent moins pour des raisons intellectuelles et culturelles que pour des besoins économiques.

D'ailleurs, pendant la décennie 1990-2000, les vagues de migrations ont été d'un apport économique considérable pour le pays. Le développement du secteur informel y contribue largement :

Depuis les années 2000, c'est toute l'Afrique qui se trouve à un moment crucial de son histoire économique. L'évolution démographique, la révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC), la découverte incessante de ressources naturelles ont entraîné une augmentation considérable des flux de capitaux transfrontaliers et un faible effet des investissements étrangers pour certains pays⁵.

Contexte ecclésial du Sénégal : Projet missionnaire de l'Église locale

C'est dans cet environnement que l'Église réalise sa mission éducatrice. Cet engagement au service de l'éducation ne peut s'apprécier qu'à l'aune de l'histoire de la mission de l'Église au Sénégal.

Selon Moustapha Tamba⁶, les débuts de la mission chrétienne en Afrique sont à rattacher aux navigateurs portugais et espagnols. Ainsi, Henri du Portugal est parti d'Afrique du Nord avec l'intention de barrer la route à l'islamisation. Les prêtres sont arrivés dans les caravelles. L'occupation de l'île de Gorée par les Portugais a suscité le métissage. Ainsi, des mots d'origine portugaise sont entrés dans la langue des indigènes. Les nouveaux baptisés africains ont pris des noms européens : Dominga, Francisco... Les néophytes priaient en langue portugaise. Il convient de souligner que l'apprentissage était alors oral.

5. Idem, p. 37.

6. Tamba MOUSTAPHA, *Histoire et sociologie des religions au Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 131.

Vers 1880, les Français vont prendre en charge la mission d'évangélisation grâce aux missionnaires spiritains. Ceux-ci traduisirent certaines prières en wolof lébou.

La première congrégation féminine, les religieuses de Saint-Joseph de Cluny, arrivera à Gorée en 1819. En plus de l'œuvre hospitalière, la mère Anne-Marie Javouhey, la fondatrice, avait ouvert deux écoles : à Gorée et à Saint Louis.

En 1841, accostent les frères de l'instruction chrétienne de Ploërmel. Comme l'indique le nom de leur institut, ils vont se consacrer à l'enseignement dans les écoles :

Le gouvernement français souhaitait bénéficier de la présence des congrégations enseignantes dans les colonies en vue d'une mission civilisatrice... de même, il fallait par-là, former des cadres, des interprètes, des commis pour la relève de l'administration⁷.

C'est ainsi que les frères de Ploërmel, après Saint-Louis, ouvrirent des écoles à Gorée, à Dakar, à Rufisque et à Ziguinchor. Ils ont développé le secteur de l'enseignement avec l'appui du gouverneur. À sa demande, ils ont tenté de créer une école laïque, d'instruire les musulmans. Ce qui n'était pas sans difficulté dans un contexte où l'école coranique était dominante.

En 1848, les religieuses de l'Immaculée Conception de Castres arrivent sur le continent pour la première fois. Elles font le choix de ne pas rester sur l'île de Gorée avec les colons français. Elles s'installent au village de « Ndakarou », appelé aujourd'hui Dakar. Leur charisme, qui les oriente vers les couches les plus vulnérables, amènent les sœurs à œuvrer dans l'enseignement, la santé, la catéchèse, la promotion féminine, etc.

Mais tout n'est pas rose. En effet, le Sénégal sera également touché par les conséquences de l'anticléricisme en France, même si l'enseignement privé catholique était le canal par lequel l'administration faisait passer l'enseignement du français, depuis 1816. Ainsi, en 1904, le gouverneur Camille Guy, écrira à propos des colonies :

7. Idem, p. 145.

Dans une récente circulaire, j'ai rappelé aux fonctionnaires leurs devoirs envers la République en les avertissant de ne point placer leurs enfants auprès des ordres religieux et de ne point se faire l'instrument de leurs tentatives infâmes pour regagner leur influence sur la jeunesse de la colonie⁸.

C'est ainsi qu'en 1901, l'État avait le quasi-monopole sur toutes les écoles du Sénégal. Une telle attitude était également motivée par la peur des conversions au christianisme.

Néanmoins, les missionnaires, conscients de l'importance de leur mission d'éducateurs, ont maintenu quelques écoles catholiques. Différentes congrégations investies dans l'éducation vont se succéder au Sénégal et se développer progressivement après la Deuxième Guerre mondiale et l'accession du pays à la souveraineté internationale.

En somme, une fois libérées de la tutelle de l'administration coloniale, de nombreuses congrégations s'investissent dans le secteur éducatif, pour le bien des populations. L'enseignement catholique s'organise alors à travers une structure nationale et ses succursales dans les différents diocèses.

La formation de la jeunesse : Tâche de l'enseignement catholique

L'Église entendait et entend encore s'investir pleinement dans la formation de la jeunesse, qui, au Sénégal, constitue la majorité de la population. Elle est, à n'en point douter, la force et l'espérance de l'Église et de la société. Malheureusement, elle rencontre beaucoup de problèmes et doit relever de nombreux défis. Ce qui la rend vulnérable. Consciente de cette situation, l'Église réserve à l'apostolat des jeunes une place de choix. Elle entend préparer la jeunesse à être aux avant-postes du changement et du développement durable de la nation. En vue de cela, l'Église s'efforce de mobiliser des ressources matérielles et humaines pour

8. Cité par G. Johnson WESLEY, *Naissance du Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, 1991.

créer des centres d'enseignement professionnel et d'insertion, en collaboration avec d'autres institutions.

Au plan national et diocésain, les commissions des jeunes occupent une place importante. Dans chaque diocèse, la direction des œuvres réserve un espace spécial à l'apostolat de la jeunesse. C'est pour cette raison que l'Église du Sénégal s'était investie de manière toute particulière dans la préparation du Synode spécial pour les jeunes, rassemblant des filles et des garçons de toutes origines et de toutes confessions religieuses⁹.

L'Église est tellement investie dans l'éducation que l'école catholique représente un maillon important dans le dispositif éducatif sénégalais. Pourtant, si riche soit-elle en qualité et en quantité, l'école catholique demeure néanmoins fragilisée par la forte demande sociale et les maigres subventions de l'État. Mais, qu'à cela ne tienne.

En 1970, l'Église créa une Direction nationale de l'Enseignement catholique (DINEC). En 1976, une structure de coordination nationale est mise en place, remplacée aujourd'hui par un Secrétariat national. Depuis 2003, l'enseignement privé catholique s'est constitué en association dénommée Office National de l'Enseignement catholique au Sénégal (ONECS). Cette grande structure a ses succursales dans les différents diocèses à travers les Directions diocésaines de l'Enseignement catholique (DIDEC). Ces structures regroupent aussi bien les écoles des congrégations que celles des diocèses.

Le mode de fonctionnement est basé sur la solidarité. Ainsi, les écoles autosuffisantes soutiennent les moins nanties. Celles-ci se trouvent, en général, dans les zones rurales où le pouvoir économique reste très limité. Cette solidarité se manifeste également à l'endroit des enseignants dont la scolarisation des enfants est gratuite, jusqu'au baccalauréat. Le volet social très marqué passe aussi par la sensibilisation des élèves à l'endroit des plus nécessiteux.

9. Cf. Georgette Thioume NDOUR (dir.), *Les jeunes, la religion et le monde : comment, jeune, donner un sens à sa vie ?* Abidjan, CERAP, 2019.

Des campagnes de solidarité sont organisées pendant le carême, et parfois le ramadan. La collecte de denrées alimentaires et d'argent est portée par une délégation d'élèves et d'enseignants à une structure qui a besoin d'aide : prisons, daaras (écoles coraniques), pouponnières, écoles rurales, quartiers pauvres de la banlieue, etc... Les élèves restent toujours marqués par ces expériences fortes et deviennent plus sensibles aux situations difficiles.

Ces gestes de solidarité font partie d'un projet éducatif global. Il est élaboré au début de chaque rentrée scolaire par l'ensemble du personnel de direction, administratif, service et enseignant. Ce projet, en plus du règlement intérieur, porte la marque du charisme et de l'esprit de la congrégation.

La pédagogie de l'école privée catholique repose sur l'éducation intégrale où le respect et la dignité occupent une place de choix. Ce n'est donc pas seulement l'acquisition de connaissances intellectuelles qui est visée, mais aussi la formation et l'éducation aux valeurs humaines et chrétiennes, de manière directe et indirecte.

Ce qui signifie que les apprenants non catholiques bénéficient eux aussi de l'éducation chrétienne. Elle passe par le témoignage, les leçons de morale, l'éducation civique, les débats et conférences autour de thèmes traitant des valeurs et contre valeurs humaines et traditionnelles, etc. Toutes les occasions quotidiennes sont saisies pour faire passer le message. Pour réussir, il faut non seulement un environnement sain, mais aussi un corps et un esprit sains. Les parents d'élèves l'ont bien compris.

Nous en avons pour preuve les statistiques qui montrent partout une majorité écrasante de musulmans dans les écoles privées catholiques. Selon le recensement de la DIDE¹⁰ de Dakar, sur un total de 31 établissements :

- 6164 catholiques ;
- 18 911 musulmans ;
- 63 autres religions.

10. Source : DIDE¹⁰ de Dakar, *Sicap Baobabs*, juin 2019.

Une autre force d'attraction, c'est le fort taux de réussite enregistré chaque année par les écoles privées catholiques. En 2017, le taux global de réussite aux examens était de 98,14 % et de 94,97 % en 2018, selon la même source. Cette performance est due à l'engagement de l'ensemble du personnel de nos établissements, œuvrant avec dévouement et responsabilité.

Mais, comme pour toute œuvre humaine, nous avons traversé des moments de crise, ces 20 dernières années. La société ayant changé, le coût de la vie a augmenté.

De plus, vers les années 2000, les syndicats ont commencé à bien se structurer pour prendre en charge les revendications du personnel enseignant, administratif et de service. Ainsi, près de 1500 enseignants réclamaient

une meilleure prise en charge médicale, une assurance maladie et une formation régulière. Ils demandent à être associés à la gestion démocratique du système éducatif catholique, aux processus de nomination, de mutation, et de récompense, ainsi qu'à la convocation des états généraux sur l'Enseignement privé catholique (EPC) au Sénégal¹¹.

Du côté des parents d'élèves, depuis 2019, une minorité musulmane voulant imposer le port du voile islamique dans les établissements privés catholiques se heurte au refus des responsables et alerte les médias, l'opinion publique, les chefs religieux et les instances de l'État. Des négociations ont eu lieu, mais sans jamais remettre en cause la légitimité des règlements intérieurs librement acceptés et signés au moment de l'inscription des élèves.

C'est dire que la société est toujours en mutation. L'école privée doit sans cesse faire preuve de créativité pour affronter les changements. Elle sent la nécessité de s'ouvrir à des perspectives missionnaires nouvelles et relever des défis nouveaux.

11. «Sénégal : Les évêques face à la crise de l'école privée catholique du Sénégal» in Agence de presse internationale catholique (apic) *Bulletin de Cath-Info*, 11.06.2001.

Pour un enseignement intégral : Nouvelles Perspectives missionnaires

Pour le psychosociologue Marcel Postic, « *tout système scolaire porte la marque de la société qui l'a produit, et il est organisé selon la conception de la vie sociale, des rouages de la vie économique, des rapports sociaux qui animent cette société* »¹².

Selon le même auteur, ces facteurs peuvent se manifester en différentes occasions, comme le soutien et les renforcements pédagogiques familiaux apportés à l'apprenant. Les élèves qui en bénéficient auraient, de ce fait, plus de facilité d'adaptation scolaire et de chances de réussite, contrairement à ceux qui n'ont, pour toute référence, que le cours de l'enseignant. C'est pourquoi, l'enseignement privé catholique doit prendre en compte les défis liés à la mondialisation ainsi qu'aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

En effet, pour un enseignement plus intégral, et malgré nos réticences face à la nouveauté, nous proposons de réviser les pédagogies afin d'introduire des échanges qui suscitent chez l'apprenant l'expression de sa perplexité face aux grandes questions de la vie. Il n'est plus question seulement d'acquisition et de restitution de connaissances. Il s'agit de toucher du doigt l'incertitude que les jeunes éprouvent devant le choix à faire, les motivations qui les poussent devant le chemin à prendre : le sens de la vie, les mutations dans l'humain, le bien, le beau, le mal, la personne humaine dans sa totalité etc. La pédagogie devrait pouvoir réveiller la sensibilité et les émotions face à ces grandes questions qui accompagnent la vie.

Nous ne devons donc pas dormir sur nos lauriers, malgré nos bons résultats. Il faut continuer à lutter contre cette culture qui menace la jeunesse, celle de la médiocrité, de l'immédiateté, de la rapidité, du provisoire. Il lui faut être patiente, respecter les rythmes de la vie, dans tous les domaines.

12. Marcel POSTIC, « Chapitre premier. L'acte éducatif et la société », in *La relation éducative*, Paris, PUF, p. 17- 43.

De plus, la pandémie de la Covid 19 nous a montré que nous pouvons dispenser et recevoir des enseignements à distance. Cela est une chance à exploiter pour que, à la maison ou à l'école, l'apprenant soit toujours en situation d'apprentissage. Il sera, pour cela, formé à utiliser judicieusement son matériel électronique avec responsabilité, quel que soit l'espace dans lequel il se situe.

Nous devons aussi stimuler chez les apprenants le sens de la mémoire : réclamer le droit à l'héritage de nos sages africains ; nous enraciner dans leur sagesse avant de nous ouvrir à l'universel. C'est l'antidote à la culture de l'éphémère. En effet, l'actualité nous montre que certains que nous avons trop vite considérés comme des modèles, se sont finalement révélés aussi vulnérables que nous.

Le Sénégal, présenté jusque-là comme modèle de dialogue interreligieux, doit également relever à travers l'école, le défi du dialogue dans la vérité et non seulement la tolérance de la différence. Alors, la convivialité sénégalaise entre les chrétiens et les musulmans peut apporter un modèle pour

renouveler un dialogue islamo-chrétien encore trop exclusivement conduit par les experts. Au fur et à mesure que chrétiens et musulmans se rencontrent, ils sont obligés de remettre en cause eux aussi la rigidité de leurs structures religieuses, pour reprendre à nouveaux frais leur dialogue désormais fondé sur nos communes responsabilités historiques, tout simplement humaines¹³.

Ce dialogue est réel là où existe une collaboration en vue du développement intégral et de la libération totale des personnes. Cette collaboration doit investir des lieux comme l'option en faveur des plus pauvres, les droits de la personne, la promotion de la femme et l'éducation de la jeunesse.

De plus, pour dialoguer, il faut se connaître réellement. Or, la formation religieuse des jeunes se limite souvent à l'initiation. C'est pourquoi, il serait important d'introduire au second cycle secondaire une formation plus solide à la connaissance des

13. Luc MOREAU, « les chances d'un dialogue en Afrique noire entre le christianisme et l'islam », in *Concilium* 126, 1977, p. 145.147.

religions. Elle serait approfondie plus tard, à l'université. Nos écoles privées catholiques seraient-elles prêtes à intégrer dans leurs programmes l'enseignement de l'islam, du bouddhisme, des religions traditionnelles ? Ce serait une belle manière de faire écho au document de la Congrégation pour l'éducation catholique où, parlant d'un humanisme solidaire, il invite à ce que « les instruments utilisés encouragent le pluralisme en établissant des espaces de dialogue qui visent la représentation des instances éthiques et normatives »¹⁴.

L'enseignement privé catholique au service de la fraternité humaine

En somme, à travers les diocèses et diverses congrégations religieuses, l'Église s'investit pleinement dans l'éducation de la jeunesse. Dans un pays majoritairement musulman, l'enseignement privé catholique veut simplement se mettre au service de la promotion de la jeunesse, en mutualisant les richesses humaines et religieuses du pays.

En effet, le Sénégal est riche de sa diversité. Il a hérité de nombreuses mutations, de la colonisation à nos jours. Il est également riche de sa situation géographique qui a favorisé l'ouverture à d'autres cultures, religions et civilisations du continent africain. Mais, comme partout, les individus et la société sont bouleversés par les mutations accélérées par la mondialisation et les nouvelles techniques de communication. Les enfants et les jeunes en sont les premiers affectés. En les accueillant tous, sans distinction aucune, l'école catholique se propose alors comme un lieu où s'expérimente véritablement et se consolide la culture et l'éthique de la Teranga.

14. Congrégation pour l'éducation catholique (pour les Institutions d'enseignement), *Éduquer à l'humanisme solidaire. Pour construire une « civilisation de l'amour »*. 50 ans après l'encyclique *Populorum progressio*. Rome, en la fête de Pâques, le 16 avril 2017, n° 20.

En ce sens, l'école privée catholique permet de dépasser les vieilles rancunes. Elle invite chacune de nos communautés de foi à revenir à notre centre commun, qui est Dieu, pour renouveler notre rapport à nous-mêmes et aux autres, en cultivant la tolérance et la solidarité avec les autres communautés de foi. Elle provoque tous les parents et tous les acteurs socio-politiques à un engagement commun au service de la personne humaine, de la société et surtout de la jeunesse.

En effet, les nombreuses frustrations que subissent les jeunes et qui les poussent à l'évasion par l'émigration constituent un véritable défi qui ne peut être relevé que par l'ensemble de la société. Alors, l'école catholique, qui déborde largement les frontières de l'Église, est l'occasion de retrouvailles entre chrétiens et musulmans, pour défendre ensemble les droits des enfants et des jeunes.

Enfin, si l'école catholique est une référence dans notre pays, c'est non seulement en raison de la qualité des enseignements, des enseignants et des taux élevés de réussite aux examens, mais aussi de sa vocation d'éducation intégrale, de respect des diversités religieuses, ethniques et culturelles. C'est pourquoi, pour continuer à être à la hauteur de si grands défis dans un monde qui change si vite, le secteur éducatif du privé catholique doit être créatif et innovant, tout en gardant ses racines dans la tradition héritée de nos sages et intellectuels africains, ainsi que dans les valeurs de l'Évangile.

Georgette Thioume NDOUR

Un exemple d'éducation informelle aux Philippines

Agnès SIMON-PERRET

Agnès Simon-Perret, pédiatre, a rejoint la Congrégation des Sœurs missionnaires du Saint-Esprit en 1998, après avoir vécu deux années comme laïque missionnaire au Sénégal. Comme spiritaine, elle a été envoyée en Haïti, au Nigéria puis aux Philippines. Elle fait actuellement partie du Conseil général de sa Congrégation.

En 2012, Mgr Elenito Galido, évêque d'Iligan, confie à la congrégation des Sœurs missionnaires du Saint-Esprit une mission très précise : accompagner la communauté Badjao de la ville, leur redonner leur dignité et non les catéchiser ; car, nous dit-il, « pour cette mission spécifique, je n'ai personne ».

En 2013, trois spiritaines sont donc arrivées à Iligan. Comme pour toute fondation, ce fut un travail passionnant de discernement pour honorer cette mission en tant que spiritaines. Elles ont élaboré progressivement un type d'éducation informelle, avec toute sa souplesse, mais aussi des règles générales qui se sont imposées comme autant de lignes de conduite.

L'éducation est assurément un point fort des Philippines. Comment ne pas remarquer cette multitude d'écoles primaires, belles et spacieuses jusque dans les villages ! Comment ne pas rendre hommage à ces nombreux enseignants qui, avec une assez belle régularité, arrivent à l'école en saluant joyeusement leurs

élèves ! Cependant, les écoles préscolaires, primaires et secondaires reflètent la dichotomie de la société philippine. D'un côté, les écoles privées, très coûteuses, avec leurs exigences académiques et de comportement, de l'autre côté les écoles publiques, officiellement gratuites, qui accueillent tous les enfants et font des efforts considérables pour que les enfants aiment venir à l'école.

Malgré ces efforts, nombreux sont les laissés pour compte. Pour eux, le Ministère a mis en route dès 1984 un enseignement parallèle destiné initialement aux jeunes déscolarisés d'âge scolaire, aux travailleurs, aux personnes handicapées, aux prisonniers, aux groupes culturellement minoritaires, en fait à toute personne qui pour une raison ou pour une autre n'a pas pu ou ne peut pas aller à l'école.

En 2004, cet enseignement est devenu un système d'apprentissage alternatif (ALS : Alternative Learning System) qui travaille dans deux directions : une direction orientée vers une formation de type scolaire (alphabétisation, niveau primaire et niveau secondaire) et une direction orientée vers la formation pour des activités génératrices de revenus.

Récit d'une expérience

Des constats

La communauté Badjao à Iligan est petite en nombre (un maximum de 1000 personnes), mais très visible dans la ville, car son activité essentielle est la mendicité. Les Badjaos vivent dans un quartier pauvre, une ancienne décharge publique, au bord de la mer. En réalité, le village Badjao est pour l'essentiel sur une zone immergée à marée haute. Il est donc construit sur pilotis.

Avant de venir à Iligan, poussés par les conflits du Sud-est des Philippines, ils vivaient de la pêche traditionnelle, à l'écart du reste de la société philippine, méconnus et méprisés, parlant leur langue et avec leurs coutumes.

Les Badjaos sont un groupe connu pour sa grande mobilité. Ils sont même volontiers présentés comme des nomades de la mer. Ils n'ont ni terre ni maison stable, tout juste des huttes fragiles construites sur de longs bambous battus par les vagues et courants marins. Nouvellement arrivés à Iligan dans les années 80, ils sont juste tolérés. De notre côté, nous sommes encore plus nouvellement arrivées ! Seuls l'évêque, les spiritains et de rares personnes de la société civile ont pensé que quelque chose pouvait et devait être fait, pour renverser le cycle de la discrimination et de la misère du peuple Badjao.

Une scolarisation progressive

L'école, une idée nouvelle

Après le temps d'appriovissement et de connaissance réciproque, quelques enfants ont accepté de se lancer dans l'aventure de l'apprentissage, mais il n'était pas envisageable de les envoyer à l'école pour de multiples raisons : pas de certificat de naissance, rejet réciproque avec les autres groupes ethniques, mépris, relations sociales dans l'ensemble violentes, et surtout, l'idée de l'école était en dehors de l'univers mental Badjao. Nous avons donc vite compris que nous devions travailler en amont de l'école, travailler à mettre l'école dans un champ de « possible », une alternative à la mendicité. Énorme défi puisqu'il s'agissait, entre autres, d'un changement considérable du statut de l'enfant : les parents vont apprendre à dépenser de l'argent pour cet enfant qui auparavant rapportait de l'argent à la famille ! Cette étape primordiale est en grande partie gagnée. Certes, tous les parents n'envoient pas leurs enfants à l'école, certes tous les enfants ne désirent pas y aller, mais tous savent que c'est « possible ».

Un préscolaire au plus près des familles

Être au plus près des familles était indispensable pour mieux comprendre l'impact sur les comportements d'événements divers tels qu'une descente de police, une absence inexplicquée, un décès, une naissance, un mariage. Par les enfants, nous avons découvert

le monde des Badjaos à Iligan. Et les enfants eux-mêmes nous ont découvertes. Nous avons joué ensemble, progressé ensemble dans la langue Bisaya que nous avons tous apprise, nous à l'école et eux dans la rue ! Puis des activités de type préscolaire ont débuté. Le plus grand défi a été celui de la socialisation et du comportement. Nous avons été surprises par la soudaineté et la gravité des bouffées de violence susceptibles d'éclater à tout moment.

Mais petit à petit, des enfants ont pu distinguer des lettres, lire des syllabes puis des mots simples. Le premier enfant qui a commencé à lire s'est mis, dans sa joie, à enseigner à son père ! Et celui-ci a eu la sagesse de se prêter au jeu. Ce garçon ayant démontré qu'un Badjao pouvait apprendre à lire, une brise enthousiaste a traversé le campement ! Les enfants étaient prêts pour l'étape suivante.

Un centre éducatif

Rester dans le campement nous a semblé important à continuer pour les enfants les plus jeunes, mais pour ceux qui avaient déjà progressé, cette même immersion dans le quartier Badjao devenait un obstacle : trop de bruit environnant, et surtout trop d'interférences comme lors de bagarres entre adultes ou entre enfants. Il fallait commencer à mettre une distance géographique avec le quartier. Le diocèse a alors loué un appartement en ville qui est devenu un centre éducatif pour les enfants Badjaos. Accompagner les enfants jusqu'à ce centre a été une forte leçon pour tous. Une leçon pour les enfants qui ont découvert la ville avec des yeux neufs. Une leçon pour nous qui avons appris ce qu'était le quotidien des Badjaos dans la rue avec son lot d'insultes et d'agressivité. Une leçon pour les Philippins qui ont commencé à découvrir que les enfants Badjaos sont d'abord et avant tout des enfants. Le défi était énorme pour tous. Cette étape fondamentale a pu réussir grâce à l'engagement total des 3 sœurs et aussi grâce au téléphone portable ! La sœur qui continuait le travail dans le campement était capable de se renseigner sur les enfants absents au centre éducatif : s'agissait-il d'un problème de maladie, d'un problème familial, d'une fugue ? Une sœur au Centre éducatif accueillait les enfants qui arrivaient. La troisième parcourait les

rues à la recherche des élèves qui avaient succombé en cours de route à la tentation de la mendicité ou du jeu.

Les mamans n'ont pas été oubliées. Pour le préscolaire, une maman cuisinait chez elle au charbon de bois pour tous les enfants. Mais au centre éducatif, une autre maman devait venir, avec les mêmes difficultés que les enfants, faire les courses au marché voisin et cuisiner sur une gazinière. Le centre éducatif était aussi l'occasion de découvrir des w.-c. et une douche. Tant de nouveautés ont suscité bien des inquiétudes à surmonter. Éducation informelle tous azimuts !

C'est alors que nous avons rencontré une dame qui a accepté de prendre un grand risque avec nous. Cette dame est responsable d'un Centre de tutorat de haut niveau pour des enfants scolarisés dans les meilleures écoles de la ville, des enfants issus des milieux aisés et à qui les parents souhaitent donner des chances supplémentaires pour leur avenir. Ce centre applique une pédagogie d'origine japonaise, Kumon, du nom de son fondateur. Le but de cette pédagogie est de développer chez l'enfant le sens des responsabilités, la confiance en lui et en sa capacité à apprendre par lui-même. C'est l'apprentissage patient d'une discipline personnelle. Seules deux matières sont étudiées, l'anglais et les maths, avec un programme allant de la maternelle à la Terminale. Accepter des enfants Badjaos dans un tel Centre, c'était prendre le risque de faire fuir les familles aisées. Mais la directrice et ses collaborateurs avaient déjà vécu une expérience positive avec des enfants sourds-muets. Ils sont vraiment entrés dans le jeu et certains enfants Badjaos ont découvert qu'ils pouvaient non seulement apprendre, mais exceller.

Un début de scolarisation

L'école de la paroisse ayant eu vent de ce qui se passait s'est intéressée à ce que nous faisons. Nous avons expliqué les joies et les difficultés de cette mission et la directrice de l'école a accepté de recevoir le premier groupe d'enfants en classe maternelle. Ceux-ci ont eu droit à une préparation spéciale pour les aider à se familiariser avec ce nouvel environnement. Cette année en

maternelle a été l'occasion pour l'école de découvrir quelques réalités du monde Badjao, mais il faudra beaucoup d'échecs — et les échecs se sont succédés — pour arriver à comprendre que pour aider les Badjaos, il ne faut pas les plaindre, mais les renvoyer à leur dignité fondamentale. Cette année à l'école de la paroisse nous a donné à penser que nous visions peut-être trop haut, en voulant offrir le meilleur à ces enfants.

Le décalage entre leur vie en famille et leur vie à l'école nous a semblé, à tort ou à raison, un défi trop grand. Nous nous sommes alors rapprochées d'une école publique qui a accepté d'accueillir des enfants que nous aurions préparés. À partir de ce moment-là, la mission auprès des Badjao a commencé à être visible. En effet, cela n'a plus été un petit nombre d'enfants qui a été concerné, mais une trentaine, une quarantaine, maintenant une soixantaine et plus. L'école publique, initialement séduite par le projet, puis devenue très réservée du fait du comportement des enfants et des parents, tisse maintenant avec nous un partenariat intéressant. Pour aider véritablement ces enfants, nous, les sœurs, nous avons besoin des enseignants et de l'école, car d'une part nous ne sommes pas enseignantes nous-mêmes et d'autre part l'école permet aux enfants de différentes origines de se mélanger. Et l'école a besoin de nous. Car les enseignants sont débordés par les enfants Badjaos, du fait de l'absentéisme, des bagarres violentes, des vols, des maladies, des morts.

Mais les enseignants savent qu'à tout moment ils peuvent nous appeler et que nous les rejoignons dans les 5 minutes qui suivent leur appel, que ce soit pour aller à l'hôpital, ou pour reprendre un enfant qui ne se contrôle plus. L'école publique a eu du mal à comprendre ce que nous faisons, « c'est du jamais vu » nous a-t-on dit, mais maintenant elle accepte et même facilite notre présence. C'est ainsi que chaque jour nous sommes là avec une maman Badjao qui apporte la nourriture. Et après le repas ou parfois avant, c'est le moment d'écouter les enfants nous raconter leurs joies, plus souvent leurs frustrations, colère et violence, puis le moment de la lecture, de réviser les tables de multiplication, de l'arithmétique, etc. C'est le moment d'écouter aussi les plaintes des professeurs, des parents, du surveillant.

Tout ce travail ne serait pas possible sans le centre éducatif qui a déménagé pour être plus proche des écoles. L'endroit est insalubre, mais c'est «chez nous», aussi bien pour les enfants Badjaos, pour les parents que pour nous ! Ce Centre est le port d'attache où nous parviennent les nouvelles vraies et fausses du quartier Badjao, de la ville, de l'école. C'est le lieu des réunions avec les enfants, avec les parents. C'est le lieu où nous nous assurons que tous les enfants apprennent réellement à lire, écrire et compter, à avoir toutes les notions qu'ils n'arrivent pas à acquérir dans les classes traditionnelles de l'école parce qu'ils sont encore trop dispersés. C'est le lieu où enfants et parents apprennent ce qu'il faut faire pour vivre dans la société philippine.

À plusieurs reprises, nous avons essayé de créer des liens avec l'ALS (Alternative Learning System), mais sans succès jusqu'à présent du fait de la mauvaise réputation des enfants Badjaos et des règles gouvernementales comme un enseignant pour 50 élèves et des élèves de plus de 13 ans.

La santé, un lieu d'éducation

La santé est une préoccupation quotidienne qui requiert parfois des actions urgentes et des accompagnements, toujours des explications. La santé est aussi un lieu éducatif. Pour les maladies communes, les parents savent aller à l'hôpital, mais ils ne connaissent pas les règles des démarches administratives et ont du mal à comprendre ce qui leur est dit. Par ailleurs, les médecins sont peut-être découragés avec cette population qui ne parle pas leur langue et qui n'a pas les moyens de se soigner sérieusement. Alors ils se contentent de prescrire un antalgique et un antibiotique.

D'une manière générale, nous essayons de ne pas intervenir, c'est-à-dire de laisser les parents faire appel à leurs ressources traditionnelles pour faire face aux maladies courantes, aller à l'hôpital ou au dispensaire de quartier lorsqu'ils le jugent nécessaire. Cependant, nous restons toujours attentives et intervenons directement en deux occasions. Nous essayons de gérer de manière communautaire les maladies épidémiques ou

endémiques telles que parasitoses intestinales, pédiculose, rhinopharyngites, bronchites. De plus, nous sommes attentives à dépister le plus tôt possible des maladies graves nécessitant une prise en charge particulière telles que la tuberculose et la lèpre.

Au regard de l'éducation, notre implication dans la santé, à la fois distante et incisive, a des conséquences imprévues. Peu à peu, parents et enfants Badjaos, ensemble, sont capables de faire face aux exigences administratives de l'hôpital : savoir remplir la fiche d'admission. Ils sont aussi capables de mieux se faire comprendre, capables de faire face à l'assistante sociale, se diriger dans l'hôpital pour aller au laboratoire, à la radiologie, comprendre qu'il faudra revenir pour les résultats, etc. Ils apprennent à s'entraider, les enfants deviennent des écrivains publics pour leur communauté, et comme plusieurs enfants sont capables de le faire, il n'y a pas de jalousie.

Une maman est devenue très perspicace pour dépister certaines maladies graves, comme la tuberculose pulmonaire et le mal de Pott. À chaque fois qu'elle nous a signalé un cas suspect, il y a eu confirmation. Nous apprenons donc à lui faire confiance et à ne pas négliger lorsqu'elle vient nous signaler un problème.

L'échec retentissant sur le plan sanitaire concerne l'hygiène : leur lieu de vie ne se prête pas à la construction de latrines et les courants marins apportent quotidiennement leur lot d'insalubrités charriées par tous les cours d'eau jusqu'à la mer. Il est aussi vrai qu'il est difficile de faire comprendre que bien des maladies banales sont la conséquence du manque d'hygiène puisque cette population n'a pas connu autre chose.

En route vers une reconnaissance civique

Lorsqu'un Badjao doit se présenter, il va dire son nom, un seul nom dont nul ne peut dire si c'est son prénom ou son nom de famille, un nom qui peut changer d'ailleurs, et s'il doit dire son âge, il va simplement répondre « je suis Badjao » et pour lui, tout est dit.

Mais l'école et l'hôpital exigent une identité exacte et documentée. Il a donc fallu obtenir des certificats de naissance pour ces enfants. L'épreuve a été et reste très difficile. Aujourd'hui, non seulement un bon nombre d'enfants et d'adultes ont un acte de naissance, mais ils sont aussi capables de donner leur nom officiel et les enfants connaissent leur âge voire leur date de naissance officielle.

Les fruits inattendus de cette éducation

Un service social Badjao

Une maman Badjao nous a longuement regardées agir avec les enfants. Une dame posée, calme, presque silencieuse, mais posant de bonnes questions. Ses talents se sont révélés dans un véritable travail de service social : en premier lieu, détecter et nous signaler les malades graves, ceux qui sont découragés et n'attendent plus que la mort, et aussi accompagner les parents qui ont besoin d'un acte de naissance. Cette maman, qui sait tout juste écrire son nom, est devenue un pilier de sa communauté et la fierté de l'une de ses filles, celle qui va peut-être arriver à finir l'école primaire.

Un travail salarié

Deux autres mamans cuisinent pour les enfants, maintiennent la propreté du Centre et assurent une présence maternelle. L'une d'elles a appris à se servir de la gazinière de façon sûre, à prendre seule les transports publics et à faire les achats nécessaires dans un grand centre commercial. Ce qui reste un exploit pour les autres mamans est devenu facile pour elle. Ces mamans recevaient initialement une indemnité chaque jour, maintenant, elles la perçoivent de façon hebdomadaire et elles parviennent à gérer leur petit revenu. Elles sont fières aussi de travailler.

Les enseignements

Un travail d'équipe et en réseau

Ce travail d'éducation dans des directions diverses a été et est toujours en voie d'élaboration grâce à un travail continu de

discernement au sein même de la communauté spiritaine. La communauté est en effet le premier lieu où se réfléchit, au gré des crises à affronter, dans le dialogue et la prière, la manière d'être et de faire dans cette mission. Il faut de plus souligner que nos supérieures et l'évêque ont été régulièrement informés sur toutes les orientations prises et nous ont prodigué conseils pertinents et encouragements.

Le travail en réseau avec le monde éducatif, avec le service social de l'hôpital, avec le service de l'état civil malgré toutes les réticences de certains fonctionnaires, s'est construit petit à petit, en faisant ensemble, avec des relations plus confiantes. L'appui ponctuel, mais souvent décisif de certains médecins, des spiritains, de quelques religieuses et de quelques prêtres du diocèse d'Iligan est à souligner. Des amis savent encourager les enfants et rendent possible cette mission. Enfin et surtout, un véritable partenariat avec les enfants Badjaos eux-mêmes et leurs parents s'est tissé.

Des méthodes diverses

La diversité des méthodes employées peut surprendre : un accueil et des classes dans un centre éducatif dans une ambiance maternelle et Badjao, un tutorat exigeant de haut niveau, une scolarisation chaotique dans des écoles formelles. En pratique, ce sont autant d'outils utilisés en fonction du niveau, du comportement et de la situation familiale de chaque enfant. Le point de départ de chaque parcours est un accord entre nous et l'enfant, une sorte de contrat basé sur une relation d'amitié et d'accueil inconditionnel. Certains enfants ont la capacité étonnante de faire la synthèse de tout ce qu'ils reçoivent, d'autres auront leur compte avec une seule approche. Cependant, toutes les méthodes font appel à l'enfant comme à un acteur qui a quelque chose à dire pour sa vie et dont il faut tenir compte.

Actuellement, nous voyons les parents devenir à leur tour des interlocuteurs crédibles pour l'éducation de leurs enfants. Notre accompagnement dans les différents services de la ville leur a permis de comprendre certains aspects de l'organisation de la société, l'importance de la lecture et de l'écriture et un type de comportement plus adapté à la société philippine, y compris dans

les transports publics et les commerces. En cela, nous avons bien conscience de notre engagement dans une relation éducative qui touche tous les aspects de la vie et permet ainsi un approfondissement de la confiance et une appréciation mutuelle.

Poser un cadre clair

Que ce soit avec les enfants ou avec les adultes, les exigences posées sont réalistes, claires et connues. Les exigences portent par exemple sur la ponctualité, la propreté, la persévérance sur une année scolaire, le soin à apporter au matériel et à l'uniforme. Les évaluations sont fréquentes et chaque progrès est souligné.

Un appel à la liberté

Nous nous interdisons l'usage de pression, quelle qu'elle soit, pour une prise de décision, par exemple la décision d'aller à l'école. Nous expliquons les raisons de ce que nous proposons (l'école, le travail, la ponctualité, l'honnêteté, etc.) et nous les laissons libres de choisir, enfant comme adulte, tout en nous assurant que les conditions pour un choix libre soient effectivement réunies. Ensuite, nous les laissons aller jusqu'au bout de leur choix, c'est-à-dire jusqu'à les laisser porter les conséquences de leur choix. Par la suite, lorsque l'enfant ou l'adulte comprend qu'il a fait un mauvais choix, un nouveau pas peut toujours être fait. Nous visons donc à un apprentissage dans l'exercice de la liberté.

Toujours encourager

Les efforts réalisés par ces enfants sont tout à fait considérables. On peut même s'interroger sur leurs motivations. Qu'est-ce qui peut les pousser à fournir un tel effort de comportement, un tel effort intellectuel, un tel effort d'ajustement à une autre société ? Quelle soif les habite ? Une soif de paix, de sécurité ? Une soif de connaître, une aspiration confuse à un avenir meilleur, un désir de reconnaissance, le désir d'un repas par jour assuré ? Devant tant d'efforts, malgré des comportements souvent inadmissibles, il faut sans cesse encourager et toujours permettre de se reprendre. Une

erreur, si grosse soit-elle, n'a jamais le dernier mot, tant qu'il y a le désir de se relever. Garder le lien d'amitié quoiqu'il arrive.

Cela a été un peu difficile pour les enfants de le comprendre, mais maintenant ils savent. Un enfant qui décide de ne plus aller à l'école, de ne plus venir au centre éducatif, cet enfant reste notre ami. Et dans la rue où il rôde avec sa bande voire avec son gang, sa salutation est toujours attendue, espérée. Rien n'est jamais perdu.

Évaluer

Au regard de la mission spécifique confiée

Parler d'évaluation, c'est revenir aux objectifs initiaux d'une mission. Dans notre cas, Mgr Galido avait été très clair : « Je vous demande d'accompagner les Badjaos qui sont les plus pauvres de mon diocèse. Je ne vous demande pas de les catéchiser, mais de leur redonner leur dignité ». Sommes-nous en train de répondre à cette mission confiée à travers notre engagement dans l'éducation ? Il me semble que les Badjaos sont en train de devenir des personnes, des interlocuteurs reconnus d'abord à leurs propres yeux, mais aussi aux yeux de la société. Cela se voit aussi bien dans les rues, qu'à l'école, à l'hôpital ou dans les bureaux de la mairie. Par un élargissement de leurs connaissances et une meilleure compréhension du monde dans lequel ils vivent, les Badjaos ne sont plus ballottés d'une ville à l'autre au gré de décisions politiques arbitraires. Ils deviennent des acteurs dans leur vie.

Au regard du charisme de la congrégation

Mais nous devons aussi faire une évaluation au regard du charisme propre de notre Institut tel qu'il est défini dans notre Règle de vie, à savoir, l'évangélisation des peuples qui n'ont pas entendu la Bonne Nouvelle, des pauvres. Nous ne faisons pas de catéchèse, mais nous prions en tant que chrétiennes avec les enfants et les parents, tout en leur donnant aussi la possibilité de prier en tant que Badjao. Ils ont eu la possibilité d'entrer dans des églises, d'assister à des eucharisties et certains d'entre eux ont

même suivi un parcours catéchétique parce qu'ils étaient dans l'école de la paroisse. Mais, lorsque les enfants ont été encouragés à recevoir la première communion, nous avons dû intervenir pour faire remarquer qu'ils ne sont pas baptisés et ne peuvent pas avancer aussi vite que des enfants issus de famille chrétienne. Les catéchistes ont eu du mal à accepter cela, mais maintenant, ils comprennent mieux. De notre côté, nous avons été invitées à assister à des mariages traditionnels, nous sommes informées des démarches culturelles traditionnelles faites en cas de maladie.

Une évaluation rapide peut passer par le nombre d'enfants scolarisés et / ou fréquentant le Centre éducatif, mais ne rend pas compte de nos objectifs. L'évaluation de cette mission se mesure davantage par la capacité des personnes à questionner, à prendre une décision raisonnée, à assumer les conséquences de leurs actes. Elle se mesure par le renforcement des liens de solidarité au sein de la communauté Badjao et la capacité à entrer en relation avec des non Badjao.

Perspectives d'avenir

À Iligan, la mission doit continuer, avec bientôt des enfants qui vont peut-être finir le cycle primaire. En regardant plus loin, on peut penser que l'âge du mariage va progressivement reculer. Plus tard, on peut espérer que des Badjaos vont oser travailler en milieu non Badjao, mieux comprendre la société dans laquelle ils évoluent, une société qui leur offre des possibilités, mais aussi à laquelle ils doivent contribuer. La valorisation de la langue et de la culture Badjao est un champ de mission qui ne peut pas s'envisager sans les Badjao eux-mêmes et qui est malheureusement entravée pour l'heure par les tensions très perceptibles sur l'île de Mindanao, tensions qui limitent les possibilités de rencontre des différents groupes Badjao, car certains sont plus avancés que celui d'Iligan en termes de renforcement culturel. Enfin, il faut reconnaître que la communauté Badjao à Iligan reste une communauté vulnérable en particulier à l'égard de la drogue, des gangs voire du terrorisme.

Cette mission est très particulière et ne prétend pas être reproductible. Cependant, à une époque où en France le gouvernement entend réglementer ce qu'il est convenu d'appeler des écoles clandestines, il faut clairement mettre en avant les points importants qui sont le gage d'une non-manipulation des enfants : un travail collégial et un travail en réseau.

Pour nous, le travail collégial est vécu d'abord au sein de la communauté spiritaine et le travail en réseau conduit à une certaine reconnaissance gouvernementale. Même si le gouvernement philippin ne peut pas valider officiellement notre travail, il en est le témoin et le valide indirectement en délivrant des actes de naissance et en permettant aux écoles formelles d'accueillir les enfants en dépit de toutes les difficultés.

Enfin, cette mission nous permet de réfléchir à la question de l'enseignement catholique sous un angle autre que celui des écoles : l'Église a un rôle important à jouer auprès des laissés pour compte de l'éducation et à notre époque, il y en a dans tous les pays. En effet, l'enseignement catholique ne se joue pas uniquement dans les écoles, instituts et universités. Il se joue aussi dans les rues, les maisons, les quartiers, au souffle de l'Esprit, dans un patient travail de discernement à plusieurs et en plein jour. Il y a là, nous semble-t-il, un enjeu pour les sociétés qui se détruisent chaque fois qu'elles excluent, et un appel pour l'Église qui ne peut se résigner à la « perte d'un seul de ces petits ». Et au sein de l'Église, les Congrégations religieuses semblent très bien placées pour trouver dans ce champ missionnaire une place belle et enthousiasmante qui honore aussi bien leur spécificité, que le rôle et devoir des États.

Agnès SIMON-PERRET

Université Eudiste UNIMINUTO

Un modèle chrétien d'enseignement supérieur pour le développement

EDOH BEDJARA

Prêtre eudiste, originaire du Togo, Edoh Bedjara est théologien. Il a été successivement recteur du Centre de Formation missionnaire d'Abidjan (CFMA) de 2004 à 2014, responsable de l'Institut Universitaire Technologique Eudiste d'Afrique (IUTEA) de 2014 à 2016, Président de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest à Cotonou (2018-2020). Actuellement, il coordonne le projet de recherche « African Study Group ».

L'enseignement supérieur reste de prime abord de la responsabilité et de la priorité des gouvernements. Mais, dans la déclaration finale de la Conférence mondiale d'enseignement supérieur en 2009 au sujet de l'Éducation Pour Tous (EPT), de l'équité et de la qualité, il est établi qu'« en plus des centres d'enseignement publics, les institutions privées d'enseignement supérieur qui ont des objectifs d'intérêt public, doivent jouer un rôle important ».

C'est dans cette dynamique que se situe l'œuvre éducative de la Corporation « Minuto de Dios », une initiative privée, d'inspiration chrétienne, née au sein de la congrégation missionnaire des Eudistes. Elle prend part à l'éducation des jeunes en situation de précarité en Colombie, pour leur permettre de participer activement au développement du pays.

Genèse d'une institution

La Corporation Universitaire «Minuto de Dios» (la minute de Dieu) est une œuvre universitaire éducative. Elle fait partie d'un ensemble plus vaste, l'organisation «Minuto de Dios», fondée par le père eudiste Rafael García Herreros en 1955 comme réponse aux besoins de développement des communautés les plus pauvres de la Colombie.

Les plus graves problèmes de ce pays sont bien connus par la communauté internationale : un long conflit interne entre l'État et des groupes révolutionnaires et le trafic de drogues illégales. Malgré cela, le pays continue son développement et sa croissance. Aujourd'hui, il fait partie des pays émergents de l'Amérique latine. Au temps du père Rafael García Herreros, sa situation socioéconomique était alarmante. Le pays était marqué par une grave pauvreté, des inégalités sociales, l'analphabétisme. Il était aussi menacé par des catastrophes naturelles : tremblements de terre, inondations, épidémies.

En même temps que la Corporation «Minutos de Dios», le père Rafael initia une émission de télévision, «Minuto de Dios», émission quotidienne d'évangélisation transmise à la télévision sans interruption pour attirer l'attention de la population sur des misères ciblées de la population. Il a également construit le quartier «Minuto de Dios» à Bogota pour des familles aux revenus les plus faibles. En 1958, la Corporation s'est engagée à bâtir des écoles et avec elles, elle a créé la Corporation éducative «Minuto de Dios» pour la formation primaire et secondaire. Le père Rafael pensait également à une université. Mais, ce n'est qu'en 1992, l'année de sa mort, qu'elle verra le jour. C'est une institution d'enseignement supérieur privé, à but non lucratif, pour prendre à charge la formation intégrale de professionnels en vue de la transformation de la société.

Progressivement, et avec l'engagement déterminé de ses acteurs, cette institution va se développer en prenant surtout en compte les difficultés d'accès à l'enseignement supérieur des plus pauvres.

Au bout de 20 ans, l'université a connu une croissance impressionnante et fonctionne comme un système multi-campus. Le programme de régionalisation lui a permis d'avoir une présence nationale avec des sièges, centres régionaux et tutoraux partout en Colombie. Aujourd'hui, la Corporation universitaire compte plus de 95 000 étudiants dont plus de 70 % suivent leurs études dans les sièges régionaux et le reste sur le campus principal à Bogotá. La plupart des étudiants suivent les programmes d'éducation à distance sur des espaces virtuels d'apprentissage, faisant partie d'un modèle éducatif innovateur.

L'objectif principal de cette institution universitaire est de promouvoir le développement intégral de la personne humaine et des communautés marginalisées, à la fois urbaines et rurales, comme une expression de l'engagement chrétien en faveur des pauvres. Se fondant sur la compréhension du développement tel que défini par Paul VI dans son Encyclique *Populorum progressio* (1967), comme développement « intégral », lieu de promotion de toutes les personnes et de toute la personne.

La philosophie de l'institution universitaire UNIMINUTO repose sur l'enseignement à distance et en ligne, la prise en compte de la population à revenu faible, sa capacité de mobilisation de ressources et de partenaires clé pour sa croissance, son souci permanent d'allier qualité et accessibilité à tous, une gestion efficace des différentes ressources disponibles et un projet éducatif responsable. L'institution forme des professionnels compétents, avec une orientation éthique et engagée à la transformation de la Colombie en un pays plus juste, réconcilié, fraternel et en paix. UNIMINUTO est présente dans plus de 12 départements sur 33 que compte la Colombie. Une présidence générale et 12 rectorats gèrent 74 Centres universitaires.

Les éléments constitutifs de UNIMINUTO

UNIMINUTO a su prendre en compte la difficulté d'accès à l'enseignement supérieur du groupe social le plus fragilisé en Colombie. Elle a répondu à ses attentes, à savoir le rapprochement de la formation des lieux de résidence et de travail ; une formation

adaptée au contexte régional et en lien avec le métier pratiqué afin d'élargir leur domaine de connaissance ; la diminution du coût de la scolarité ; le développement d'un cadre productif avec des partenaires locaux et la création du service du bien-être pour les étudiants. Uniminuto introduit une grande flexibilité dans l'enseignement supérieur en permettant d'associer la formation à d'autres activités.

L'Accessibilité de l'enseignement supérieur à tous

Uniminuto offre la possibilité d'expérience universitaire de haute qualité académique, diversifiée, articulée en cycles, offrant des cursus pertinents dans les régions. Ses offres se présentent de la manière suivante :

- Filières de formation professionnelle (pour le travail) ;
- Filières d'enseignement supérieur (1^{ers} cycles techniques et Licences) ;
 - Diplômes spécialisés et Masters ;
 - Formation professionnelle continue.

Les facteurs qui contribuent en outre à l'accessibilité à l'enseignement supérieur sont entre autres : la mise en place de coopératives ayant pour finalité de soutenir le financement des études, l'adaptation des frais d'inscription aux conditions économiques de chaque communauté, des accords conclus avec plusieurs partenaires nationaux et régionaux (publics et privés) pour l'utilisation d'espaces et l'obtention de ressources et du financement pour les étudiants, multiplication des possibilités avec des cours du soir et les week-ends, l'optimisation de la structure enseignante grâce à une grande quantité de cours en commun parmi les différentes formations, assurance du bien-être et de soutien spirituel aux étudiants.

Projet éducatif intégral

Le caractère intégral de l'éducation de la corporation universitaire Uniminuto se manifeste dans les éléments fondamentaux qui forment l'essence de son projet éducatif, à savoir sa vision, sa mission et ses principes.

Vision. UNIMINUTO se veut une institution d'enseignement supérieur de haute qualité, « l'Université de l'Innovation sociale ». Elle est devenue un modèle éducatif susceptible d'être reproduit dans la recherche de solutions aux problèmes sociaux grâce : à la haute qualité et la diversité des enseignements proposés; aux possibilités d'accès et à l'importance de ses réseaux; au leadership transformateur et au choix de ses diplômés; à la production scientifique en innovation sociale et aux initiatives de coopération pour le développement; aux programmes de responsabilité sociale ou à la philanthropie; au développement des communautés et à la création de richesse.

Mission. Le système universitaire d'Uniminuto, imprégné de l'Évangile, de l'Encyclique du Pape et de la spiritualité eudiste, propose un enseignement supérieur destiné à former des professionnels compétents et éthiquement engagés. À la fin de leur formation, ses apprenants deviennent des artisans pour la construction d'un pays juste, réconcilié, fraternel et en paix.

Principes. Le projet éducatif mis en œuvre repose sur des principes caractéristiques suivants : l'humanisme chrétien pétri d'éthique et du sens du service, l'excellence de l'éducation destinée à tous, le développement durable et la praxéologie, le rôle de la communauté scientifique, la démocratie participative et l'identité culturelle.

Formations en ligne et à distance

Uniminuto est une institution éducative qui a réussi à passer de 5 000 étudiants en 2003 à 95 000 en 2021 grâce à une formation fortement axée sur l'enseignement à distance et en ligne. Si avant la Covid-19 l'éducation à distance atteignait 61 % des étudiants, plus de 70 % d'entre eux suivent aujourd'hui l'éducation à distance avec tous les instruments académiques. Les 30 % restant qui suivent les cours en présentielle ont eux aussi à leur disposition des salles virtuelles pour accompagner leurs cours.

En effet, depuis déjà 2018, Uniminuto a entrepris la création d'une université entièrement virtuelle. Ce projet dénommé TEC-MD

connaîtra son plein développement au courant de cette année 2021.

Gestion très efficace des ressources disponibles

L'une des forces du modèle universitaire d'Uniminuto est sa gestion cohérente des ressources dont elle dispose. Lors de la création d'un nouveau siège, les activités académiques peuvent démarrer dans des espaces loués ou parfois cédés en attendant que la quantité des étudiants et les moyens financiers permettent la construction d'infrastructures propres pour la nouvelle institution.

Pour favoriser une occupation élevée de ses espaces, l'université organise les enseignements de façon rotative, la matinée pour certains, la mi-journée et le soir pour d'autres. Les week-ends sont mis à profit pour les étudiants qui sont pris par d'autres activités pendant la semaine.

En ce qui concerne le recrutement du personnel, des modalités d'embauche sont adaptées en tenant compte du milieu. Son salaire est habituellement quelque peu en dessous de la moyenne du pays, mais en compensation, il est assuré de la stabilité de l'emploi et d'un bon déroulement de carrière.

Formation intégrale orientée vers la responsabilité sociale

Uniminuto ne transmet pas seulement un savoir-faire, elle ouvre aussi au sens de la vie et de la responsabilité sociale et aux valeurs humaines. Elle entraîne ses apprenants à l'innovation, à la recherche de solutions et alternatives durables aux problèmes sociaux. Compte tenu de la filière choisie et des objectifs, elle fait vivre un temps propédeutique qui consiste à faire passer au futur apprenant un séjour dans un milieu rural ou de précarité pour que ce dernier connaisse de près la nature des problèmes et des besoins auxquels sa future formation contribuera à donner une solution à travers le savoir-faire qu'il aura à acquérir durant sa formation. Elle est un leader en développement de politiques publiques et en innovation sociale.

Formation de qualité en lien avec le secteur productif

La prise en compte des communautés à faibles revenus financiers ne réduit en rien la garantie d'éducation de qualité qui caractérise le projet universitaire d'Uniminuto. C'est une formation orientée vers l'action et qui fait accroître le capital humain en vue d'un agir efficace au plan professionnel et social. Voilà pourquoi, les programmes de formation sont bâtis en collaboration avec des entreprises afin de les adapter aux besoins des régions et du secteur productif.

Un cadre productif avec des partenaires locaux

Grâce à son système efficace d'éducation, Uniminuto parvient à attirer des groupes d'intérêt spécifique à savoir : entreprises, enseignants, gouvernement, famille et société.

Aux entreprises, coopératives, associations, Uniminuto propose des formations adaptées aux besoins de leurs secteurs en concevant des programmes de formation pertinents avec possibilité de stages et en offrant des bourses ou soutien de financement aux étudiants.

Aux enseignants s'offrent des opportunités de travail et d'emploi. Ils bénéficient en même temps de la stabilité et surtout la possibilité de travailler dans une atmosphère de dynamisme participatif et humain.

Le gouvernement en tire profit en recueillant pour le service de son peuple des leaders en développement de politiques publiques pour les CERES (Centres régionaux d'enseignement supérieur), des consultants en innovation sociale, des partenaires stratégiques pour l'extension de la couverture éducative aux communautés les plus défavorisées. Il trouve à travers cette institution éducative un moyen pour répondre à certaines problématiques sociales.

Le système d'Uniminuto permet d'apporter aux familles une amélioration de leur qualité de vie, un financement pour l'éducation, des opportunités d'accès à l'enseignement supérieur,

une éducation aux valeurs et surtout une garantie d'éducation de qualité.

Il y a, enfin, la communauté locale, où l'unité universitaire prend forme, qui s'en trouve être le premier bénéficiaire, ainsi qu'un groupe de collaborateurs à plusieurs niveaux. À travers elle, la connaissance et l'accès à des partenaires possibles de la zone (organismes publics, coopératifs, etc.) deviennent possibles, surtout pour rejoindre de manière efficace les jeunes et tous ceux qui sont à la « base de la pyramide ». Uniminuto trouve ainsi en elle des partenaires à travers lesquels elle peut mettre en place des initiatives de développement et un soutien dans le domaine du Marketing local (actions de Marketing, bouche-à-oreille...).

Un projet éducatif fiable, reconnu mondialement

En Colombie, l'université Uniminuto a gagné l'estime de presque tout le monde à cause de l'impact social de son modèle éducatif et surtout de sa capacité d'innovation sociale. Elle est devenue de ce fait un partenaire incontournable de l'État colombien en matière de politique éducative.

Des récompenses au plan international sont venues corroborer la valeur et la pertinence de l'offre éducationnelle et académique du système Uniminuto. Il s'agit du Prix 2013 *FT/IFC Sustainable Finance Awards Catégorie Achievements in Inclusive Business Financial Times*, celui du Gagnant du *Défi G20* octroyé par les représentants des Leaders du G20 en 2012 et enfin de la Reconnaissance de la Banque Mondiale en tant que *Leader Mondial en Affaires pour Tous* en 2011 et 2012.

Toutes ces reconnaissances au plan national et international ont poussé Uniminuto à sortir de son milieu local et continental pour tenter un transfert de technologie en choisissant deux pays de l'Afrique sub-saharienne, en l'occurrence la Côte d'Ivoire et le Bénin, pour expérimenter l'internationalisation de son modèle éducatif¹.

1. Nous ne nous intéresserons ici qu'au cas du transfert de technologie éducative d'Uniminuto vers la Côte d'Ivoire.

Institut Universitaire Technologique Eudiste d'Afrique (IUTEA)

Situation au plan éducationnel de la Côte d'Ivoire

Les démarches en vue d'un transfert de technologie éducative d'Uniminuto vers la Côte d'Ivoire ont débuté en 2013. Mais quel était l'état de la situation éducationnelle en Côte d'Ivoire ?

En 2012, ce pays d'Afrique de l'Ouest a une population estimée à plus de 20 millions d'habitants. Son économie est dominée par l'exportation de produits dits de rente, en particulier le café et le cacao, pour lesquels elle occupe les premiers rangs au niveau mondial. Si l'économie ivoirienne repose à titre principal sur le secteur agricole, l'apport de l'industrie au PIB est évalué à 20 % seulement et celui du secteur tertiaire à 50 %. Elle possède quelques réserves de pétrole non négligeables et quelques ressources minières, mais dont l'exploitation reste très mineure. Depuis 1990, le pays traverse, outre la crise économique survenue à la fin des années 1970 et qui perdure, des périodes de turbulence sur le plan social et politique. C'est dans ce climat agité et incertain que l'enseignement supérieur est appelé à jouer un rôle central pour le développement économique et social.

Le service public de l'Enseignement supérieur a été l'affaire exclusive de l'État de Côte d'Ivoire jusqu'en 1995. Au cours de la période 1960-1985, l'Enseignement supérieur ivoirien était d'une excellente qualité, au sein de l'Afrique subsaharienne, essentiellement pour deux raisons. D'une part, l'unique université nationale de Cocody et les deux Écoles supérieures publiques, à savoir, l'Institut National de l'Enseignement Supérieur Technique (I.N.S.E.T) et l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics (I.N.S.T.P) toutes deux basées à Yamoussoukro, disposaient d'infrastructures et d'équipements de pointe. D'autre part, les enseignants de ces établissements publics, parmi lesquels figuraient de nombreux Occidentaux, notamment des ressortissants français, étaient de très bonne qualité.

Le nombre des étudiants a augmenté accru de façon sensible au cours des deux dernières décennies. L'accroissement n'a pu malheureusement s'accompagner de la création de nouveaux établissements supérieurs publics. La récurrence des crises sociopolitiques a fragilisé la politique éducative et n'a pas permis d'assurer durablement la rémunération de nouveaux enseignants.

Comme solution, et en vue de garantir la qualité de l'enseignement supérieur et offrir des conditions acceptables de travail aux étudiants, l'État de Côte d'Ivoire a décidé de l'ouvrir aux opérateurs privés, par le décret n° 97-675 du 3 décembre 1997. Il maintient un pouvoir d'autorisation et de contrôle, suivi, le cas échéant, de sanctions, sur les universités et établissements privés d'enseignement supérieur. Il leur concède en partie le service public de l'enseignement supérieur par la conclusion d'une convention de concession.

Transfert du modèle d'Uniminuto vers la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est un pays en croissance, mais avec de grandes inégalités internes (taux élevés de pauvreté et de chômage). Elle a beaucoup de ressources naturelles, mais le pays a surtout besoin de possibilités de transformation de ces ressources. Pour cela, il est essentiel d'adapter l'offre de formation aux besoins de l'économie et du secteur productif.

Plus de la moitié des admis au BAC sont « orientés » vers l'enseignement privé et un grand nombre d'entre eux vers des études qu'ils ne souhaitent pas poursuivre, en grande partie à cause de la capacité limitée d'accueil. De plus, les offres de formation se caractérisent par son contenu trop théorique et peu varié en termes méthodologiques. Elle dispose de faibles ressources de laboratoire dans les écoles et universités, une faible utilisation des nouvelles technologies. Ses offres sont essentiellement orientées vers la gestion et les sciences humaines, sans lien avec les besoins du secteur privé. Dans ce contexte ivoirien, tel que présenté, le projet de transfert du modèle universitaire d'Uniminuto ne peut que trouver un accueil favorable.

Valeurs d'Uniminuto les plus attendues en Côte d'Ivoire

L'étude de faisabilité commanditée par Uniminuto et les pères eudistes en Côte d'Ivoire a relevé les aspects du modèle qui sont très attendus en Côte d'Ivoire : formation pratique répondant aux besoins du secteur privé et possibilité de préparer le programme académique en lien avec ses attentes ; ressources (laboratoires...) pour effectuer la formation pratique ; formation intégrale au-delà de l'aspect académique ; prise en compte du bien-être des étudiants ; souci de former de « bons citoyens », compétents et artisans de leur propre développement ; développement des travaux sous forme de stages et organisation de l'insertion des diplômés dans le monde du travail ; encouragement à l'initiative d'entrepreneuriat comme une activité transversale à toutes les formations ; rapprochement de l'enseignement à des contextes ruraux ou ayant plus de difficultés d'accès à celui-ci ; prix abordable de la formation et accès au financement.

Le gouvernement ivoirien, à qui le projet a été présenté, y a manifesté son intérêt. Il a exprimé sa volonté d'apporter son soutien à travers sa politique de régionalisation de l'enseignement supérieur et d'envoi des étudiants dans les universités privées. D'autres entités importantes comme la mairie de la commune d'Abidjan, la BICICI (Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire) et la Chambre du Commerce et de l'Industrie ont aussi souhaité devenir partenaires de la future institution afin de prendre part à la définition du contenu du programme académique et de garantir l'emploi des jeunes.

IUTEA, coopération chrétienne Sud-Sud

Les participants à cette coopération sont, d'une part, la corporation universitaire Uniminuto et, d'autre part, la congrégation des pères eudistes en Côte d'Ivoire et au Bénin. La congrégation de Jésus et Marie (Eudiste), fondée par Saint Jean Eudes en 1643, est une société de vie apostolique constituée de prêtres et de laïcs associés, engagés au service de l'Église. La mission de la Congrégation au sein de l'Église est de collaborer à l'œuvre d'évangélisation par la formation de bons ouvriers de l'Évangile et par l'exercice de la

miséricorde pour le développement social. Actuellement, on compte environ 400 pères eudistes dans le monde, dont une quinzaine travaillant en Côte d'Ivoire.

L'éradication de la pauvreté grâce à l'enseignement supérieur pour le développement durable constitue un objectif principal des pays en développement. Malheureusement, le taux de couverture de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire est seulement de 12 %. Ce chiffre montre l'urgence d'une offre éducative plus étendue de l'enseignement supérieur. La question de fond qui engage les deux parties — eudistes d'Afrique et corporation Uniminuto — à entreprendre un tel projet universitaire est la suivante : comment contribuer au développement social durable et à la croissance économique du peuple de la Côte d'Ivoire, par l'enseignement supérieur technologique, tout en profitant de la présence de la CJM dans ce pays et de l'expérience de la Corporation Universitaire Minuto de Dios-UNIMINUTO ?

L'objectif défini par ces deux entités est de réaliser au bénéfice du peuple ivoirien un transfert du modèle intégral d'enseignement supérieur d'UNIMINUTO vers la congrégation de Jésus et Marie en Afrique pour contribuer à la création d'une Institution Universitaire Technologique Eudiste d'Afrique (IUTEA) en Côte d'Ivoire. Ce projet de coopération sud-sud a cependant besoin d'appuis financiers internationaux. Cela imprime une forme triangulaire Sud-Sud-Nord à la coopération qui devient une expérience significative de solidarité pour le développement du peuple ivoirien. Uniminuto ayant accumulé une longue et riche expérience universitaire est invitée à partager son modèle universitaire dans un autre continent. Les eudistes présents en Afrique, en particulier en Côte d'Ivoire, sont appelés à jouer un rôle capital dans l'accueil du modèle éducatif d'UNIMINUTO.

EDOH BEDJARA

L'engagement des congrégations religieuses dans l'éducation au Gabon

Marie Sidonie OYEMBO

Marie Sidonie Oyembo est religieuse gabonaise de la Congrégation des Sœurs de Notre Dame de l'Immaculée Conception de Castres. Elle a été présidente de la Conférence des Supérieurs majeurs d'Afrique et de Madagascar. Elle a une licence d'enseignement de la Philosophie, une Maîtrise en Sciences sociales et de l'Éducation et elle est doctorante en théologie. Enseignante de carrière, elle assume diverses responsabilités dans l'enseignement ainsi que dans la formation des prêtres, religieux et religieuses.

L'œuvre éducative au Gabon renvoie à un parcours bi-séculaire où s'est structuré le système scolaire jusqu'à la fondation de la première école publique. Les congrégations religieuses y prennent une part importante. En effet, l'éducation participe de leur mission évangélisatrice. Elle s'inspire de la spiritualité et du charisme de chaque institut. L'école n'est-elle pas un lieu de transmission et d'enracinement de la foi catholique ?

Mais, comment les congrégations religieuses vivent-elles cette mission ? Quelle est leur contribution spécifique ? Quel est le contenu, la qualité, mais aussi les limites de cet engagement ? Quel est son impact ? Quelles sont les perspectives d'avenir ? Quels sont les chantiers qui restent à explorer ?

L'école au Gabon de 1845 à 1960

La première école catholique du Gabon fut fondée le 1^{er} janvier 1845 par le père Jean Rémy Bessieux et le frère Grégoire Sey, tous deux spiritains¹. Ce fut trois mois après l'implantation de l'Église catholique au Gabon et la célébration de la première messe, le 29 septembre 1844. C'est dire le lien intrinsèque qui, depuis ce jour, lie l'évangélisation du pays et l'éducation de son peuple. Il marque toute l'histoire de l'engagement des congrégations religieuses dans l'œuvre d'éducation. L'Évangile en est la source et la finalité.

Mais, bien que loin de la métropole, au Gabon, alors colonie française, l'école catholique naissante va être marquée par le contexte particulier de la loi Guizot du 28 juin 1833 en France. En effet, l'enseignement primaire commence à s'y organiser sous la tutelle de l'État. En 1905, la loi de séparation entre l'Église et l'État sera le point culminant d'une tension qui perdurait depuis la Révolution française et la montée de l'anticléricisme.

De nombreux instituts religieux quittent la France à cette époque. Ils viennent enrichir de leur charisme éducatif l'univers pédagogique du Gabon. Ainsi, les Frères de Saint-Gabriel vont apporter toute leur expérience non seulement à l'enseignement primaire, mais aussi à l'enseignement secondaire et pédagogique. La figure emblématique du Frère Macaire (1905-1980) a marqué d'une empreinte profonde l'école catholique du Gabon et de l'Afrique centrale.

En collaboration avec les congrégations alors existantes, les Frères créent le matériel pédagogique, élaborent les premiers *curricula*, les manuels scolaires, ouvrent les premières bibliothèques, ainsi que les premières écoles de formation des enseignants du primaire.

1. L'école laïque ne verra le jour qu'après l'accession du Gabon à la souveraineté internationale, le 17 août 1960.

En 1949, les spiritains, sous la houlette du père Jacquart, ouvrirent le premier établissement secondaire pour garçons, au Gabon, le collège Bessieux. Huit ans plus tard, en 1957, Mère Jean Gabriel Brenkle, alors provinciale des Sœurs de l'Immaculée Conception de Castres et directrice de l'école primaire Saint-Pierre, lance clandestinement le premier établissement secondaire pour filles. Ce fut l'embryon de l'Institution Immaculée Conception. Ces deux établissements donnèrent l'impulsion pour l'ouverture d'autres écoles secondaires dans les diverses capitales provinciales. Ainsi fut fondé le collège Val Marie par les Sœurs Trinitaires de Valence, en 1963.

En 1967, les frères de Saint-Gabriel dirigeaient sept établissements secondaires dont le collège Raponda Walker à Port-Gentil, le collège Saint-Gabriel à Mouila, le collège Saint-Dominique à Moanda, le collège Jean Baptiste Adiwa à Lambaréné, alors conçu pour être un Juvénat et, enfin, le collège Sainte Thérèse d'Angone à Oyem.

Dans ces établissements, l'enseignement était un espace d'évangélisation. On y suivait tous les cours profanes ainsi que la catéchèse, l'enseignement religieux. Les jeunes pouvaient adhérer à divers mouvements d'Action catholique².

Dans les écoles, les consacrés témoignaient de leur expérience de foi ; de leur relation à Dieu, à l'eucharistie, au sacrement de la réconciliation ; de leur communion fraternelle. Comme le dit la Congrégation pour l'éducation catholique :

La présence des personnes consacrées dans l'école transmet un regard contemplatif, en éduquant au silence qui pousse à écouter Dieu, à faire attention aux autres, à la réalité environnante, à la création (...) les personnes consacrées suscitent l'exigence de rencontres authentiques, renouvellent la capacité de s'étonner et d'être attentif à l'autre, redécouvert comme un frère³.

-
2. DOCATGAB, CEG, *Affermis tes frères dans la foi*, « Rapport des évêques sur la situation de l'Enseignement privé catholique ». Dossier 347, Témoignage du Père François Vallery-Radot, 1982.
 3. Congrégation pour l'éducation catholique, *Les personnes consacrées et leur mission dans l'école. Réflexions et Orientations*, Rome, Librairie Editrice du Vatican, 2002, n° 24.

Témoins de la compassion de Dieu

Saisis par l'amour de Dieu pour ceux qui souffrent, les missionnaires s'engagent dans l'éducation des enfants, des jeunes et des adultes les plus fragilisés. Ces personnes sont au cœur du projet éducatif des diverses congrégations religieuses. Citons de nouveau la Congrégation pour l'éducation catholique :

L'Église entend offrir son service éducatif en premier lieu à ceux qui sont dépourvus des biens de la fortune, qui sont privés de l'affection et du soutien de la famille ou qui sont étrangers au don de la foi⁴.

L'engagement des missionnaires se réalise selon le charisme particulier de leur institut, mais toujours comme relecture significative de l'Évangile qu'ils sont appelés à traduire en actes.

Aussi, pour les spiritains, *éduquer c'est « former un esprit saint dans un corps sain »*. Imprégnés de ce charisme, ils vont s'investir dans la construction des écoles de tous types et dans la formation de communautés éducatives dignes de ce nom. De ces écoles sont issus de nombreux cadres parmi les premières générations d'administrateurs, de professionnels et d'éducateurs, dans l'ensemble du pays. Ces écoles offrirent aussi à l'Église les premiers prêtres et les autres agents pastoraux, pionniers de l'évangélisation au Gabon. Monseigneur André Raponda Walker, premier prêtre gabonais, fut le fruit de l'école latine de Monseigneur Bessieux.

Pour les Sœurs de l'Immaculée Conception de Castres, *« Éduquer c'est transformer »*, avec la bonté et la tendresse d'une mère, tout autant qu'avec fermeté. Sainte Jeanne Émilie de Villeneuve, six ans après la fondation de la Congrégation, a laissé aux sœurs ces précieuses orientations :

Les qualités qui doivent distinguer la maîtresse sont : une sincère piété, une instruction solide, une grande vigilance et une étroite union avec les sœurs qui sont dans le même emploi (...) une douce

4. Congrégation pour l'éducation catholique, *Les personnes consacrées et leur mission dans l'école. Réflexions et Orientations*, n° 70.

gravité et une humeur constamment égale ; elle tâchera de s'en faire aimer et évitera avec le plus grand soin de montrer la moindre partialité (...) elle imitera le divin Sauveur dans sa conduite avec les apôtres ; elle supportera avec patience l'ignorance et la grossièreté de ses élèves et ne se lassera pas de travailler à détruire leurs mauvaises inclinations. Il est encore essentiel qu'elle unisse tellement la douceur à la fermeté...⁵.

Les écoles techniques, professionnelles et d'enseignement général des Sœurs de l'Immaculée Conception offrirent à l'Église et à la société les premières filles scolarisées, détentrices de titres académiques, les premières ingénieures, mais aussi la première religieuse gabonaise, sœur Hyacinthe Antini. C'est auprès d'elle que se formèrent les premières sœurs de la congrégation des Sœurs de Sainte Marie du Gabon, dès 1911.

Pour les Frères de Saint-Gabriel, pétris de la spiritualité montfortaine⁶ et du charisme propre de Gabriel Deshayes qui les orienta vers les handicapés, éduquer c'est « *éduquer à la responsabilité, à la solidarité, au respect de la personne* ». Cette expérience actualisée dans leur projet éducatif permet de comprendre de l'intérieur leur engagement comme éducateurs :

Ensemble, nous nous engageons à éduquer les enfants et les jeunes dans la globalité de leur personne. Nous voulons ainsi les aider à devenir acteurs de leur vie, responsables dans la société et en prise avec le monde contemporain. Pour cela nous souhaitons pratiquer un accueil personnalisé, éclairé par les valeurs de l'Évangile et la tradition éducative des Frères de Saint-Gabriel.

Pour les Frères de Saint-Joseph, *éduquer c'est apprendre à vivre du travail de ses mains à l'exemple de saint Joseph travailleur*. Auxiliaires des prêtres, ils formèrent de nombreux apprentis et construisirent les anciennes missions avec une compétence qui suscite encore l'admiration, aujourd'hui.

Pour les Sœurs de Sainte Marie du Gabon, éduquer c'est promouvoir le développement intégral de la jeune fille gabonaise. D'abord aux côtés des Sœurs de l'Immaculée Conception puis,

5. Jeanne Émilie De VILLENEUVE, *Constitutions de 1840*, art. 615.

6. Saint Louis-Marie GRIGNION de Montfort (1673-1716).

après leur autonomie, elles formèrent des générations de jeunes filles en vue de devenir des épouses et des mères responsables.

Une vision holistique

La vision holistique de l'éducation s'enracine dans l'anthropologie chrétienne. Elle nous fait percevoir la personne humaine comme « image et ressemblance de Dieu », comme unicité que l'on ne peut disséquer au risque de la dénaturer. Le développement vise la promotion de la dignité humaine, selon le rêve de Dieu :

Aussi, l'ordre social et son progrès doivent-ils toujours tourner au bien des personnes, puisque l'ordre des choses doit être subordonné à l'ordre des personnes et non l'inverse⁷.

Conscient de l'importance capitale de l'éducation dans la promotion d'un développement intégral, le système scolaire mis en place par les congrégations religieuses prenait en compte les étapes de la croissance de la personne :

- L'école primaire assumait la formation aux fondamentaux essentiels de l'existence humaine et de la socialisation ;
- L'école professionnelle et technique offrait la possibilité d'un apprentissage répondant aux offres d'emploi de l'époque et aux besoins des populations ;
- L'enseignement général au secondaire renforçait les compétences acquises à l'École Primaire et préparait les jeunes à entrer dans les grandes écoles et dans les universités.

Les enseignements s'accompagnent de l'élaboration du code éthique, de la formation au discernement et au choix vocationnel. De nombreuses vocations religieuses, sacerdotales et maritales naquirent de ces internats, véritables tentes du savoir, du savoir-faire et du savoir-être. Quatre principes guident cette vision de l'éducation :

– *Le principe de la dignité inaliénable de la personne humaine liée au sceau apposé sur elle par le Créateur. L'enseignement*

7. *Compendium de l'enseignement social de l'Église*, n° 132.

social de l'Église reconnaît que cette affirmation est au cœur même de l'Écriture sainte (cf. Ps 139, 14-18) ; Gn 1, 27)⁸.

– *Le principe d'égalité.* Chaque congrégation avait en charge la formation soit des garçons soit des filles. Mais aujourd'hui, la mixité s'est imposée. La réduction des inégalités sociales liées au sexe fut un challenge très important. Lorsque Mère Jean Gabriel Brenkle ordonna de ne plus renvoyer de l'école les filles en grossesse, cette décision fut considérée comme un véritable scandale. Le temps donna raison à cette promotrice acharnée du développement intégral de la femme gabonaise.

– *Le principe d'évangélisation.* La perspective laïque prône « l'absence de toute instruction religieuse, de signes religieux ostensibles, la neutralité des programmes, la laïcité des personnels et l'absence totale de toute forme de prosélytisme ». Or, pour les congrégations, la relation à Dieu a une dimension fondamentale, car, « cette relation existe en soi, elle n'arrive donc pas en un second temps, ni ne s'ajoute de l'extérieur »⁹.

– *Le principe de sociabilité.* La personne humaine a été créée unique, mais avec d'autres. Elle est un être pluriel. L'apprentissage de la vie en société se faisait certes en classe, mais aussi dans les internats, petites cellules familiales où les grands et les petits vivaient en synergie.

École et socialisation

Pour concrétiser le principe de sociabilité, l'école est un espace de socialisation. Les missionnaires y insistent, faisant ainsi un large écho à la Congrégation pour l'éducation catholique, qui s'adresse ainsi aux personnes consacrées :

La personne humaine fait l'expérience de sa propre humanité dans la mesure où elle est capable de participer à l'humanité de l'autre, porteur d'un projet original et unique. Ce projet ne peut se réaliser que dans le contexte de la relation et du dialogue avec un tu dans un horizon de réciprocité et d'ouverture à Dieu (...). Cette

8. *Compendium de l'enseignement social de l'Église*, n°108.

9. *Compendium de l'enseignement social de l'Église*, n°109.

proximité a ses racines les plus véritables dans le mystère du Christ, Verbe incarné, qui a voulu se faire proche de l'homme¹⁰.

La socialisation familiale, déjà bien règlementée par les codes traditionnels, va connaître des mutations profondes avec le développement de la scolarisation. L'écart d'âge entre les conjoints va se réduire de plus en plus. La femme instruite aura une certaine autonomie financière qui la rendra moins dépendante de son mari. Les relations interpersonnelles dans la famille comme micro-société se modifieront aussi, mettant l'accent sur la liberté des membres, leur égalité, ainsi que la libération de la parole de la femme et des enfants.

Certes, il convient de relever l'impact de politiques sociales des pays d'origine des missionnaires, quelquefois transposées sans discernement aux réalités sociales en Afrique, semant ainsi la confusion entre évangéliser et occidentaliser. Néanmoins, l'école fut l'un des facteurs significatifs de l'intégration dans un environnement rural, urbain et semi-urbain interculturel.

Des congrégations aux diocèses

La naissance du premier diocèse du Gabon entraîna une redéfinition de l'espace missionnaire, un nouveau découpage de la cartographie de l'Église catholique. Désormais, les missions appartenant aux congrégations religieuses masculines, et notamment aux spiritains, seront sous la responsabilité de nouveaux évêques, religieux, et plus tard issus du clergé diocésain, avec l'ordination épiscopale de Monseigneur François Ndong, premier évêque gabonais.

La crise vocationnelle qu'a connue l'Église au Gabon pendant plus de 25 ans a obligé les congrégations, par manque de personnel, à céder les écoles à l'administration des diocèses, via la Direction nationale de l'Enseignement privé catholique.

10. Congrégation pour l'éducation catholique, *Les personnes consacrées et leur mission dans l'école. Réflexions et Orientations*, n° 35-36.

Malheureusement, les diocèses, par manque de personnel ecclésiastique, confièrent aux seuls laïcs la gestion pastorale, pédagogique, administrative et financière des écoles sans que ne soit toujours assuré un accompagnement conséquent permettant de maintenir l'éthique et la déontologie propres à l'Église catholique. Il en résulta la « laïcisation » à outrance des écoles catholiques, y compris celles qui appartenaient jadis aux congrégations religieuses.

De plus, la priorisation de l'enseignement général conduit à reléguer au second plan l'enseignement professionnel et technique¹¹. Il en découla une contribution inconsciente au renforcement du chômage des jeunes dont les diplômes et les titres académiques n'offrent pas suffisamment de débouchés dans le monde de l'emploi. Il se développa ainsi le mythe de l'état-providence, unique employeur.

Le retour des écoles aux congrégations religieuses

À partir des années 2000, les écoles privées récemment ouvertes par des congrégations vont progressivement acquérir un statut particulier. Jadis intégrées dans les missions paroissiales, elles sont dorénavant autonomes et administrées par les instituts de vie consacrée, au compte des congrégations. En effet, les cinquante dernières années ont vu arriver de nouveaux instituts. Certains ont pour charisme l'éducation soit sous sa forme institutionnelle soit sous sa forme informelle. La Conférence des supérieurs majeurs du Gabon, créée en 2009, a structuré le « Secteur National Éducation ». Il constitue un espace de concertation, de recherche, de réflexion et de discernement en vue d'agir en synergie et de donner des réponses évangéliques aux défis actuels de l'éducation au Gabon.

Ces écoles donnent surtout la priorité à l'enseignement pré-primaire et primaire. On les retrouve dans tous les diocèses.

11. Conférence Épiscopale du Gabon, *Répertoire National des Etablissements Catholiques*, janvier 2021.

Quelques rares congrégations se sont engagées jusqu'au niveau des classes terminales et projettent l'ouverture de structures supérieures et universitaires dans un avenir proche et lointain.

Perspectives d'avenir

Aujourd'hui, plus que jamais, l'Église et la société gabonaises ont besoin d'un engagement plus grand des congrégations religieuses dans l'éducation tant scolaire, formelle qu'informelle. Les évêques l'ont redit lors de leur dernière assemblée plénière. Ils ont rappelé l'engagement courageux des religieux tout au long de l'histoire de l'évangélisation du Gabon, en collaboration avec la hiérarchie de l'Église :

des réponses audacieuses aux fractures sociales, en faisant de l'École un instrument au service du plein épanouissement humain et du développement de la Nation (...) Aussi, pouvons-nous dire, sans nous tromper, que l'Église catholique a fait une contribution énorme au développement et à la vie citoyenne de notre pays, par la transmission de valeurs pérennes¹².

Dans leur adresse particulière aux prêtres, religieux et religieuses, les évêques leur demandent expressément de participer au processus de renaissance d'une École réellement catholique. Les évêques leur disent : « Dans le processus de recadrage de l'École Catholique, nous comptons sur votre présence et le partage de votre expertise en matière d'éducation »¹³.

Par le Décret du 7 décembre 2020, portant reconnaissance juridique des structures éducatives des Instituts de vie consacrée au Gabon, les évêques offrent désormais aux congrégations religieuses d'apporter leur expertise en matière d'éducation comme partenaires et bénéficiaires à parts égales de l'Accord Cadre du 12 décembre 1997 et l'Accord sur le Statut de l'Enseignement catholique signé le 26 juillet 2001.

12. Concile Vatican II, *Gravissimus Educationis*, 28 octobre 1965, n°33 – 37.

13. Conférence Épiscopale du Gabon, *Message des Évêques du Gabon, lors de la clôture de leur XXIII^e Assemblée Plénière*, Libreville, janvier 2021, n° 13 -14.

L'engagement des congrégations religieuses pour aujourd'hui et demain s'inspire aussi du Pacte éducatif mondial du Pape François. Il se focalise particulièrement sur les aspects suivants :

– *La pédagogie du dialogue*, considérant chaque acteur comme partenaire essentiel de l'agir éducatif y compris l'apprenant lui-même, protagoniste de sa propre formation. Ce qui suppose la construction de relations valorisantes, la découverte et la transmission de la « mystique » du vivre ensemble¹⁴ ;

– *La conviction que l'éducation est le fondement même des changements* individuels, collectifs et sociaux notamment à travers les valeurs de paix, de solidarité, de fraternité universelle, des droits des personnes¹⁵ ;

– *L'engagement pour une éducation de l'inclusion et de la réduction de l'échec scolaire, capable d'éduquer* en vue de donner une réponse valable et durable aux défis lancés au monde d'aujourd'hui. « Éduquer, c'est aimer » et aimer oblige souvent à changer de paradigme pour se mettre au service d'autrui.

En somme, l'école catholique doit s'ouvrir à une éducation nouvelle. Celle-ci exige :

– D'écouter la voix des enfants et des jeunes et de mettre ses forces au service d'un même projet¹⁶ ;

– De favoriser la scolarisation des fillettes et des filles, attitude « essentielle pour développer une culture qui place vraiment au centre les personnes, la recherche de la solution pacifique des conflits, l'unité dans la diversité, la subsidiarité et la solidarité »¹⁷ ;

– De s'ouvrir aux plus vulnérables et aux défavorisés : « Si une école est attentive aux plus pauvres et s'organise en fonction d'eux, elle saura mettre les diverses disciplines au service de la vie

14. François, *Evangelii Gaudium*, n° 87.

15. Pacte Éducatif Mondial, *Instrumentum Laboris*, Introduction, n° 3.

16. François, *Exhortation Apostolique post-synodale Christus Vivit*, Librairie Editrice du Vatican, mars 2019, n° 165.

17. Congrégation pour l'éducation catholique, *Les personnes consacrées et leur mission dans l'école. Réflexions et Orientations*, n° 62-64.

et utiliser leurs contenus pour la croissance globale des personnes »¹⁸ ;

– De protéger la planète, par une vie plus sobre, des abus de consommation qui la détruisent. Pour y parvenir, il est plus que nécessaire de mettre l'économie, la politique, le développement au service de l'homme, de la famille humaine¹⁹ ;

– De mettre la personne au centre du projet éducatif, dans le « village de l'éducation » qui permet « aux jeunes, individuellement et collectivement, de développer leur personnalité »²⁰ ;

– D'éduquer dans la perspective d'une écologie intégrale capable de « répandre un nouveau paradigme concernant l'être humain, la vie, la société et la relation avec la nature »²¹ ;

– De redécouvrir la proposition évangélique de l'enseignement de la religion en proposant des parcours diversifiés d'éducation religieuse, tenant compte des profils psycho-religieux des apprenants.

La visée de cet enseignement demeure « d'ouvrir à la compréhension de l'expérience historique du christianisme, d'orienter vers la connaissance de Jésus-Christ et l'approfondissement de son Évangile »²².

C'est pourquoi, la préparation des enseignants de religion sera soignée pour les rendre aptes à assumer cette délicate et importante mission²³.

18. Congrégation pour l'éducation catholique, *Les personnes consacrées et leur mission dans l'école. Réflexions et Orientations*, n° 72-73.

19. François, *Lettre Encyclique Fratelli Tutti*, Librairie Editrice du Vatican, Rome, 3 octobre 2020, n° 18 – 21. Voir aussi Pacte Éducatif Mondial, *Instrumentum Laboris*, Introduction, n° 1.

20. Discours aux membres du Corps diplomatique accrédités auprès du Saint-Siège pour la présentation des vœux pour la nouvelle année, 9 janvier 2020.

21. Pacte éducatif mondial, *Instrumentum Laboris*, Introduction, n° 1.

22. Congrégation pour l'Éducation catholique, *Les personnes consacrées et leur mission dans l'école. Réflexions et Orientations*, n° 54.

23. Congrégation pour l'Éducation catholique, *Les personnes consacrées et leur mission dans l'école. Réflexions et Orientations*, n° 44-45.

Des chantiers à explorer

En somme, l'engagement des congrégations religieuses dans l'éducation au Gabon s'enracine dans la mission évangélisatrice de l'Église, ainsi que dans le charisme et la spiritualité propres de chaque institut. Cet engagement est immense. Néanmoins, des chantiers restent ouverts ou encore en projets. Ainsi :

- L'enseignement catholique supérieur, quasi inexistant au Gabon ;

- L'enseignement professionnel pour répondre à l'offre et à la demande de la société ;

- L'entrepreneuriat comme école de solidarité et chemin significatif de développement pour l'Afrique ;

- La formation continue, comme école des âges de la vie adulte, acquis de connaissance, renforcement des compétences, recyclage, réinsertion socio – professionnelle.

Marie Sidonie OYEMBO

Repères pour une mission d'éducation en France aujourd'hui

Marc BOTZUNG

Spiritain français, Marc Botzung fut missionnaire en République Islamique de Mauritanie, avant de servir en France dans l'animation des jeunes, le service des vocations et dans le dialogue interreligieux (islam). Il est actuellement Provincial de France de sa Congrégation et 1^{er} vice-président de la CORREF (Conférence des Religieux et Religieuses de France).

La vie religieuse a vu en diverses périodes de l'histoire des Instituts et congrégations s'investir dans l'éducation et/ou l'enseignement. Certains d'entre eux furent fondés avec ce but spécifique, d'autres ont développé des œuvres en complémentarité d'autres actions. Ces décisions furent prises souvent en réponse à un besoin de leur temps, mais aussi à un appel de l'Esprit qui a fait percevoir sur le visage des jeunes accueillis le visage du Christ à servir et à aimer. Héritier de ces histoires riches, il ne saurait être question de se contenter de faire « ce qu'on a toujours fait » sans chercher à en réinterroger la pertinence actuelle. Le présent propos cherchera donc à éclairer quelques enjeux, notamment spirituels, qui se jouent aujourd'hui dans l'œuvre d'éducation qui est confiée aux congrégations religieuses, dans le contexte de l'Europe occidentale et plus particulièrement de la France.

Accueillir les jeunes et transmettre la responsabilité du monde

À la fin des années 1950, la philosophe Hannah Arendt s'interrogeait (déjà !), à partir du contexte des États-Unis, sur la crise de l'éducation... Ce constat ne peut que faire sourire en ce début de XXI^e siècle qui croit si souvent découvrir, avec étonnement et inquiétude, un certain nombre de défis récurrents dans l'histoire de notre humanité !

Au-delà de l'anecdote factuelle, l'analyse de la philosophe mérite notre attention, car elle ne portait pas sur les détails de programmes d'enseignements, mais plus fondamentalement sur les enjeux de la transmission qui s'effectue entre des générations. Ces enjeux peuvent être évoqués en termes d'accueil et de protection des plus jeunes tout d'abord, puis d'initiation et de transmission ensuite, enfin de passage du témoin de la liberté, de la créativité et de l'initiative.

Le point de vue de la philosophe est manifestement politique dans le sens où la question de l'éducation est traversée par la capacité ou non de la part des adultes à porter et à transmettre la responsabilité du monde, un monde certes toujours complexe, abîmé et changeant, dans lequel ils vivent. Elle écrit ainsi :

les éducateurs font (...) figure de représentants d'un monde dont, bien qu'eux-mêmes ne l'aient pas construit, ils doivent assumer la responsabilité, même si, secrètement ou ouvertement, ils le souhaitent différent de ce qu'il est. Cette responsabilité n'est pas imposée arbitrairement aux éducateurs ; elle est implicite du fait que les jeunes sont introduits par les adultes dans un monde en perpétuel changement. Qui refuse d'assumer cette responsabilité du monde ne devrait ni avoir d'enfant ni avoir le droit de prendre part à leur éducation¹.

1. Hannah ARENDT, « La crise de l'éducation », chap. 5, in *La crise de la culture (Huit exercices de pensée politique)*, Paris, Gallimard/Folio Essais, 1972, p. 242-243.

Cette affirmation radicale se comprend peut-être mieux si on en suit la déclinaison lorsque cette responsabilité n'est pas assumée :

L'homme moderne ne pouvait exprimer plus clairement son mécontentement envers le monde et son dégoût pour les choses telles qu'elles sont qu'en refusant d'en assumer la responsabilité pour ses enfants. C'est comme si, chaque jour, les parents disaient : « En ce monde, nous ne sommes même pas en sécurité chez nous ; comment s'y mouvoir, que savoir, quel bagage acquérir sont pour nous aussi des mystères. Vous devez essayer de faire de votre mieux pour vous en tirer ; de toute façon vous n'avez pas de comptes à nous demander. Nous sommes innocents, nous nous lavons les mains de votre sort »².

En contexte occidental, un certain désarroi contemporain, marqué par un ressassement de situations de crises à répétitions (économique, environnementale, civilisationnelle, anthropologique et plus récemment sanitaire) qui font la part belle aux collapsologues et autres diffuseurs d'infox, est manifeste. Par conséquent, cette capacité et cette décision collective d'oser assumer devant les générations plus jeunes une certaine responsabilité du monde mérite d'être réinterrogée sérieusement. Sans elle, il n'y a pas en effet de possibilité d'établir les conditions d'une éducation féconde, c'est-à-dire basée sur une dynamique de protection, de confiance et qui porte des éléments de sens. Sans assumer sa part de responsabilité du monde, il ne saurait y avoir non plus de véritable dynamique d'espérance qui constitue pourtant l'horizon de toute démarche éducative.

Cette tâche relève aussi de la mission spécifique de l'enseignement catholique et des œuvres éducatives chrétiennes, car il s'agit d'aider la génération actuelle et celle de demain à continuer à prendre soin les uns des autres et de la « Maison commune » pour reprendre des expressions du pape François. Pour répondre au défi posé, plusieurs repères peuvent montrer un chemin possible en fidélité avec les traditions des Instituts : une vision intégrale du processus éducatif, la mise en place d'une communauté éducative, une attention particulière à la dimension spirituelle de la personne, offrir une possibilité de rencontrer le Christ.

2. Op. cit., p. 245.

Éducation intégrale et communauté éducative

L'évolution des connaissances, la complexité et la spécialisation croissante des sciences et des technologies ont entraîné, en un processus long de quelques siècles, une indéniable amélioration des connaissances et conjointement des conditions de vie de beaucoup. Une difficulté est cependant apparue simultanément à ces évolutions, à savoir celle d'un éclatement et d'un cloisonnement des savoirs, ainsi qu'un écartèlement progressif des diverses composantes de la personne humaine. Au point que ce sont les notions d'unité de la personne comme celles de ses spécificités qui sont aujourd'hui interrogées³.

Envisageons d'abord la question de l'unité de la personne. Passée au crible des sciences humaines comme de la biologie, l'unité de la personne est mise à mal. Où se situe le moi ? Le propre, existe-t-il vraiment ? N'est-il que le jeu des influences extérieures, de déterminations sociales ? Ou bien sommes-nous réductibles à des phénomènes biochimiques ?

Les évolutions de la culture occidentale réinterrogent de manière percutante les fondements d'une anthropologie chrétienne qui affirme l'existence d'une personne humaine, une, digne et capable de liberté. Cette représentation, qui s'origine dans la tradition biblique, permet d'envisager une relation éducative tournée vers le jeune, ses potentialités et vers sa croissance. Le nœud se situe probablement dans la prise en compte de l'unicité de la personne qui se trouve toujours en face de soi⁴.

-
3. Voir Pascal IDE, « L'éducation face à trois défis actuels de l'anthropologie chrétienne », in Louis LOURME (dir.), *Éduquer, c'est-à-dire ? (Anthropologie chrétienne et éducation)*, Paris, Bayard, 2019, p. 165-196.
 4. Ce trait rejoint le premier engagement du « pacte éducatif mondial » (Global Compact On Education) proposé par le Pape François : « *Nous nous engageons personnellement et ensemble à mettre au centre de chaque processus éducatif formel ou informel la personne, sa valeur, sa dignité, afin de faire émerger sa spécificité, sa beauté, son unicité et, en même temps, sa capacité d'être en relation avec les autres et avec la réalité qui l'entoure, en repoussant les styles de vie qui favorisent la diffusion de la culture du rejet* » (Pape François, donné à l'Université Pontificale du Latran, le 15 octobre 2020).

L'acte éducatif aura donc pour but premier de conduire à un développement personnel, qui dans l'enseignement comme dans l'accompagnement de manière plus large, sera attentif à la capacité d'apprendre, d'assimiler, d'adhérer, de critiquer, de progresser du jeune, comme à celle d'exercer sa liberté et, peu à peu, de prendre des responsabilités envers les autres.

La prise en compte des multiples aspects et domaines d'intérêt de la personne ne doit jamais perdre de vue l'intégration de ces parties à ce qui compose *in fine* la personne dans son unicité⁵. C'est à partir de là, en effet, que se construit sa part de liberté.

De toute évidence, aucun éducateur n'est en mesure d'accompagner toutes ces richesses du développement d'un jeune. Voilà pourquoi il convient de souligner la dimension collective et, peut-être, plus précisément communautaire de toute démarche éducative. Comme l'affirme, semble-t-il, un proverbe (africain ?) : « il faut tout un village pour éduquer un enfant ».

De même, il faut un riche kaléidoscope de relations aux teintes nuancées et subtiles pour servir d'interlocuteurs à un jeune pour lui permettre de se découvrir et de s'assumer. Cette palette d'intervenants ne se limite pas au corps enseignant ni à celui d'éventuels éducateurs de métier.

Elle est composée de toutes ces personnes auxquelles le jeune est confronté au quotidien, avec bien sûr les rôles spécifiques de la famille – première responsable de l'éducation de ses enfants et jeunes – et, à un autre niveau encore, de ses pairs.

5. En France, Apprentis d'Auteuil, une œuvre chrétienne d'éducation, a développé une pédagogie qui invite l'éducateur à être attentif aux multiples facettes de la personnalité du jeune en croissance qui lui est confié. Ces domaines d'attention et de prise en compte sont rassemblés sur une affiche mise en évidence dans tous les établissements et représentant un arbre (unité) avec de nombreuses branches (inscrire sa vie dans une histoire ; vivre en relation avec les autres et le monde ; découvrir la valeur, le sens de sa vie, etc..) qui se déploient et se subdivisent presque à l'infini.

La prise en compte de la dimension spirituelle de la personne

Pour mériter le titre d'« éducation intégrale »⁶ au sens chrétien, la démarche exprimée ci-dessus d'une prise en compte de la personne comme véritable sujet, il est nécessaire d'en souligner également la dimension spirituelle. Or ce mot, comme le contenu qu'il évoque, est aujourd'hui l'objet de nombreuses discussions. La dimension spirituelle est-elle écoute de ses propres émotions, de ses ressentis, ses questions ? Est-elle interrogation ou conviction(s) sur le sens de nos existences, sur l'existence ou non d'un au-delà ? Suppose-t-elle une relation à une altérité avec laquelle il est possible d'établir une communication, voire un dialogue ? Est-il légitime de parler de spiritualité athée ? Ou encore cette dimension spirituelle n'est-elle qu'« en option » dans nos vies ?

L'enjeu de la prise en compte de la dimension spirituelle de chaque personne rejoint évidemment l'attention précédente, où nous parlions du caractère singulier de chaque existence. Le mot spirituel vise cependant à évoquer une dimension parfois plus enfouie et plus intime qui correspond à ce centre et lieu d'unité de la personne appelé le « cœur » selon la Bible. Ce lieu est celui de l'unité, de la décision assumée et libre. Il est aussi le lieu où se joue le plus vital et le plus fort de l'expérience mystique.

La démarche éducative qui cherche à prendre soin de la personne d'un jeune jusqu'en cette dimension-là, veillera donc à l'encourager à faire ce progressif chemin de découverte de soi, chemin de surprise et de découvertes, chemin sacré de pèlerinage, chemin où les ronces et les pierres ne manquent pas. Inévitablement, des attitudes sont à découvrir pour y parvenir : quête, prise de recul, écoute, observation, dialogue, relecture, méditation, silence. C'est ce niveau d'être que le concile Vatican II

6. Cette expression, inspirée des écrits de Jacques Maritain, fut utilisée par le Concile Vatican II et structure aujourd'hui la réflexion. Voir François MOOG, *Éducation intégrale (Les ressources éducatives du christianisme)*, Paris, Salvator, 2020, 184 p.

évoque en termes de « conscience »⁷, le caractère sacré de la personne, sa dimension inviolable et sa suprême dignité.

Ce lieu est-il religieux ou non ? Il ne l'est probablement pas toujours, au moins au sens d'une imprégnation ou d'une appartenance à une tradition religieuse identifiée et constituée. Mais ce lieu est bien celui évoqué par la parole de l'Apocalypse pour une éventuelle rencontre du Christ : « *Voici que je me tiens à la porte, et je frappe. Si quelqu'un entend ma voix et ouvre la porte, j'entrerai chez lui ; je prendrai mon repas avec lui, et lui avec moi* » (Ap 3, 20).

Précisons comment une œuvre d'éducation peut permettre cette rencontre.

Comment rendre possible de rencontrer le Christ ?

En tant qu'œuvre chrétienne, toute mission d'éducation se doit d'une manière ou d'une autre de proposer et de permettre que le Christ soit annoncé et en mesure d'être rencontré aujourd'hui. Cela ne peut s'envisager qu'en référence à ce qui constitue l'ADN de toute communauté chrétienne authentique, car c'est en cette communauté que le Christ est vivant aujourd'hui. Sans être exhaustifs, nous voudrions souligner ici quatre dimensions : une communauté en mission, le rôle de la parole, les rites (célébration) et le service du frère.

Être une communauté en mission suppose que les membres de l'œuvre d'éducation (une école par exemple), en totalité ou en partie, soient conscients de former une communauté rassemblée et envoyée au nom du Christ et de la mission qui leur est confiée. Un projet pastoral d'établissement existe souvent, et c'est heureux, pour rappeler cette dimension globale et cette orientation. L'inscription dans une histoire, dans un réseau composé d'autres établissements et en référence à la tradition éducative d'un Institut avec ses figures identifiées et reconnues facilite également cette prise de conscience.

7. Vatican II, *Déclaration sur la liberté religieuse (Dignitatis humanae)*, n° 2.

Une communauté chrétienne vit de la Parole de Dieu qu'elle accueille et qu'elle annonce. Comment cela s'exprime-t-il en termes d'éducation ? Comme communauté « dans le monde », cela s'exprime déjà dans la capacité à tisser du lien dans la communauté éducative avec ceux qui, de l'incroyant à l'autrement croyant, en passant par toutes les nuances existant au sein des catholiques eux-mêmes, composent et font vivre le projet éducatif d'un établissement. Annoncer la Parole ne se fait pas toujours ou pas d'abord par le fait d'avoir ou non des temps de célébration et d'écoute objective et formalisée de la Bible. Si cette dimension n'est pas à exclure, nous y reviendrons, il est évident que pour l'éducateur chrétien son témoignage de fidélité à la Parole de Dieu se joue davantage dans la cohérence globale de sa vie, de l'harmonie entre paroles et actes, de sa capacité à travailler avec d'autres et dans sa relation ajustée envers les jeunes qui lui sont confiés... bien plus que dans sa capacité à citer des passages bibliques ! Préciser ce point revient à donner toute sa place et sa force à une parole incarnée dans les exigences du quotidien, ce qui n'empêche pas, mais au contraire encourage aussi à rester en capacité de ne pas clore le réel sur ce seul quotidien, mais invite à vivre celui-ci comme toujours ouvert à une dimension de transcendance, celle de son vis-à-vis qui, même proche, reste un mystère et celle de Dieu, lui aussi présent au cœur des rencontres, des décisions, d'un enseignement. En complément de cette expérience, des temps explicitement catéchétiques ont naturellement leur place dans ce qui doit être proposé à ceux qui le désirent comme service de la Parole.

Le rôle d'une célébration religieuse vient en relai de ces témoignages au quotidien pour révéler un peu plus le sens de ce qui se vit et s'exprime par l'œuvre d'éducation. Elle objective et rappelle la visée de l'œuvre, son origine, son actualité, tout en ouvrant sur bien plus large qu'elle. Une célébration (eucharistie, temps spirituel, prière) rend disponible également, dans un cadre propre et dans un mode de communication spécifique, un accès à la fois à l'intériorité de chacun et une ouverture à plus grand que soi... qui peut être une relation au Christ duquel se reçoivent et vers lequel convergent paroles et gestes. Parmi les types de célébrations à évoquer, mentionnons à un titre particulier les

sacrements de l'initiation chrétienne (baptême, eucharistie, éventuellement confirmation) qui signifient à la fois la dimension d'annonce du Christ comme attendue de toute communauté chrétienne et sa capacité à initier à la vie chrétienne, tant ses propres membres que d'autres personnes. Il convient de ne pas oublier ce que permet encore de vivre une célébration dans ce temps de crise qu'est une situation de deuil, que celui-ci concerne le décès d'un adulte ou d'un jeune d'un établissement.

Ce jour-là, c'est tout un chacun qui demande à être présent, tant il s'agit d'essayer de vivre au mieux un au revoir, la déchirure, l'angoisse... et chercher à se cramponner à du sens pour continuer de vivre. Or, pour cela, il faudra toujours du silence, de la présence, des mots et des signes. Tant mieux s'ils peuvent ouvrir à une espérance ! Si c'est le Christ qui rassemble, c'est lui aussi qui dans ces situations (et dans tant d'autres !) se manifeste à chacun de manières si diverses : chez l'un ce sera par la confession de son Nom, chez un autre par le don de la consolation, chez d'autres par l'expérience de la paix ou du pardon. La communauté éducative chrétienne a pour mission de rendre cela possible, elle n'a pas pour mission de compter ses troupes...

Enfin, la dimension de la charité effective, celle du service du frère et de la sœur n'est jamais à négliger. Il est, en effet, partout présent, du copain à côté de soi et avec lequel le jeune partage tant, à l'adulte envers qui se joue une relation hiérarchique, jusqu'au souci du délaissé et si souvent ignoré qui se trouve dans la rue. Combien de fois, l'expérience des services auprès de personnes en précarité ou à l'occasion d'un projet de solidarité dans un autre pays ne permet-elle pas enfin de faire éclater la bulle où se renferme le jeune ? Cela lui permet de découvrir d'autres que lui, de se découvrir capable d'agir pour les autres et de chercher plus de sens. Il n'y a pas de communauté chrétienne digne de ce nom sans l'expérience d'une fraternité (Jn 13, 34 ; 15, 12) et d'un service des pauvres (Jn 13, Mt 26, 31-46).

Quelle est la place de religieux, religieuses ou de prêtres dans tout cela ? Il est désormais loin le temps où l'encadrement des établissements d'éducation était assuré directement par les

religieux eux-mêmes. Aujourd'hui, leur contribution se manifeste le plus souvent sous la forme de formations et de collaborations avec des laïcs en situation de responsabilité et accompagnés dans le cadre d'une « tutelle »⁸. La tutelle a pour mission d'entretenir l'expression d'un charisme et d'une spiritualité afin de continuer à décliner concrètement l'œuvre éducative selon l'esprit reçu du fondateur et de la tradition vivante d'un Institut. Nul doute cependant que les situations de présence effective de religieux/ses dans le contact direct avec les jeunes et les adultes des établissements reste important : ils incarnent à leur manière une radicalité d'un choix de vie au service de Dieu et de leurs frères qui rappelle là encore et en quelque sorte récapitule symboliquement le sens même de la démarche éducative chrétienne. Les nombreux laïcs en responsabilité l'expriment souvent par ces mots : « nous avons besoin de vous ». Ce besoin n'est ni de l'ordre d'une compétence technique ou professionnelle ni d'une sécurité financière, elle exprime le désir de s'inspirer d'un charisme, d'en vivre et d'essayer de continuer à le transmettre. Cela interroge néanmoins les Instituts religieux sur les formations spécialisées qu'il est nécessaire d'envisager afin de prendre en compte cette nouvelle forme de présence désirée et cette nouvelle posture au sein des œuvres éducatives.

Trois réflexions en guise de conclusion...

En France, environ 2 millions d'enfants et de jeunes sont scolarisés dans des établissements privés catholiques, dont un tiers relèvent de structures congréganistes. Un record européen, rendu possible par le soutien financier apporté par l'État français depuis la célèbre loi Debré de 1958. Quelles sont les raisons d'un tel succès et d'une telle confiance dans une société qui se sécularise et se diversifie rapidement ? Plusieurs réponses à cela dans la bouche des parents : la qualité de l'enseignement, la prise en compte de la personnalité de l'élève, un cadre considéré comme rassurant et protecteur, la possibilité d'une reconnaissance de la dimension

8. Voir par exemple Bruno TESSIER et Thierry LAMBOLEY, « L'école catholique en France dans la dynamique missionnaire : la tutelle » (L'exemple de la tutelle congréganiste Ignace de Loyola – Éducation), revue *Lumen Vitae*, 2015/3, p. 301-315.

religieuse des familles (qu'elles soient catholiques ou non !). Plusieurs des éléments relevés recourent les repères que nous avons pris soin de rappeler. Nous y voyons le signe d'une pertinence éducative, qui s'enracine dans la démarche de foi.

Quid de la diversité religieuse ? Une part croissante des jeunes des établissements catholiques ne sont pas eux-mêmes catholiques, pouvant être de religion musulmane, sans religion ou d'autres appartenances confessionnelles. Ce processus s'est intensifié depuis la loi d'interdiction des « signes religieux ostentatoires » de 2004 et du contexte tendu qui resurgit périodiquement en matière scolaire lorsqu'il est question de la place de la dimension religieuse à l'école. La réaction, au nom d'une certaine compréhension de la laïcité, de durcir les législations pour exclure des écoles publiques la composante religieuse des élèves n'est évidemment pas cohérent avec la vision éducative que nous avons déployée, car elle ne prend pas « les jeunes tels qu'ils sont », c'est-à-dire dans leur globalité, leurs communautés d'appartenances, leurs richesses culturelles et leur singularité.

Enfin il n'est pas possible de clore cette réflexion sans rappeler que l'immense majorité des initiatives d'ouvertures d'œuvres éducatives par les congrégations religieuses furent décidées suite à l'expérience d'un appel, d'un besoin, d'un « coup de cœur ». Un fondateur ou une fondatrice a un jour senti la nécessité de s'occuper des jeunes analphabètes, sans formation, sans emploi, sans protection... en leur consacrant sa vie dans une confiance téméraire en la Providence. De nouvelles pauvretés émergent et d'anciennes perdurent : arrivées de MNA (migrants non accompagnés et mineurs), enfants en situation de rue, jeunes marqués par divers handicaps... Ces visages-là ne sont-ils pas, comme ceux d'autrefois, le reflet meurtri du Christ ? À n'en pas douter des chemins nouveaux sont à inventer et à parcourir...

Marc BOTZUNG

Réseaux sociaux numériques

***Pour un usage responsable
dans les milieux scolaires et universitaires***

Francis BARBEY

Prêtre du diocèse de San-Pedro en Côte d'Ivoire, Francis Barbey est ancien président de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO) au Togo. Il est spécialiste de l'éducation aux médias et à la communication.

Le développement des nouveaux moyens et espaces de communication, comme les réseaux sociaux, signe et expression symbolique de notre société de progrès, et dont les jeunes sont les utilisateurs assidus, suscite à la fois admiration et crainte. Les discours, dans leurs formes extrêmes, opposent les prophético-messianiques pour qui ces nouveaux médias inaugurent l'ère de la nouvelle Jérusalem ; et les sceptico-dénonciateurs qui reprochent à ces outils de répandre des valeurs de perversion sociale et de détruire la relation humaine dans sa forme physique. Entre les deux positions, il y a sûrement de la place pour un discours qui appelle, comme le pape Jean-Paul II, à la liberté responsable de l'humanité¹.

1. Pape Jean-Paul II, *Message*, 10 mai 1981.

Dans cette contribution, nous nous inscrivons essentiellement dans la perspective de la communication sociale, définie comme un « système de pensée et d'action qui cherche à promouvoir la personne humaine prise individuellement ou collectivement, en tant que sujet, autant qu'objet de la communication »². Il s'agit d'analyser le phénomène des usages des nouveaux médias chez les jeunes en particulier, en mettant en relief, au-delà d'une approche communicationnelle axée sur la relation interpersonnelle, un contexte d'interaction plus élargi pour en faire une interprétation sociale, tant il est vrai que toute relation qui s'établit, même entre deux individus, est toujours une relation sociale³.

Notre démarche d'analyse va donc insister sur le construit social, comme le résultat de l'interaction entre l'innovation technique et la demande sociale, en mettant en avant la question de l'éducation aux médias numériques comme le lieu de l'apprentissage d'usages humains qui soient porteurs de valeurs d'humanité et facteurs du progrès de la communauté humaine.

Les nouveaux usages médiatiques des jeunes

Le développement du numérique et les technologies qui en sont issues occupent une place importante dans le quotidien et les pratiques médiatiques des jeunes. La rapidité de propagation que permettent ces technologies numériques induit une certaine obsession de communication chez les jeunes, qui entretiennent une communication participative, même si elle reste parfois réduite à l'auto-expression. Ils s'emparent des dispositifs techniques innovants qu'ils apprivoisent et adaptent à leurs différents besoins⁴. Il se crée

2. Hervé COLLET, *Communiquer ; pourquoi, comment ? Le guide de la communication sociale*, Paris, CRIDEC éd., 2004, p. 102.

3. Cf. Michel de CERTEAU, *L'invention du quotidien. Les arts de faire*, Paris, Folio essais, 1990.

4. Dominique PASQUIER, *Cultures lycéennes : la tyrannie de la majorité*, Paris, Éd. Autrement / Mutations, 2005, p. 116.

alors de nouvelles formes de sociabilité et d'expression juvénile, à la fois collectives et interpersonnelles, qui influencent parfois la façon dont les identités se créent au sein de ces espaces et de la société⁵.

Les cercles et réseaux amicaux ainsi que les modèles diffusés par les écrans (la télévision et Internet) apparaissent comme étant importants dans la construction identitaire des jeunes. Ces derniers ayant tendance à s'assimiler à d'autres jeunes ou célébrités de leur âge.

Les jeunes connectés aux outils numériques les utilisent pour partager des souvenirs (vidéos, photos, textes), écouter de la musique, etc. Ces espaces numériques servent à valoriser leurs productions, leur propre éthos, mais aussi celui de leurs relations. Dans leur majorité, les productions et les consommations des jeunes ne sont « ni académiques, ni éducatives, ni même vaguement liées à leur apprentissage scolaire »⁶.

L'émergence des technologies numériques et la généralisation de leur usage modifient le rapport à l'information, mais aussi au savoir, au savoir-faire et au savoir-être, en même temps qu'elles renforcent et ouvrent de nouveaux accès à une multitude de canaux et de contenus de façon ininterrompue. Il faut sans doute remarquer que l'image du jeune,

chercheur d'information responsable et efficace, contraste assez violemment avec la manière dont la plupart des jeunes utilisent la technologie, puisqu'il s'agit essentiellement d'accéder à des contenus divertissants ou de discuter avec des amis, ou encore de jouer à des jeux en ligne⁷.

5. Cf. Laurence CORROY, *Les jeunes et les médias. Les raisons du succès*, Paris, Vuibert, 2008.

6. Letizia CARONIA, « Les racines culturelles de la connaissance vs les mythes sous-jacents au virage numérique dans l'enseignement », in EUROMEDUC, *L'éducation aux médias en Europe. Controverses, défis et perspectives*, Bruxelles, p. 33.

7. Letizia CARONIA, « Les racines culturelles de la connaissance vs les mythes sous-jacents au virage numérique dans l'enseignement », p. 32-33.

Les réseaux sociaux sont devenus aussi des journaux intimes et des lieux d'exposition de soi, où l'on placarde toutes sortes de choses, comme on le ferait avec des posters sur les murs de sa chambre. Ces espaces deviennent des lieux d'expression et de diffusion de sa pensée, de sa culture, de son « soi ». Toute chose qui rassure sur la pérennisation des échanges, mais pas sur la validité morale des contenus échangés. De plus en plus, la notion de réseau semble prendre le pas sur celle de communauté.

Dans ces usages, il convient de signaler des risques de rupture de frontières entre le privé et le public, de pratiques déviationnistes et de rencontres imprévues, liés à cette surcharge informationnelle quotidienne sur lesquels certains spécialistes attirent l'attention⁸. Au-delà des mesures de régulation qui peuvent être mises en avant, la priorité est « d'informer et d'éduquer sans relâche, plutôt que de légiférer »⁹.

Éducation aux médias numériques : Vers un usage responsable des réseaux sociaux

L'un des enjeux pédagogiques de l'éducation aux médias numériques est de former des cyber-citoyens responsables à l'égard de leur consommation numérique, de leur pratique professionnelle et dans leur rapport avec la société. Le premier niveau de formation « responsabilisante » est la connaissance du fonctionnement des réseaux et la capacité à manipuler de façon adéquate les équipements nécessaires et les interfaces proposés. Si dans une certaine mesure la « bonne » utilisation des médias numériques est fondamentale, il ne faut pas oublier les dangers potentiels, non pas liés à l'outil en lui-même, mais aux usages qui en sont faits.

8. Cf. Serge TISSERON, *L'intimité surexposée*, Paris, Hachette Littératures, 2002, p. 95.

9. Viviane REDING, *Éducation aux médias : sait-on vraiment utiliser au mieux les blogs, les moteurs de recherche et la télévision interactive ?* http://europa.eu/rapid/press-release_IP-07_1970_fr.htm?locale=fr, 2007.

La tricherie à l'école, la cyber-délinquance, la cybercriminalité, l'arnaque en ligne, l'usurpation d'identité, la cyber-intimidation, le *happy slapping*, le *e-bullying*, etc. en sont des exemples. Il s'agit pour les formateurs d'ouvrir les apprenants aux logiques de production et aux effets réels, aux idéologies qui se terrent derrière les contenus et aux représentations qui sont mises en scène, et qui, bien souvent, se positionnent comme une évidence.

Loin d'être le seul moyen de prévention, l'éducation aux médias numériques n'est pas d'un apport négligeable dans la formation des jeunes. Il s'agit de les préparer à la complexité de la vie à l'ère des technologies numériques, ce qui sous-tend de les éduquer à être des citoyens numériques intègres, respectueux des espaces virtuels auxquels ils sont confrontés : les leurs et ceux des autres. Ainsi, l'éducation aux médias numériques inclut un éventail d'«éducation à» dont : éducation à Internet, éducation à la citoyenneté et à la démocratie, éducation à la sécurisation des données, éducation à la protection de la vie privée, éducation aux questions relatives au droit d'auteur, etc.

La propagation des technologies issues du numérique et la multiplication des plates-formes Internet constituent un nouveau challenge pour l'école. Aujourd'hui, Internet et les réseaux sociaux rassemblent plus un monde issu de toutes classes et de toutes professions que n'importe quel autre espace socio-relational ou socio-communicationnel. Cela est une raison suffisante pour que l'école soit concernée et ouvre ses portes à ces dispositifs.

L'éducation des jeunes aux médias numériques doit prendre en considération la façon dont les sujets et leurs actions existent, se matérialisent, se transforment et se repositionnent au sein des espaces numériques. Avec les technologies numériques, la distanciation critique et l'analyse des messages ne suffisent plus. Ces dispositifs obligent sans cesse à travailler sa propre expressivité, sa propre manière d'exister virtuellement. Car, les jeunes publient généralement des informations centrées sur eux-mêmes (photos fêtardes,

suggestives, familiales, commentaires, etc.). Ils sont dans une « googlelisation de l'estime de soi »¹⁰.

Ce qu'ils ignorent, c'est que « la mondialisation de l'information rend le monde tout petit, mais dangereux. [...] L'autre, hier, était indifférent, mais éloigné. Aujourd'hui, il est tout aussi indifférent, mais omniprésent »¹¹. Ils n'ont pas la pleine mesure de l'atemporalité d'Internet et du caractère public qu'ils donnent aux informations qu'ils diffusent par le canal des messageries instantanées, sur les sites ou applications tels que *Viber, Skype, Whatsapp*.

Il y va de leur maîtrise et de la gestion de leur E-réputation, c'est-à-dire de l'affirmation de leur présence numérique et du contrôle de l'exercice de leur popularité, de sorte à atténuer les bruits parasites défavorables, éventuellement générés par d'autres internautes. Il s'agit dans cette éducation de rapprocher progressivement les jeunes des choses qui finalement les mettent en scène de manière moins compliquée à assumer.

Les activités des jeunes sur Internet ou autres dispositifs numériques quand il est question des jeux en ligne, des discussions entre amis, etc., ne demandent pas de compétences particulières. Mais, lorsque les usages juvéniles doivent se tourner vers d'autres enjeux tels que l'insertion sociale et professionnelle, la démocratie et l'expression de sa (cyber) citoyenneté, ou encore la protection de sa vie privée entre autres, l'intérêt de la pratique de l'éducation aux médias numériques prend tout son sens. Car, l'ère numérique induit aussi des accélérations de comportements et de changements, qui déplacent certaines valeurs de la communication et de l'information et en font émerger d'autres, comme l'intelligence collaborative distribuée¹².

10. Serge TISSERON, *L'intimité surexposée*, Paris, Hachette Littératures, 2002, p. 95.

11. Dominique WOLTON, *L'autre mondialisation*, Paris, Flammarion, 2004, p. 9.

12. Divina MEIGS-FRAU, *La radicalité de la culture de l'information à l'ère cybériste*, <http://www.ina-expert.com/e-dossier-de-l-audiovisuel-l-education-aux-cultures-de-l-information/la-radicalite-de-la-culture-de-l-information-a-l-ere-cyberiste.html>. 2012.

En effet, les médias numériques encore plus interactifs offrent la possibilité de s'adresser à un vaste public et d'interagir, en faisant évoluer les pratiques communicationnelles et informationnelles au rythme de leur développement.

L'évolution des technologies numériques va de pair avec le développement de nouvelles compétences, attitudes et aptitudes par les jeunes utilisateurs. Ces « arts de faire »¹³, qui agrandissent la sphère de « compétences » juvéniles, doivent être peaufinés à travers des apprentissages pointus et spécifiques. De nouvelles compétences pour communiquer avec les autres (tweets, publications sur Facebook...) et pour se documenter (trier des informations, en évaluer la pertinence, les interpréter) doivent être enseignées.

Les questions liées à la création (qui crée les médias ? Quels sont les objectifs), aux représentations (comment les médias représentent-ils le monde ? Comment créent-ils du sens ?) et au fonctionnement (comment les médias fonctionnent-ils ? Comment l'industrie est-elle organisée) ne doivent pas être écartées. Il est nécessaire de favoriser la mise en place d'un référentiel de compétences dans le cadre d'une éducation aux médias numériques dans les instituts scolaires qui favoriseront chez les apprenants à la fois la pensée convergente et la pensée divergente.

Conclusion

En considérant ce qu'il est convenu d'appeler « la non-transparence des médias », il y a lieu de noter que chaque nouveau média, chaque nouvelle technologie ouvre une réflexion sur ce qui se réinvente, sur ce qui est en jeu d'un point de vue éducatif, social, politique et économique. Les technologies déterminent, il est vrai, de nouveaux imaginaires sociaux.

13. Michel de CERTEAU, *L'invention du quotidien. Les arts de faire*, Paris, Folio essais, 1990.

C'est pourquoi, lorsqu'une nouvelle technologie s'installe, alimentée par de nombreuses innovations techniques, il semble important d'interroger ces technologies, leurs usages, les conditions de leur fabrication, les conditions de leurs réceptions et leur place dans les représentations que nous faisons du monde.

Cela pose à nos sociétés des questions importantes, dans la façon dont elles souhaitent exister. Car, toute pratique de communication sociale doit non seulement répondre aux exigences réelles de l'« assemblage de la société »¹⁴, mais elle doit également aider au développement éthique des « interactions communicatives » qui engagent chaque acteur. Dans cette approche socio-communicationnelle et éducationnelle, il est bien évident que le développement technologique ne suffit pas, à lui seul, à légitimer des pratiques sociales qui procèdent d'un imaginaire et d'une démarche d'appropriation objective.

La question d'un usage responsable des réseaux sociaux n'est pas liée à la technologie, mais au modèle de société dans lequel nous souhaitons vivre pour promouvoir des savoirs, des savoir-faire, des savoir-être et des savoir-vivre au service du progrès de la communauté humaine. D'où la nécessité de l'éducation aux médias numériques¹⁵.

Francis BARBEY

14. Louis QUÉRÉ, « Sociabilité et interactions sociales », *Réseaux*, 29, Paris, Puce/Cnet/Cnrs, 1988, p. 77.

15. Cf. Francis BARBEY, *L'éducation aux médias. De l'ambiguïté du concept aux défis d'une pratique éducative*, Paris, Publibook, 2010. Voir aussi Marie-Christine LIPANI-VAISSADE, « Médias, dispositifs et communautés juvéniles : libres antennes, forums, espaces sonores en ligne, blogs et SMS », in Laurence CORROY (dir.), *Jeunes et médias les raisons du succès*, Paris, Vuibert/INA/CLEMI, 2008.

L'Église au Liban, Signe d'espérance ?

Gabriel HACHEM

Prêtre melkite, Gabriel Hachem est professeur de dogmatique et d'œcuménisme à la Faculté Pontificale de Théologie à l'Université Saint-Esprit de Kaslik (USEK). Il est également Rédacteur en Chef de la revue œcuménique Proche-Orient Chrétien à l'Université Saint-Joseph (USJ). Il est membre de la Commission Théologique Internationale (CTI).

Depuis l'explosion fatale du 4 août 2020 au port de Beyrouth, le Liban est de nouveau au cœur de l'actualité internationale. Ce petit pays avait déjà été secoué par de multiples crises bien avant l'explosion et la pandémie Covid-19. Depuis les accords de Taëf (Arabie Saoudite — 1990) qui ont marqué la fin de la guerre civile (1975-1990), le Liban est géré par des partis politiques impliqués dans le conflit. Les frais de la reconstruction et la corruption qui a sévi dès lors ont entraîné le pays dans un surendettement impressionnant. Aujourd'hui, l'état libanais est endetté à hauteur de 150 % du PIB. Les ressources sont épuisées, l'économie est à bout et l'industrie est en faillite. Le tourisme n'a jamais pu se remettre malgré quelques moments euphoriques et voilà enfin que le système financier et bancaire s'est écroulé, car l'État se trouve incapable de payer sa dette et de respecter les échéances de ses engagements. Les gens paniquent et s'inquiètent pour leur argent bloqué dans les banques et pour leur vie. Ils se sont révoltés depuis le 17 octobre 2019. Leur révolution

dans la rue a entraîné la chute du gouvernement dit d'entente nationale. Le pays est sans gouvernement depuis un an et la crise continue à battre son plein. L'horizon semble sombre et l'avenir plus qu'incertain. Récemment, la Covid-19 a fait des ravages et à l'heure de la rédaction de cet article, tout le pays est en état d'urgence et de confinement total. Les équipements médicaux et les médicaments manquent ; les centres hospitaliers sont saturés.

Une crise profonde a donc affecté tous les domaines au Liban : constitutionnel et politique, social, économique et monétaire, humanitaire, pédagogique et même religieux. Le pays semble au bord du gouffre et le découragement est maître à bord. En effet, dans cette situation critique et complexe, gangrénée par la corruption, la population est abandonnée à son propre sort.

Les Libanais ne songent qu'à partir et recommencer leur vie ailleurs afin d'assurer un meilleur avenir à leurs enfants. L'Église, qui a joué un rôle important dans l'histoire et la configuration de ce pays, se trouve elle-même confrontée à une multiplicité d'enjeux et de défis majeurs. Le présent article offre un survol de la situation actuelle de l'Église au Liban et expose les défis majeurs auxquels elle doit faire face aujourd'hui et dans l'avenir.

La situation de l'Église au Liban

La chrétienté au Liban est diverse et comprend plus de quinze Églises et communautés : catholiques, orthodoxes, protestantes et évangéliques qui devraient faire face à des défis communs. Telle est la figure de l'Église au Liban. Le 7 septembre 1989, dans sa lettre apostolique sur la situation, le pape Jean-Paul II disait de ce pays : « Le Liban est plus qu'un pays : c'est un message de liberté et un exemple de pluralisme pour l'Orient comme pour l'Occident ». Contrairement aux autres pays du Moyen-Orient où les chrétiens sont une minorité jouissant de quelques droits (et privilèges octroyés par les régimes, au-delà de ce qui est prescrit dans les Constitutions), le statut de l'Église au Liban est particulier. En effet, les chrétiens y sont des partenaires à part entière et jouissent d'une totale liberté d'action.

Faut-il le rappeler, le rôle de l'Église a été déterminant dans l'histoire et la configuration de l'état libanais surtout depuis la déclaration du « Grand Liban » en 1920 sous le mandat français. Les institutions ecclésiastiques interviennent dans les domaines socio-médical, éducatif et économique ainsi que dans les institutions publiques. Ceci est lié au système communautaire de confessions (Millets) hérité de l'Empire ottoman et au rayonnement des missions occidentales qui ont amplement contribué à l'essor de ce pays et à son développement avant la guerre civile (1975-1990).

Aujourd'hui, ces institutions se trouvent aussi en difficulté financière à cause de la crise multiforme et d'une mauvaise gestion depuis la fin des violences en 1990. Ces institutions comptent en grande partie sur l'aide des émigrés et sur la générosité des associations caritatives des Églises et Organisations occidentales.

Malgré la mobilisation des institutions ecclésiales pour subvenir aux besoins des citoyens au cours des multiples guerres et crises, survenues depuis la création de l'état israélien et la défaite palestinienne en 1948, il s'avère qu'elles ne pourront jamais se substituer à l'État ni assumer ses responsabilités. L'Église a également joué un rôle qu'on pourrait qualifier de diplomatique auprès des Institutions et Organisations internationales pour défendre la cause libanaise, ainsi qu'auprès du Vatican et des organisations œcuméniques tel le Conseil Mondial des Églises (COE)...

De ce fait, les patriarches, chefs de leurs Églises respectives, avec les instances musulmanes, ne sont pas considérés seulement comme une référence spirituelle et morale, mais aussi comme l'autorité suprême de leurs communautés confessionnelles (Ta'ifa). L'Église est un passage obligé pour l'accueil des grands changements ou événements au sein de la communauté chrétienne. Il est toutefois important de signaler que l'Église maronite, la communauté chrétienne la plus importante, est considérée comme le porte-parole des autres Églises devant l'État et auprès de la communauté internationale.

Les défis de l'Église au Liban

Le défi politique

La guerre civile a ruiné le pays et l'allégeance des partis politiques de type communautariste et confessionnel aux puissances étrangères, tant régionales qu'internationales, a ébranlé l'entente entre Libanais et a mis à mal leur pacte national et le modèle de coexistence. Les partis chrétiens sont divisés entre eux et leurs querelles intestines ont affaibli le rôle de l'Église et ont contribué à l'impasse actuelle. L'Église a toujours tenté de réunir les chefs des partis autour d'une même table, mais elle n'a jamais réussi à les convaincre de cesser leur hostilité ou concurrence pour collaborer au bien commun du pays. Ils prétendent obéir à l'Église, mais en fait, ils ne recherchent que l'intérêt politique et financier de leurs partisans. Depuis quelques mois, le patriarche maronite Raï réclame à voix haute le rétablissement de la neutralité du pays pour le protéger contre les interférences des puissances régionales et internationales dans ses affaires.

Les répercussions de la question palestinienne (plus de 400 000 réfugiés encore au Liban !), de la guerre en Iraq et en Syrie, de la tentative d'imposition de l'hégémonie iranienne, israélienne, saoudienne et turque... ainsi que de la politique américaine, russe et européenne sont considérables. Récemment, l'enjeu pétrolier à l'est de la Méditerranée a de nouveau attisé les conflits. Il est donc clair que la position du Patriarche est un appel au secours qui exprime la volonté de l'Église de protéger la liberté et le modèle de convivialité libanais au-delà des enjeux politiques. Quel serait le rôle de l'Église dans la recherche d'une nouvelle Constitution et d'un nouveau pacte national dans les circonstances susmentionnées ?

Le défi humain et social

L'Église est pleinement engagée dans la vie socio-politique et dans les enjeux économiques du pays. Au cours des dernières décades, elle a développé ses centres universitaires et ses instituts de forma-

tion et a également promu les établissements éducatifs et scolaires, ainsi que les centres hospitaliers de type universitaire. Le rôle de ces institutions ecclésiastiques, mises au service du peuple, s'est avéré de première importance au cours de la guerre civile et dans les décades suivantes, vu la détérioration des institutions publiques. De plus, à plusieurs reprises, les chrétiens libanais ont été victimes de déplacement (en 1983, des centaines de milliers de chrétiens ont été déplacés par les armées du Sud, du Chouf, du Metn... au lendemain du retrait imprévu de l'armée israélienne de la Montagne) et leurs villes, villages et quartiers ont été détruits lors de bombardements ou d'explosions, dont la dernière en date celle produite au port de Beyrouth l'été dernier. Comme les institutions publiques sont incapables d'assumer leur responsabilité à cause de l'excès de la corruption et de l'incompétence, la solidarité et la sollicitude internationales mettent leur confiance de préférence dans les ONG et dans les organisations ecclésiastiques, estimées plus fiables. À son tour, l'Église s'est toujours entièrement mobilisée pour secourir et assister la population désespérée et affligée.

Toutefois, les moyens de subvenir aux besoins socio-médicaux et humains, dans la situation actuelle, ne sont plus assurés. L'Église semble alors impuissante face au cumul de crises et à l'hémorragie de l'émigration. Le Liban ne survivra que grâce à la solidarité de ses citoyens et à l'aide internationale, car la classe politique a gaspillé les ressources et détourné les fonds. Comment résoudre alors les problèmes des institutions ecclésiastiques en difficulté et où trouver alors les ressources nécessaires à la survie de tout un peuple ?

Le défi religieux :

Renouveau et entretien de la foi

La situation du pays interpelle les Libanais dans leur foi. Face à la gravité de l'impasse actuelle, le découragement des fidèles les a enrôlés parfois dans un mouvement de religiosité qui l'emporte souvent sur la piété saine. L'effervescence de nouvelles communautés, dont les adhérents se comptent par milliers, défavorise la liturgie et nuit à la vie pastorale. Nombreux sont les

mouvements traditionalistes qui dénoncent le péché de la société. Ils recourent à des rassemblements populaires fondés sur l'intervention magique des saints en leur faveur.

Hélas, la religiosité et le pseudo-mysticisme ont atteint un paroxysme redoutable, car l'appel à la prière est souvent associé à l'image d'un Dieu Juge qui vient punir son peuple pour son péché. Malgré tous les efforts déployés par des théologiens engagés, ce mouvement populaire, très présent au Liban et en Orient en général, ne cesse de gagner du terrain devant l'appel au discernement éclairé par une démarche de foi profonde.

Il faut rappeler aussi que la piété religieuse a été atteinte au plus profond par l'interdiction des messes et des activités pastorales en plein carême, moment privilégié de prières, de processions et de célébrations. La Pâque, grande fête en Orient, n'a pas été célébrée cette année dans les églises. Comment remédier à ce genre de comportements et éduquer à la foi de l'Église et au discernement de la volonté de Dieu ?

La Covid-19 a imposé la fermeture des lieux de culte pendant des mois. L'Église se trouve, parfois démunie, face aux défis du numérique et des moyens de communication sociale, face à la substitution virtuelle des assemblées liturgiques en présence, qui incarnent le rassemblement du Peuple de Dieu en route vers le Royaume.

À ces défis s'ajoute enfin l'enjeu de mener une réflexion sérieuse sur l'avenir de la présence chrétienne au Liban et dans tout le Moyen-Orient, dont les grands titres porteraient sur la réforme souhaitée des institutions ecclésiastiques, le renouveau du discours théologique, la formation adaptée des futurs prêtres et de l'ensemble du Peuple de Dieu, le rôle des communautés religieuses... En fait, l'adaptation de l'annonce de l'Évangile au contexte humain, culturel, religieux et géopolitique, dans une région où l'islam est majoritaire et diversifié, constitue le premier défi de l'Église. Comment peut-elle répondre aux interrogations d'un peuple désespéré et ranimer en lui la flamme de l'espérance ?

Le défi de l'œcuménisme et de l'interreligieux

Depuis 1974, toutes les Églises historiques du Moyen-Orient ont créé leur Conseil appelé *Middle East Council of Churches* (MECC). Elles s'y rencontrent pour approfondir leur connaissance mutuelle et apprendre à collaborer et à préserver la présence chrétienne dans la région. Un esprit œcuménique règne entre elles et beaucoup de fruits ont été récoltés dans tous les domaines. Même si l'œuvre des Églises reste en deçà des aspirations et des attentes œcuméniques, le MECC constitue le seul forum et « le lieu synodal » qui exprime la communion, quoiqu'imparfaite, entre elles. Cette organisation a aussi besoin d'être réformée et réadaptée selon le nouveau contexte géopolitique après tant de guerres et de changement dans la majorité des pays de la région. Le défi le plus urgent à relever est celui de la possibilité de collaboration dans les domaines du social, de l'éducation, de la formation théologique et du renouveau pastoral espéré. L'Église du Liban, grâce à l'excellence de ses institutions, la liberté dont elle jouit et ses liens avec les Églises du monde, peut jouer un rôle œcuménique éminent et contribuer à promouvoir la présence chrétienne au Moyen-Orient.

De plus, le Liban est un modèle de convivialité entre chrétiens et musulmans. Une longue histoire commune témoigne d'expériences communes heureuses et dans le même temps, de conflits et de mésentente. Si la guerre civile a brisé le mythe de cette convivialité, en prenant à un certain moment l'aspect d'une guerre de religions, la réconciliation et la convivialité se sont de plus en plus consolidées depuis la fin des hostilités violentes. Les Libanais doivent réapprendre à vivre tous ensemble en paix et dans la concorde nationale.

Le moment est venu d'établir un nouveau pacte social et national qui sera purifié de l'esprit confessionnel étroit et ouvert à la charte des droits de l'homme. Un modèle de « citoyenneté inclusive » de tous les Libanais, indépendamment de leur identité religieuse, philosophique, culturelle ou autre, est recherché par des institutions religieuses et civiles.

Comment l'Église peut-elle aider à redéfinir la relation des communautés confessionnelles à l'État pour promouvoir la culture de la citoyenneté adaptée au contexte national et pour établir un État de droit où la dignité de chaque personne humaine est respectée, sans jamais porter atteinte à la valeur suprême de la liberté ?

Perspectives d'avenir

L'Église en tant que communauté eschatologique est le signe du Royaume. Elle montre le chemin à ses fidèles et les conduit à la communion trinitaire, avec le Père, par le Christ, dans la force de l'Esprit Saint. Il est aujourd'hui difficile de tenir un discours spirituel purifié de toute illusion magique, à l'heure où le peuple libanais plonge dans l'obscurité de l'impasse. Comme d'habitude, les pauvres et les démunis sont les premières victimes.

Prêcher le Royaume consiste à leur annoncer la Bonne Nouvelle, à savoir que Dieu chemine avec eux, écoute leurs cris de détresse et ne les abandonne jamais. L'Église, sacrement du Christ, signe visible de son amour et de sa miséricorde, a la charge de se tenir auprès d'eux et de les consoler.

Heureusement, dans ces moments critiques de l'histoire libanaise, une solidarité fraternelle s'est développée dans les paroisses et les diocèses. Toutes les associations de l'Église sont mobilisées et leur action soulage beaucoup de personnes affectées. La mission de l'Église pourrait être décrite dans ses objectifs :

- Secourir la population et assurer sa survie en appelant à la solidarité et à la fraternité. L'Église est signe concret de l'amour de Dieu et c'est le moment de le manifester ;

- Offrir un modèle de fraternité humaine au-delà de toute discrimination ou appartenance. Cette ouverture à toutes les personnes est le signe vivant de l'appel universel de Dieu ;

- Œuvrer auprès des instances et organisations internationales pour assurer la neutralité du pays et l'entraide internationale ;

– Inciter les partis politiques à la réforme des rouages de l'État et à la renaissance de la vie démocratique en vue de préserver la liberté, la dignité et les droits de tous les citoyens, ainsi que de tous ceux qui vivent sur le sol libanais : immigrés, réfugiés palestiniens et déplacés irakiens ou syriens.

Lueur d'espérance

La révolution et la Covid-19 ont contribué, en quelque sorte, à lever beaucoup de barrières et à éliminer certaines discriminations pour renforcer l'unité du peuple. Il est désormais évident que le Liban est en train de changer de configuration et que l'icône de l'Église libanaise, elle aussi, change de couleurs... Malgré le découragement général, les Libanais ne désespèrent pas, car ils ont connu tant de guerres et d'épreuves dans leur histoire. Leur foi est le pilier sur lequel ils s'appuient en premier.

La légende du Phoenix, qui est la leur, les incite à redécouvrir en ce tournant les valeurs humaines et spirituelles, à prendre le temps pour déguster le goût de la fraternité, de la famille, de l'amitié, de la simplicité, de la joie innocente et de l'humilité. En ce moment de crise et de confinement, ils croient que la liberté sera mieux appréciée après les agressions et que la privation des célébrations liturgiques rendra leur foi plus solide ! Après la mort, la vie est mieux célébrée ! C'est leur espérance !

Gabriel HACHEM

Deux appels, deux promesses

Tel est bien l'enjeu de la relation éducative : surmonter l'inévitable conflictualité latente entre générations pour la convertir lentement en réciprocité, et construire dans cette réciprocité entre partenaires inégaux une véritable fraternité.

L'éducation est donc à la croisée de deux appels qui sont aussi deux promesses : l'appel que les jeunes adressent aux adultes, appel souvent implicite, est de conformer leur élan de vie, parfois affronté très tôt, en eux-mêmes et hors d'eux-mêmes, à des forces de mort, d'attester auprès d'eux que vivre est une belle aventure, que le bien est bon, que la vérité et la justice dont ils rêvent ne sont pas un idéal inaccessible. Mais aussi l'appel que les adultes adressent aux jeunes, pour ressourcer auprès d'eux le goût de la vie partagée et leur enjoindre d'habiter à leur tour le monde, d'en recueillir les héritages et d'y créer de nouvelles possibilités de vie.

Chaque âge est ainsi porteur d'une vérité sur l'homme qui le dépasse, mais à laquelle il ouvre un accès privilégié. Il ne faudrait pas que les pesanteurs sociologiques et le cloisonnement des réseaux sociaux isolent les uns des autres jeunes et adultes. La liberté humaine a besoin de leur dialogue pour mûrir tous ses fruits et exercer tous ses pouvoirs.

Le temps des jeunes nous dit les premières figures de cette liberté : la spontanéité du rire et l'élan du rêve, la joie de commencer, le goût du risque et de l'imprévu, l'alliance de l'optimisme et de l'inquiétude du cœur. Il dit aussi la double radicalité de l'indignation et de la générosité sans frontières, sans quoi s'étirole la liberté.

L'âge adulte déploie quant à lui d'autres facettes de cette liberté : le possible devenu réel, la fidélité aux engagements pris, la résistance à l'usure des choses, l'inépuisable capacité de recommencer, la responsabilité qui assume le passé et anticipe l'avenir, la force mise au service de la faiblesse, la confiance maintenue tête haute à travers les épreuves.

Marguerite Léna, « L'appel éducateur »,
in Louis Lourme (dir.), *Éduquer, c'est-à-dire ?*
Paris, Bayard, 2019, p. 201-202.

Recensions

Ronald Charles, *The Silencing of Slaves in Early and Christian Texts*, London: Routledge, 2019, 290 p¹.

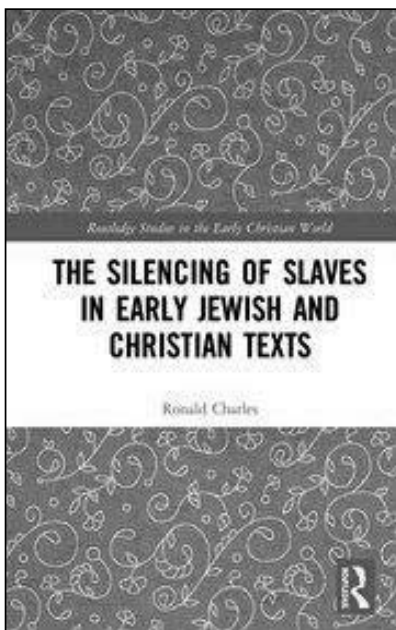
De par mon expérience, j'ai remarqué que l'érudition en sciences bibliques produit de bons résultats de deux manières : 1) soit en exploitant les découvertes des documents, inscriptions et autres évidences matérielles inédites ; 2) soit en posant de nouvelles questions sur des évidences souvent ignorées. De telles questions sont régulièrement suscitées par l'adaptation des méthodes interprétatives qui ont montré leur efficacité dans l'analyse et l'explication des données recueillies en dehors du domaine des études bibliques.

La méthodologie la plus récente adoptée par les biblistes est, sans doute, ce qu'on appelle les *subaltern studies*, une méthode développée par les universitaires en Inde et qui met l'accent sur la situation des Dalits (appelés aussi les « intouchables »), et des populations sans castes (Adivasis). Les universitaires spécialistes des *subaltern studies* en Inde ont développé une herméneutique qui s'efforce de transformer la vie humaine plutôt que de la comprendre, uniquement.

En Occident, cette méthode prolonge l'approche des analyses postcoloniales par l'insistance sur la réciprocité entre divers mécanismes de pouvoir et approches nécessaires pour l'exégèse des documents bibliques. Dans ce livre, Ronald Charles se joint à un nombre de plus en plus croissant de biblistes occidentaux, dont l'objectif est de lire les textes « par le bas » et de présenter les mythes qui ont utilisé les esclaves comme un élément culturel pour soutenir la complicité entre le pouvoir religieux et l'empire. Ils suppriment ainsi tous ceux qui n'ont jamais protesté.

1. La recension est traduite de l'anglais.

Pour ce faire, Charles cherche à « discerner quelques aspects des points de vue des anciens esclaves, à comprendre certaines de leurs préoccupations, et à utiliser les connaissances les concernant pour construire plus adéquatement le passé ». Il décrit cette approche comme une « lecture à contre-courant », et par là, il souhaite identifier les esclaves « sous la surface » et observer « les dynamiques du pouvoir sous-jacentes qui sont à l'œuvre ». Il affirme que la « lire à contre-courant c'est lire d'une manière différente des spécialistes modernes », au moins à cause du fait qu'ils « ne font pas attention à la présence, à l'absence, à la voix et à l'absence de voix des corps des esclaves à travers des textes spécifiques ». Il en est ainsi parce qu'ils « n'analysent pas comment les esclaves fonctionnent pour constituer leurs discours rhétoriques particuliers ». Charles « cherche à rendre visibles les esclaves, en les sortant du silence de certains textes spécifiques et de leur interprétation ».



Le chapitre 1^{er}, « Introduction » (p. 1-25), « pose la base théorique en soulignant comment les *subaltern studies* et, *inter alia*, les *post-colonial studies* (une résistance à la pratique coloniale et à ses maîtres-récits) peuvent nous aider à découvrir les archives enfouies au sujet desquelles l'on peut s'interroger sur la mise en silence des voix subalternes » (2). Pour les lecteurs qui trouvent cette approche si nouvelle, ce chapitre donne une présentation dans le tourbillon de l'historiographie subalterne et dans les récits historiques qui ont passé sous silence des aspects critiques du passé.

Le chapitre 2, « Les esclaves dans le Pseudépigraphe » (p. 26-65), traite des « différentes dynamiques sociales, politiques et littéraires, autour des esclaves comme personnages » dans ces documents, et de la manière dont « les esclaves sont représentés simplement comme corps » (2). Charles étudie profondément deux ouvrages de James Charlesworth, depuis les *Sibylline Oracles* en passant par les *Sentences* de Ménandre le Syriaque. À ma connaissance, il s'agit de la première analyse systématique de ces dix ouvrages, qui explore les différentes fonctions des esclaves à la fois en tant qu'êtres humains et *dramatis personae*.

Le chapitre 3, « Les esclaves et Paul » (p. 66-102), analyse trois cas dans les lettres pauliniennes où les esclaves ou les anciens esclaves sont mentionnés : les gens de chez Chloé en 1 Co 1, 11 ; Epaphrodite, l'esclave (affranchi) en Phil 2, 25-30 ; Onésime l'esclave, dans la lettre à Philémon. Charles cherche : à utiliser les « perspectives des

esclaves » pour « dévoiler les récits qu'on trouve dans et derrière ces textes pauliniens » ; à souligner les voix, les échos, et les silences des esclaves dans ces textes ; et à affirmer que « le langage rhétorique de Paul sert à établir sa propre position hiérarchique ». Comme illustration, Charles observe que, dans la plus brève des lettres de Paul, Onésime est un « sans-voix » ; il pense dès lors que ce silence de l'esclave « pourrait être interprété théologiquement comme le silence évocateur de Dieu et sa solidarité avec les marginalisés et les opprimés » (p. 87). Cette affirmation pourrait choquer certains lecteurs parce qu'elle insiste trop sur la perspective subalterne. Charles a certainement raison de regretter la manière dont cette lettre, ignorant la perspective d'Onésime, est devenue une justification pour la flagellation, la labellisation et le meurtre des esclaves, « un héritage historique traumatique sur lequel nous devons tous débattre » (88).

Le chapitre 4, « Les esclaves dans les Évangiles » (p. 103-131), met l'accent sur la femme esclave du grand prêtre (Jn 18, 17-26), et sur Malchus, l'esclave du grand prêtre qui a été frappé par un disciple de Jésus (Mt 26, 31). Ce chapitre entend démontrer que, en apportant une attention particulière aux « marginalisés et aux esclaves soumis au silence dans les textes évangéliques, on peut aisément déconstruire et reconstruire certaines conceptions et conclusions théologiques avancées par certains premiers penseurs sur le groupe des disciples de Jésus ». Par exemple, la voix de la femme esclave « est la seule voix audible des esclaves de tous les évangiles : peut-elle être une voix prophétique » protestant contre le traitement violent à l'encontre des esclaves (p. 122) ?

Le chapitre 5, « Les esclaves dans le livre des Actes des Apôtres », (135-165), aborde la question des deux femmes esclaves : Rodhe (12,13), membre de la maison-église de Marie ; et la jeune servante sans nom, possédée par un esprit de divination (16, 16) qui n'était pas membre de la communauté du Christ. Ces deux femmes sont des prophétesses, en contraste avec Lydie, une femme d'affaires libre (16, 14-15). Charles en conclut que l'objectif de Luc, en présentant un récit ordonné, « devient plus complexe et instable dès que nous nous concentrons sur la manière dont les femmes esclaves y sont présentées » (150) ; « Les thèmes en rapport avec les esclaves développés dans le livre des Actes des apôtres sont : la violence exercée contre les esclaves, les esclaves soumis au silence, les esclaves considérés comme un objectif théologique et socio-politique particulier, mais sans intérêt en tant que corps violents » (p. 228).

Le chapitre 6, « Les esclaves dans les récits des premiers martyrs chrétiens » (p. 166-192), donne d'abord un portrait contrasté de Félicité telle qu'elle apparaît dans la *Passion of Perpetual and Felicitas*, et « comment elle a été re-signifiée, ré-interprétée, et ré-imaginée dans les *Acta Perpetuae* ». Dans la *Passio*, « Félicité est présentée comme une

pure marchandise qui sert d'arrière-fond aux transformations et aux triomphes de Perpétue, même lorsqu'elle meurt ». À l'inverse, les *Acta* présentent Félicité comme « plus qu'un esclave-objet et victime de la violence de l'empire... et comme quelqu'un ayant des attaches familiales, une agence, et comme une personne courageuse, virile » (p. 229-230). Charles tire la conclusion que, pendant que les *Acta* peuvent, en effet, « être conçus comme documents de protestation contre ce qui a été perçu comme anormal ou impropre » (p. 177), « ils n'interrogent ni ne mettent en défi la position sociale des esclaves dans le christianisme au moment de leur composition » (p. 184). En revanche, les esclaves chrétiens décrits dans ces récits des martyrs « sont utilisés pour tirer des conclusions théologiques bien particulières ; il n'y a aucun intérêt à traiter des esclaves membres des groupes fidèles au Christ en tant que corps violentés ».

Le chapitre 7, « Les esclaves dans les *Acts of Andrew* » (p. 193-222), examine « comment l'action de penser avec les esclaves pourrait nous aider à comprendre la socio-rhétorique et la mise en silence » dans ce document. De façon particulière, l'abus et la mutilation subis par Euclie de la part de sa maîtresse chrétienne offrent à l'auteur un matériel pour atteindre « ses objectifs sociaux et théologiques ».

Au chapitre 8, « Conclusions » (p. 223-233), Charles présente avec clarté et force un résumé exemplaire de son livre. J'encourage le lecteur à lire ce chapitre d'abord pour saisir rapidement les raisons pour lesquelles cet ouvrage méritait d'être écrit. Le livre se conclut par une réponse engageante et difficile à la question de l'auteur : « Et alors ? » (p. 231-233).

En plus des notes abondantes à la fin de chaque chapitre, cet ouvrage comprend une bibliographie extraordinairement riche (p. 234-259) suivie d'un index de douze pages relatifs aux documents, aux thèmes et aux noms propres.

Certes, j'estime louable de chercher à donner « la voix » à ceux qui sont réduits au silence. Néanmoins, je n'ai pas perçu comment cet objectif peut être atteint en utilisant les données à notre disposition, y compris les brèves allusions et les références accessoires concernant les esclaves des Anciens (nous n'avons malheureusement que la voix d'Épictète, un ancien esclave et philosophe stoïcien, qui a écrit sur sa propre expérience d'esclave). Assurément, notre objectif scientifique peut et devrait être l'observation attentive (en résistant contre toute contrainte idéologique) des détails que nous procure toute discipline pertinente et une méthode applicable à des situations de vie et aux traitements des esclaves dans les récits que nous analysons.

Ainsi donc, je ne peux que me faire écho à l'appel urgent de Charles. Il invite les biblistes à prêter une grande attention aux fonctions littéraires et aux contextes historiques des sources que nous consultons et qui mentionnent les esclaves. Comme le livre le montre

si amplement, entrer dans cette démarche produit des résultats importants, du point de vue historique et théologique.

Ce travail de Charles est une contribution significative, avec des redondances convaincantes, quoique déjà signalées par d'autres. Certes, je discuterais volontiers des hypothèses et des conclusions de Charles, en particulier au chapitre 6. Néanmoins, je lui suis reconnaissant pour tout ce que j'ai appris de ce livre si riche et plein de détails. Je recommande vivement sa lecture attentive.

S. Scott Bartchy
University of California, Los Angeles

Luis MARTÍNEZ SAAVEDRA et Pierre SAUVAGE, *Le Pacte des catacombes. « Une Église pauvre pour les pauvres ». Un événement méconnu de Vatican II et ses conséquences*, Namur, Lessius, 2019, 294 p².

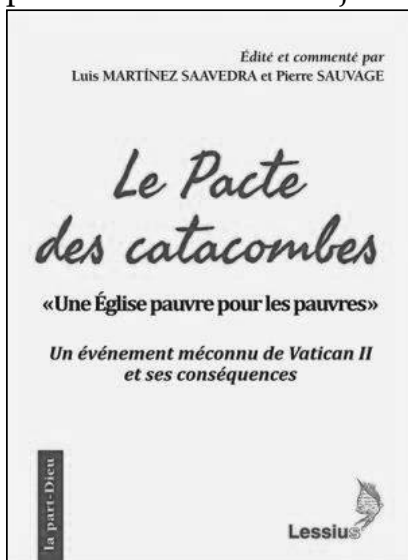
Le 16 novembre 1965, quelques jours avant la clôture du Concile Vatican II, un groupe d'évêques a signé un document court, mais prophétique, par lequel ils s'engageaient à renoncer à leurs privilèges, à servir les pauvres et à lutter pour la justice. Dans ce livre, Luis Martínez Saavedra, théologien, et Pierre Sauvage, historien, fournissent au lecteur une quantité impressionnante d'informations sur le processus qui a conduit à la signature du « Pacte des Catacombes » et sur son impact dans la vie de l'Église.

Dans le premier chapitre, Sauvage rend compte de manière détaillée des étapes qui ont conduit à la formulation et à la diffusion du Pacte des Catacombes. Son histoire est mise en lumière au fur et à mesure que nous sommes informés des initiatives prises par ses mentors, dont nous suivons la progression des discussions et la diffusion du contenu parmi les Pères du Concile. Sauvage a eu accès à une riche collection de documents inédits fournis par Charles-Marie Himmer, évêque de Tournai (Belgique), à l'Université catholique de Louvain. D'autres sources importantes sont la correspondance de Mgr Helder Camara (Brésil) et le magazine français *Informations catholiques internationales*. À

2. La recension est traduite de l'anglais.

partir de ces sources, Sauvage montre, presque semaine après semaine, comment le rêve d'un petit groupe est devenu un grand projet.

Le message radiophonique délivré par le pape Jean XXIII le 11 septembre 1962 est l'inspiration qui a déclenché tout le processus. Dans ce message, Jean XXIII parle d'une Église de tous, en particulier celle des pauvres. Certains participants au Concile venaient de pays très pauvres, et d'autres voulaient introduire de nouvelles façons d'entrer en relation avec le monde contemporain. Peu après l'ouverture du Concile, et suivant ces mots du Pape, Paul Gauthier, un prêtre français qui s'inspire de la spiritualité de Charles de Foucauld a fondé une fraternité à Nazareth. Il a demandé aux évêques Himmer et Georges Hakim d'organiser un groupe informel sur l'Église servante et pauvre. La première réunion a eu lieu le 26 octobre 1962 au Collège belge de Rome et 16 évêques y ont participé pour réfléchir sur le thème « Jésus, l'église et les pauvres ». Cette réunion est considérée comme le point de départ d'un parcours des Pères conciliaires qui ont voulu inscrire le sujet de la pauvreté à l'ordre du jour du Concile. Ils étaient conscients que l'Église



perdait les travailleurs et les pauvres. Pour cette raison, ils voulaient s'efforcer d'évangéliser les pauvres, de promouvoir la justice sociale et de réformer le style de vie des évêques. Lors des réunions suivantes, d'autres évêques se sont joints au groupe. La plupart de ses membres venaient de deux zones culturelles : les diocèses francophones et l'Amérique latine, profondément préoccupés par la situation de pauvreté, d'inégalité et de sous-développement qui touchait leurs populations.

Sauvage retrace le déroulement des travaux de ce groupe pendant quatre ans (1962-1965) à Rome et entre les sessions du Concile lorsque les évêques repartaient dans leurs diocèses. Que ce soit à Rome ou dans leur propre pays, ils étaient occupés à contacter les gens, à publier des textes, à organiser des débats pour rallier des partisans à leur cause. En 1963, ils ont décidé de se répartir en trois sous-groupes : théologie, pastorale, sociologie. L'idée était d'approfondir la théologie de la pauvreté et d'élaborer des propositions à intégrer dans les projets en cours de discussion au Concile. Leur contribution se reflète, par exemple, dans le numéro 8 de *Lumen gentium*.

Lors de la troisième session du Concile (1964), le groupe a produit deux motions : « Simplicité et pauvreté évangélique » et « Priorité à l'évangélisation des pauvres ». Ces motions exprimaient, entre autres, l'intention des évêques d'abandonner leur style de vie luxueux et de

renoncer à leurs titres solennels comme « Éminence, Monseigneur ou Excellence ». Environ 500 évêques les ont signées.

Les initiatives promues par ces évêques ont suscité une certaine opposition de la part de la Curie romaine. Il est également intéressant de noter que le pape Paul VI a eu, selon Sauvage, une attitude déconcertante. D'une part, dans l'aula du Concile, il évitait autant que possible de parler de l'Église des pauvres, mais à l'extérieur il avait des gestes d'une grande humilité et d'une dimension symbolique comme le renoncement à la tiare ou la visite d'un quartier pauvre de Rome.

De plus, si dans le discours de clôture du Concile, Paul VI n'a pas mentionné l'Église des pauvres, il a pris plus tard deux décisions importantes. Il a créé la Commission pontificale « Justice et Paix » qui, d'une certaine manière, répond à l'une des principales demandes du groupe « Jésus, l'Église et les pauvres » : la création d'un secrétariat chargé de traiter les problèmes du monde, en particulier la pauvreté dans le Tiers-Monde. Puis, en 1966, il publie l'encyclique *Populorum Progressio* sur le développement humain.

Dans les derniers jours du Concile, le groupe décide de s'engager devant Dieu dans une célébration fraternelle en un lieu discret. Ce fut le 16 novembre 1965 dans les catacombes de Domitilla. Tous les évêques invités qui ont pris part aux discussions au cours des quatre dernières années n'ont pas pu y participer en raison d'autres engagements importants dans la ville de Rome. Les organisateurs ont choisi de ne pas prendre de photos ni de faire de reportage. Ils voulaient mettre l'accent sur l'engagement personnel et éviter de donner l'impression qu'ils étaient meilleurs que les autres.

À cette occasion, le texte a été signé par 41 évêques. Les jours suivants, il a été distribué aux Pères conciliaires sans les noms des signataires, car le véritable objectif n'était pas d'ajouter des signatures, mais d'encourager la réflexion personnelle et de provoquer une libre adhésion. La plupart des 500 évêques qui, l'année précédente, avaient signé les deux motions ont également signé cet engagement solennel.

Sauvage consacre quelques pages à la manière dont cette initiative a été portée à la connaissance du public. Deux jours après la clôture du Concile, le journal parisien *Le Monde* rapporte qu'un groupe d'évêques s'est réuni régulièrement pour réfléchir sur l'Église des pauvres et qu'à la fin du Concile, ils ont pris une initiative publique qu'ils ont communiquée à tous et définie comme un « projet » considéré par eux comme un engagement solennel.

Peu de temps après, le magazine français *Informations catholiques internationales* a publié le document intitulé « Schéma XIV ». Dans les mois qui ont suivi, Helder Camara et Paul Gauthier ont joué un rôle clé dans la diffusion du Pacte, par le biais de conférences et d'écrits. Le « Plan XIV » a été appelé « Schéma XIV » pour combler un vide au sein du Concile et pour mettre en lumière la question de la pauvreté dans le

monde. Le Pacte des Catacombes est une expression plus tardive et a probablement été inventé par un journaliste (p.122). La vision prophétique du pacte a été décisive pour la réception de Vatican II en Amérique latine, qui a opté pour la théologie de la libération et l'option préférentielle pour les pauvres. Les conférences de Medellin (1968) et de Puebla (1979) témoignent de cet effort.

Cependant, en dehors de l'Amérique latine, la diffusion du pacte et sa mise en œuvre ont été lentes, voire inexistantes. En 2015, le Pacte des Catacombes a fêté son 50^e anniversaire. Cet événement a été une bonne occasion de revisiter le Pacte et de réentendre sa voix prophétique. Sauvage mentionne les célébrations qui ont eu lieu à Rome.

J'ai cependant deux observations. Contrairement à ce que dit l'auteur, l'évêque brésilien, José Maria Pires, l'un des signataires du Pacte encore en vie à l'époque, n'était pas présent. Il a envoyé un message vidéo aux participants du séminaire qui s'est déroulé à l'université Urbaniana. De même, le pape François n'était pas présent à la célébration eucharistique dans les catacombes (p.132). Cette information fait probablement référence à une autre célébration.

Le premier chapitre de ce livre est le fruit d'un énorme travail de recherche et de systématisation. Certains détails inexacts sont dus à l'édition du texte (par exemple, à la page 139, il est mentionné que le nombre total d'évêques qui ont signé le pacte était de 5 000 ; mais en réalité ils étaient 500). Ce qui n'enlève rien à l'excellent résultat. Le lecteur a une vision diachronique du processus qui a conduit à la signature du Pacte des Catacombes et du développement de certaines questions théologiques et pastorales liées à la pauvreté et au développement des peuples.

Le deuxième chapitre se concentre sur les 34 références bibliques, toutes issues du Nouveau Testament, qui se trouvent dans le texte du Pacte. Elles ne sont pas un ornement stylistique, mais la source d'inspiration évangélique des évêques qui l'ont signé. Martínez et Sauvage transcrivent le texte intégral des 34 citations, les commentent et les relient à l'héritage biblique du Pacte tel qu'il a été reçu par le magistère des évêques d'Amérique latine.

Le troisième chapitre, écrit par Martínez, traite du paradigme du ministère épiscopal selon le Concile Vatican II et le Pacte des Catacombes, en soulignant les dimensions du service, de la collégialité, de la simplicité et de l'audace missionnaire. L'auteur met en lumière une série d'initiatives qui traduisent les défis et la vision du Concile et du Pacte dans le contexte latino-américain. Il se concentre également sur certaines autorités et mouvements ecclésiaux qui, sous le pontificat de Jean-Paul II, se sont opposés à ce processus de renouveau. Peu à peu, la génération d'évêques qui a participé au Concile a été remplacée par des évêques conservateurs et les théologiens progressistes ont été réduits au silence.

Le contrôle exercé par le Vatican a réduit la collégialité et accentué le centralisme romain.

L'élection du pape François (2013) marque, selon les auteurs, le début d'une nouvelle étape. Jorge Bergoglio est issu de la tradition pastorale et théologique latino-américaine et choisit le nom du *poverello* d'Assise. François veut que les évêques soient proches du peuple, avec l'odeur des brebis. Il insiste sur le témoignage de la simplicité et de l'humilité, ainsi que sur l'importance de la miséricorde dans la vie chrétienne. Dans le rêve du pape François d'une Église pauvre et pour les pauvres (cf. EG 198) et dans certains de ses actes et discours, les auteurs voient un écho du pacte des catacombes.

Le livre contient quatre annexes. La première présente la version originale (en latin) du pacte telle qu'elle est conservée dans les archives de l'évêque Himmer. La deuxième annexe contient quatre listes : 1) les 41 évêques qui ont signé le pacte dans les catacombes de Domitilla le 16 novembre 1965 ; 2) les sept évêques qui n'ont pas pu être présents ce jour-là ; 3) les autres évêques qui l'ont signé : 36 latino-américains et 13 français ; 4) une longue liste de tous les évêques, regroupés par continents et pays, qui, en octobre 1964, ont signé les motions « Simplicité et pauvreté » et « Priorité à l'évangélisation des pauvretés ».

Le Pacte des Catacombes a été signé par un bon nombre d'évêques missionnaires d'Afrique et d'Asie. Le livre aurait pu être enrichi par une étude sur sa diffusion et sa réception en dehors de l'Amérique latine. Les deux autres annexes sont de brèves notes sur les nominations des évêques et les conférences épiscopales.

L'histoire du Pacte des Catacombes est une expression du chemin parcouru par l'Église après le Concile Vatican II. Sa diffusion après le Concile, en particulier en Amérique latine, et sa marginalisation ultérieure sont liées aux principaux protagonistes de l'Église de cette période. Sa diffusion a été possible grâce au travail et à la vie d'un nombre important d'évêques, de prêtres et de laïcs, qui aspiraient à une Église détachée des richesses du monde, pauvre et proche des pauvres, et engagée dans le développement des peuples.

Par contre, la nomination d'évêques conservateurs, plus intéressés par la pureté doctrinale que par la résolution des problèmes concrets des peuples, et soucieux de restaurer les gloires du passé plutôt que d'ouvrir de nouvelles voies d'évangélisation, a contribué à la marginalisation du Pacte.

Au début du deuxième chapitre, Martínez et Sauvage comparent le pacte à un voilier sur le quai. Pour sortir en mer, il doit déployer les voiles et ainsi montrer toute son envergure. Ce livre montre comment cinquante-cinq ans après sa signature, le Pacte des Catacombes reste fidèle à son itinéraire, témoignant de sa proposition évangélique d'une l'Église pauvre au service des pauvres.

La Société du Verbe divin s'occupe des catacombes de Domitilla depuis 2009. La SVD a également joué un rôle important dans la célébration du 50^e anniversaire de la signature du Pacte des Catacombes. Cela contraste fortement avec ce qui s'est passé il y a cinquante ans. Dans les listes des évêques qui ont signé le pacte et les deux motions connexes, il y a un nombre important d'évêques religieux et missionnaires. Mais, nous ne trouvons pas le nom d'un seul évêque SVD, même si au moins 24 évêques SVD ont participé au Concile Vatican II.

José Antunes da Silva

Merci au Père Jean-Yves (+)

Le Père Jean-Yves Urfié est décédé le mardi 9 février 2021, à Chevilly-Larue, âgé de 83 ans : « il nous a quittés debout, passant ainsi de la vie à la Vie ».

Secrétaire de la revue, il nous laisse en héritage sa foi profonde, sa passion pour la mission, son sens de la fraternité, sa joie de vivre, son intérêt pour les médias.

L'association et la rédaction de Spiritus assurent de leurs prières la famille du Père Jean-Yves, ses confrères spiritains, ainsi que ses amis et connaissances.

Achévé d'imprimer par Corlet — 14110 Condé-en-Normandie
N° d'imprimeur : 21030012 — dépôt légal : mars 2021 — imprimé en France
Commission Paritaire des Publications de Presse. Certificat n° 1025 G 83668

SPIRITUS

est une revue d'expériences et de recherches missionnaires. Elle se construit à partir des événements de la vie des communautés humaines et chrétiennes des divers continents. Elle rassemble, partage et approfondit les questions suscitées par l'annonce du Royaume de Dieu aujourd'hui.



Revue trimestrielle fondée en 1959 par les spiritains et gérée en commun par 12 Instituts missionnaires :

- Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs)
- Société des Missions Africaines
- Missions étrangères de Paris
- Scheutistes
- Spiritains
- Société du Verbe Divin
- Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (Sœurs Blanches)
- Franciscaines Missionnaires de Marie
- Notre-Dame des Apôtres
- Saint-Joseph de Cluny
- Spiritaines
- Oblats de Marie Immaculée

Spiritus est un instrument de libre recherche au service de la Mission. Les positions prises par les différents auteurs n'engagent qu'eux-mêmes.



Rédaction et administration de la revue
12 rue du P. Mazurié – 94550 Chevilly-Larue – France
Tél. : 01 46 86 70 30
courriel de la rédaction : spiritus.redaction@wanadoo.fr
courriel du service abonnements : asso.spiritus@gmail.com
Site : www.revue-spiritus.com

N° de commission paritaire : 1025 G 83668

Directeur de la publication : Paulin Poucouta

Directeur adjoint : Rémi Fatchéoun

Administrateur : Marie-Annick Crochet

Secrétaire : Jean-Yves Urfié

Comité de rédaction : Peter Baekelmans, cicm ; Bertrand Évelin, omi ; François Glory, mep ; Bernadette Nana, fmm ; Paul Quillet, sma ; Agnès Simon-Perret, SMSpS ; Christian Tauchner, svd ; Guy Vuillemin, pb ; Gérard Meyer, cssp.

Conseil de rédaction : Jean-Claude Angoula ; Catherine Chevalier ; Sidnei Marco Dornelas ; Ameer Jajé ; Evelyn Monteiro ; Helmut Renard et les membres du Comité de rédaction.

Périodicité : mars, juin, septembre, décembre.

Cum permissu superiorum/Reproduction interdite sans autorisation.

TARIFS des ABONNEMENTS

Zone 1 : Europe - USA - Canada - Japon - Corée - Hong Kong - Singapour - Taïwan - Thaïlande - Australie - RSA..... **45 € - US\$ 53 - CAN\$ 70**

Zone 2 : tous les autres pays..... **35 € - US\$ 41 - CAN\$ 55**

Vente au numéro : 13 € le cahier.

L'affranchissement par avion est compris

Tout moyen de liaison et toute correspondance d'un abonné ou d'un intermédiaire payeur doivent indiquer impérativement le numéro d'abonné (de 1000 à 4700 pour les abonnés, de 5000 à 5999 pour les intermédiaires). Cf. « référence » sur les factures.

C.C.P. : Revue Spiritus 16.507.10 F Paris

Évitez les chèques bancaires étrangers et faites usage d'un virement international :

IBAN : FR 18 2004 1000 0116 5071 0F02 053.

BIC : PSSTFRPPPAR

Au nom de : Association de la revue Spiritus.